

La construction aux Etats-Unis
de la bombe à neutrons

L'AGENCE TASS
PROPOSE DES NÉGOCIATIONS
POUR UNE « RENONCIATION
RÉCIPROQUE »
LIBRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3 F

Abonnés : 2 041 ; Abonnés : 2 550 ; Abonnés : 2 550 m.
— Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique,
20 fr. ; Canada, \$ 1,10 ; Côte d'Ivoire, 255 F CFA ;
Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 70 pes. ; Grèce, 40 dr.
Irlande, 40 sh. ; Italie, 125 li. ; Japon, 100 y. ;
Liban, 325 L. ; Luxembourg, 20 F. ;
Maroc, 4,50 dir. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,
80 esc. ; Royaume-Uni, 20 p. ; Suède, 4,20 kr. ;
Suisse, 1,30 F. ; Tchécoslovaquie, 20 s. ;
Tunisie, 200 m. ; Turquie, 200 l. ;
Yugoslavie, 20 d. ;
Tariif des abonnements page 5
5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4291 - 23 PARIS
Tél. Paris 26 65 57 72
Tél. 246-72-23

Les liaisons transatlantiques sont perturbées par le mouvement

Un test

Quelques heures après l'expiration de son ultimatum aux pilotes du ciel, M. Reagan s'envolait, plus décontracté que jamais, pour son ranch de Californie. L'avion présidentiel, guidé dans les airs par les contrôleurs militaires, n'a pas souffert une minute de retard. La grève est pour les autres. Le ministre des transports a beau déclarer que la sécurité des vols est assurée, le trafic aérien est plongé dans un chaos indescriptible qui menace de s'étendre jusqu'à Washington. Les négociations avec les contrôleurs aériens, dont dix mille ont déjà reçu une lettre de licenciement.

A la limite, il n'y a plus de grève puisque les pilotes ne sont plus que des chômeurs. Le syndicat des contrôleurs aériens, faute d'interlocuteur gouvernemental, en appelle à l'opinion en lui dépeignant les risques énormes encourus par une circulation aérienne qui n'est plus régie que par des « amateurs » ou des « jaunes » surmenés. Il est clair que l'attitude de M. Reagan l'a pris de court.

Les revendications, en partie exorbitantes, avancées sous menace de grève, n'étaient sans doute qu'une position de départ. Le syndicat des contrôleurs aériens, qui se définit comme un mouvement de lutte, a aussi brutalement, sans s'en rendre compte, pris au sérieux l'accusation d'illégalité portée contre son action ? Aux Etats-Unis, les contrôleurs sont en effet des fonctionnaires et ceux-ci n'ont pas droit de grève. C'est pourquoi les contrôleurs ont été pratiquement « lâchés » par la centrale ouvrière A.F.L.-C.I.O. à laquelle ils sont affiliés et ce qui ne les avait pas empêchés l'année dernière de soutenir la candidature de M. Reagan à la Maison Blanche tandis que l'A.F.L.-C.I.O. se prononçait pour M. Carter.

A l'heure actuelle, les contrôleurs ne trouvent de sympathie active que parmi leurs collègues étrangers, qui plus ou moins solidaires de leur mouvement, entendent se décharger leur responsabilité des conséquences qu'il peut avoir.

M. Reagan peut-il se féliciter de son intrépidité ? Il est trop tôt pour le dire. Le président venait de remporter au Congrès une victoire retentissante en faisant valoir et son budget d'austérité et ses réductions d'impôts. Ce n'était pas le moment de mettre à l'épreuve sa popularité. Personne ne lui reproche encore d'avoir mis les contrôleurs au pied du mur, mais si la crise devait durer — et les dirigeants de l'Agence fédérale de l'aviation n'envisagent pas une « normalisation » de la situation créée par le licenciement des contrôleurs avant plusieurs mois — on commenterait sans doute à s'interroger sur les vertus de la « fermeté » présidentielle.

Pour l'instant, le libéralisme inné des Américains tend à donner raison à M. Reagan, mais leur pragmatisme invétéré jugera la rupture qu'il a provoquée à ses résultats. Les Etats-Unis ne peuvent pas se passer d'un système de transports aériens qui fonctionne sans accroc. Leur prestige ainsi que leurs affaires souffriront de sa désorganisation prolongée. L'exemple qu'a sans doute voulu faire M. Reagan, emporté par une confiance inébranlable, perdrait alors toute valeur.

M. Reagan peut encore compter sur la grande patience de ses compatriotes, mais il lui reste à prouver qu'il est aussi expert à faire régner l'ordre dans les cieux qu'à rallier des majorités au Capitole.

de solidarité des contrôleurs

Le mouvement international de solidarité avec les contrôleurs aériens américains réorganisé par l'administration Reagan a aggravié, le mardi 11 août, le désordre qui règne depuis une semaine dans le trafic aérien transatlantique.

Les contrôleurs canadiens de Gander (Terre-Neuve) ayant refusé d'assurer la surveillance des liaisons entre l'Europe et l'Amérique du Nord, les vols ont été déviés vers les Açores et ont subi des retards importants.

Cette « route du sud » risque à son tour d'être coupée à partir du dimanche 16 août si les trois cents pilotes portugais cessent le travail à leur tour, comme ils l'ont annoncé le 11 août. D'autre part, les syndicats japonais s'apprêtent à organiser une manifestation de solidarité.

La compagnie British Airways a annulé la majorité de ses vols transatlantiques « en raison de l'incertitude provoquée par la grève », et un grand nombre de passagers ont été retenus dans l'aéroport d'Heathrow, où certains ont dû passer la nuit.

A Paris, plus de mille huit cents passagers ont été bloqués à l'aéroport de Roissy, et la situation restait très confuse ce mercredi 12 août. Le vol Concorde, de 11 heures, a été reporté à 14 h 30, et les autres avions d'Air France ont décollé avec cinq heures de retard en moyenne. Des retards du même ordre étaient prévus pour la journée du 12 août.

(Lire page 20 les articles de DOMINIQUE DROMBRES et BERTRAND DE LA GRANGE.)

Le second groupe de Français a pu quitter l'Iran

Le président Radjai s'en prend vivement à M. Mitterrand

Le second groupe de Français rapatriés d'Iran a quitté l'aéroport de Téhéran par un vol d'Iran Air, ce mercredi 12 août, à 11 h 51, heure de Paris.

La tension entre les deux pays s'est aggravée mardi, le président de la République islamique, M. Mohamad Ali Radjai, ayant adressé au président Mitterrand un message dans lequel il qualifie de « mensonge » les « vœux de succès » que lui avait adressés M. Mitterrand à l'occasion de son élection à la magistrature suprême.

« Je m'étonne de tant de contradictions entre les paroles et les actes d'un homme », écrit M. Radjai. « Vous donnez une aide militaire à l'Irak en lui envoyant des Mirage et en même temps vous me souhaitez le succès. Il y a certainement là un mensonge. Vous m'envoyez des félicitations au moment où la politique de votre gouvernement a fait de la France le centre et le refuge des agents de la contre-révolution iranienne. »

Dans son message répondant aux félicitations que lui avaient adressées, lors de son élection, M. Mitterrand, et dont on trouve les principaux extraits en page 4, le chef de l'Irak accuse le président français, en termes fort peu diplomatiques, d'avoir « provoqué la colère d'un peuple qui avait un jour couvert de fleurs l'ambassade de France à Téhéran ». Il lui reproche de « donner asile à des criminels sous prétexte de liberté » et assure que la nation française est « méconnaissante » d'une attitude « impitoyable » par ses dirigeants et qui lui inflige une « honte historique ».

Cependant, l'officier assadogène assigné au nouveau gouvernement iranien, qui doit se présenter, le jeudi 13 août, devant le Parlement, la « tâche prioritaire » d'obtenir l'extradition de

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Pour le chef de l'Etat iranien, M. Mitterrand serait un « menteur » qui se contredit en souhaitant le succès de l'Irak tout en lui refusant des Mirage.

Commerce

Mais y a-t-il vraiment là une contradiction ? En cas de succès iranien, il faudra bien remplacer les Mirage trahis.

HENRI MONTANT.

Une « doctrine Reagan » pour l'Amérique latine

Mme Jeanne Kirkpatrick, ambassadrice des Etats-Unis auprès des Nations unies, est arrivée le mardi 11 août en Equateur, dernière étape d'une tournée en Amérique latine. Mme Kirkpatrick a exposé aux dirigeants des six pays qu'elle a visités les vues de l'équipe républicaine au pouvoir à Washington sur l'évolution politique au sud du Rio Grande.

A Santiago du Chili, l'ambassadrice a, ainsi, déclaré que le Washington considérait comme positives certaines expériences de gouvernements militaires dans le Cône sud qui ont

por
MARCEL NIEDERGANG

Mme Kirkpatrick était d'étudier « les moyens de faire face à l'expansionnisme marxiste dans l'hémisphère occidental ». Il a ajouté : « Nos positions sur ce problème coïncident totalement. » Avant de se rendre à Santiago, Mme Kirkpatrick s'est arrêtée à Caracas, où son analyse de la situation internationale a suscité des réactions dans les milieux dirigeants vénézuéliens. Le président Luis Herrera Campesino, dont les relations avec Cuba sont pourtant plutôt froides, a tenu à déclarer que le

retour à une « politique interventionniste et menaçante des Etats-Unis en Amérique latine » était une cause de « préoccupation ». Il a-t-il ajouté, que « les Etats-Unis étudient avec beaucoup de prudence leur action future dans cette région ».

Mme Kirkpatrick s'est également entretenue à Buenos Aires avec le général Viola et avec les dirigeants argentins à Montevideo. Elle doit encore se rendre au Pérou où en Equateur. Cette tournée « musclée » n'est qu'un aspect de la relance de la « doctrine Reagan » pour l'Amérique latine, illustrée au début de 1981 par le choix délibéré de la « course salvadorienne » comme test principal des relations Est-Ouest. Washington avait alors dépêché en Europe des ambassadeurs spéciaux chargés de mettre en valeur des « documents » fournis par les services de renseignements américains et tendant à prouver une « impérialisme soviétique-maoïste au Salvador ». Depuis, le gouvernement américain a admis que ces « documents » n'étaient pas tous très convaincants. Sur place, il affirme vouloir tout autant respecter la politique des droits de l'homme que l'administration précédente. Mais son assistance militaire croissante au Salvador, au Guatemala et au Honduras va dans le sens d'une « intervention » de plus en plus nette en Amérique centrale.

(Lire la suite page 5.)

EN POLOGNE

Les activités de Solidarité dénoncées devant le comité central

Le comité central du Parti ouvrier unifié polonais, dont la réunion s'est achevée mardi soir 11 août, déclare, dans la résolution finale, que le parti et le pouvoir populaire « s'opposent de façon décidée aux menaces antisocialistes et contre-révolutionnaires » en Pologne.

D'autre part, M. Barcikowski, présentant le rapport du bureau politique, a vivement critiqué les derniers développements de l'action de Solidarité.

(Lire page 3.)

Les agriculteurs du Midi renoncent à toute action revendicative

M. Mauroy recevait ce mercredi midi à déjeuner les représentants de la viticulture, membres de la cellule de crise, créée au ministère de l'Agriculture le 30 juillet dernier. On prêtait au premier ministre l'intention de tenir à ses interlocuteurs le langage de la fermeté, après les incidents du début 10 août dans le port de Sète. Le gouvernement toutefois cherche le moyen de donner une satisfaction immédiate aux manifestants, mais la marge de manœuvre est étroite.

Du côté des fruits et légumes, une certaine détente semble se faire jour, les ayant renoncé, pour l'instant, à manifester.

L'Italie proteste, ainsi que les importateurs suisses, auxquels une partie de la cargaison de l'Ampele, le pinardier arrosé lundi 10 août dans le port de Sète, était destinée. La décision prise par le Premier ministre d'ouvrir une instruction sur cette affaire est diversement appréciée dans le Midi, et l'on doit se souvenir à Mâcon que ce fut l'insurrection du vigneron qui déclencha la fusillade de Montredon.

Les implications nationales et internationales de la crise viticole laissent le gouvernement dans l'embarras. On prête à M. Mauroy l'intention de ne pas céder à la violence, sur risque de voir les autres producteurs des autres régions de France imiter ceux du Midi. Aussi, M. Mauroy devrait-il dire à ses interlocuteurs que le gouvernement n'admettra la viticulture que dans la mesure où les vigneron se calment. Les divers présidents, membres de la cellule de crise, entendent le message, mais sont-ils prêts à le faire passer sur le terrain, au sein des comités d'action viticole ?

Ceux-ci n'attendent qu'un geste que le gouvernement hésite à faire : la fermeture des frontières aux importations. La mise en place d'un office, la détermination d'aides au revenu, qui seraient attribuées en fonction des efforts de qualité réalisés par les vigneron, peuvent attendre la prochaine conférence annuelle que certains au gouvernement souhaitent tardive. La promesse d'une réforme du règlement communautaire peut aussi être obtenue.

Tout cela ne fera pas retomber la tension dans l'immédiat. Cinq nouveaux pinardiers sont annoncés à Sète et les leaders du midi viticole, tout en déplorant la situation, soufflent la tempête. Ainsi, M. Emmanuel Maffre-Beaugé, parlementaire européen, appartenant au groupe communiste, qui estime que « le niveau d'exportation est atteint ou même dépassé chez les viticulteurs », et qui réclame « un arrêt momentané des importations ».

JACQUES GRALL.

(Lire la suite page 19.)

UNE ETUDE SUR LES CONFINS SOVIÉTO-CHINOIS

Une annexe oubliée du tiers-monde

Le titre est bien trouvé, mais il n'épuise pas le sujet. En étudiant en effet cette bande de territoires de 6 000 kilomètres de long, de 1 500 kilomètres à 2 500 kilomètres de large, qui s'étend de la Caspienne au Pacifique et de l'Oural au Tibet, les deux auteurs, deux anciens membres des missions militaires françaises en U.R.S.S. et en Chine, n'ont pas voulu seulement explorer l'un des principaux sujets de litige entre l'empire du Milieu et le nouvel empire soviétique.

« Le Milieu des Empires » est aussi un livre fondamental pour qui veut découvrir, en dehors même de toute référence contemporaine, les peuples d'Asie centrale, leur histoire, leur culture, leur évolution démographique et économique. En un mot c'est une annexe oubliée du tiers-monde, qu'est, selon René

Cagnat et Michel Jan, le centre de l'Asie. La politique retrouve pourtant ses droits, après un vaste aperçu géographique et historique de la zone et aussi bien des révolutions sur des aspects peu connus de la politique soviétique dans cette région. On retiendra que, dans les années 30 et 40 de ce siècle, Staline aurait pu tout aussi bien annexer ou presque le Xinjiang — ce que l'on appelait alors le Sinkiang — tant son influence était grande dans cette région officiellement chinoise mais qui, jusqu'à la construction du chemin de fer Xinlin qui la relie à Pékin en 1952, était presque exclusivement tournée vers l'ouest et faisait avec l'U.R.S.S. l'essentiel de son commerce.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

سكنا من الاحل

سنة من الاجل

Le Monde

idées

RELIGION

Chrétiens et juifs

Rapports des catholiques avec la politique : refus du présent ou submersion dans le présent. Gaston Pietri fait une mise au point précise dans un vieux débat. Rapports des religions chrétiennes avec le judaïsme : Lazare Landau, à travers des documents récemment publiés et déjà évoqués par Jacques Madaule (Le Monde du 15 avril), montre les évolutions intervenues depuis 1945. Rapport des femmes avec l'Eglise : René Rémond présente les témoignages sur la naissance et la vie de la jeunesse étudiante chrétienne féminine.

S'INTÉGRER OU SE DÉMARQUER

par GASTON PIETRI (*)

Il est de bon ton de mettre la relative discrétion de l'Eglise, dans les derniers affrontements électoraux, au compte des prudenances tactiques de l'appareil. En vérité, il est rarement aussi bien apparu que « l'Eglise n'a pas une doctrine scientifique de la société qui ferait nombre avec les socialismes et les libéralismes ». De cette vision de l'homme qui est autre chose qu'une « voie moyenne » entre le libéralisme et le marxisme », ce texte épiscopal d'il y a quatre ans rappelait : « Elle atteint plus profondément chaque croyant dans ses options politiques et ses combats, quels qu'ils soient » (conseil permanent 1977).

Et pourtant, quand il s'agit de la foi et de son intégrité, il est un clivage qu'on voudrait nous faire avaliser : dénaturer la foi en l'exposant aux pires altérations séculières, ceux qui la mélangent aux préoccupations politiques ; sauvegarder son intégrité, ceux qui la maintiennent en son domaine, à l'écart des contaminations politiques. Or la ligne de partage est ailleurs. Et c'est de laisser abuser par les apparences que de croire que l'essentiel est d'être en dehors ou dedans.

La singularité chrétienne, dans laquelle les croyants sont pressés de se poser sans détour, oblige à se démarquer ceux-là mêmes qui ne veulent pas épouser les combats de leurs proches. Il ne manque pas, en effet, de chrétiens dont la hantise est d'accrocher la foi au monde moderne. Parmi eux, des militants s'obstinent d'abord à rendre présente l'inspiration de l'Evangile dans des courants politiques qui passent, il y a peu de temps encore, pour être interdits aux croyants. Mais il ne faut pas oublier que pendant ce temps d'autres, à l'inverse, cherchent plus à s'affirmer chrétiens qu'à s'adapter à la société. C'est ainsi que depuis quelques années renait un prophétisme, porteur d'urgence, et une utopie inconditionnellement plus spirituelle que politique. Jusqu'à un certain point ce prophétisme est un aiguillon pour les militants axés sur les solidarités humaines.

On peut voir un des événements majeurs du vingtième siècle, si l'on considère en bouillonnement la mutation des relations judéo-chrétiennes. Pour beaucoup, elle passe presque inaperçue. L'on ne saurait, pourtant, sous-estimer son importance : il s'agit de l'épilogue d'une confrontation millénaire. Ses épisodes, toujours étonnants et souvent sanglants, ont jalonné l'histoire de la civilisation occidentale. Les auteurs du recueil, qui tiennent des rôles importants dans le rapprochement judéo-chrétien intervenu dans les dernières décennies, ont pris le parti d'un plan qui distribue la matière en trois volets.

Au point de départ, l'appel lancé aux Eglises chrétiennes au lendemain du génocide perpétré par les nazis. Inspiré en majeure partie par Jules Isaac, ce texte s'adresse à la conscience chrétienne, à l'heure où les camps de concentration viennent de livrer leurs atroces secrets. Il évoque la monstruosité de l'antisémitisme nazi, pour mettre en lumière ses racines : « L'enseignement du mépris » que les Eglises, depuis des siècles, prodiguent à leurs fidèles, sur le compte des juifs. Il a préparé le terrain pour Hitler et Eichmann. Les chambres à gaz, les fours crématoires ont paru nouveaux, sur SS pour qui l'enseignement reçu préparait à voir dans les juifs des sous-hommes, voire des microbes dangereux, à détruire.

A la base de ces crimes sans nom, sans nombre, les théologiens et universitaires de Seftelberg trouvent un enseignement meurtrier. C'est lui qu'il importe de réformer : l'Evangile qui, aux exigences de la théologie, sacrifie la conscience chrétienne.

Reste à savoir si cet appel soulève un écho, des résultats concrets. Nous voici, abordant la seconde partie de l'ouvrage. Celle qui analyse la réaction des Eglises, pays par pays. Il s'agit de faire ressortir, région par région, la sensibilité à divers mentalités. A partir de l'Amérique du Nord, on passe à l'Amérique latine. La comparaison des dates, avec celles des dirigeants nord-américains, montre qu'il a fallu plus de temps pour convertir les esprits à Santiago du Chili qu'à New-York ou à Boston.

La situation de la France est présentée tout autrement. Le cardinal Liénart, le premier — dans la France de la V^e République — à publier, en février 1980, une lettre pastorale sur la question juive et la conscience chrétienne. Le prélat lillois, qui se souvient des responsabilités encourues durant l'occupation par des dirigeants vichyssois qui se disaient chrétiens, tient à mettre les points sur les « i ». Le pape bruno a laissé des germes en France. Le cardinal rappelle que les crimes nazis ont bécoté la conscience chrétienne, que la doctrine de l'Eglise, interprétée par les papes contemporains, se situe aux antipodes de l'antisémitisme et défend à ses fidèles d'y adhérer. Le cardinal Liénart, connu comme le cardinal Satiège, pour le courage déployé face à l'ennemi, ne reste pas inactif.

De mars 1981, le conseil de la Fédération protestante de France demande au Conseil oecuménique des Eglises une prise de position catégorique face à l'antisémitisme. Vient ensuite l'énorme vague réformatrice du Vatican II qui porte avec elle le schéma « Nostra Aetate » : bien des catholiques s'interrogent sur son application. Pour éclairer leur religion, le Comité épiscopal français pour les relations avec le judaïsme public, le 16 avril 1973, les « Orientations pastorales » sur l'attitude des chrétiens à l'égard du judaïsme. Il s'agit d'un texte primordial. Pour la première fois, on voit, avec ce document, une description, une compréhension, un témoignage d'un « exceptionnel effort pour présenter les juifs et le judaïsme tels qu'ils se trouvent eux-mêmes. Cette année 1973 se clôt par une déclaration du « Comité Eglise et Israël » de la Fédération protestante de France qui progresse dans le même sens.

Les orientations, pour leur part, en Allemagne, pour leur part, national, se devaient d'intervenir sans équivoque. Ils n'y manquèrent pas, comme en témoignent les textes auxquels d'ont donné le jour les assemblées, tant catholiques que protestantes : du Katholikentag de Mayence (septembre 1949) au message du Synode de l'Eglise évangélique de Rhénanie (1973). Les dirigeants des Eglises allemandes mettent l'accent sur l'écrasante responsabilité de leur peuple dans l'accomplissement du génocide. Celle propre à l'Eglise catholique est mise dans la déclaration sur la « Eglise catholique et le national-socialisme » de la conférence épiscopale allemande (31 janvier 1979).

Dans une troisième partie, les auteurs reprennent la même question en l'examinant sur le plan des grandes Eglises. Les Eglises protestantes, en 1948, l'Assemblée d'Amsterdam est celle qui doit être l'attitude chrétienne en face des juifs. A l'Assemblée de la Nouvelle-Delhi, en 1961, le Conseil oecuménique des Eglises confirme ses initiatives par le vote d'une résolution condamnant catégoriquement l'antisémitisme : la fédération luthérienne mondiale, partie intégrante du C.O.E., confirme ses déclarations de 1964 à 1975. Les Eglises orthodoxes s'unissent à leurs frères protestants par la déclaration de New-York (janvier 1972) et de Lucerne (1977).

Le revirement le plus spectaculaire fut celui de l'Eglise catholique romaine. Il s'annonce par la déclaration sur les juifs « Nostra Aetate » du concile Vatican II. Les juifs trouvent un avocat de grand talent en Mgr. Eichinger, évêque de Strasbourg, qui, seul, parla au concile, des juifs contemporains (septembre 1964). Enfin, la tendance préjudiciaire, non seulement par la modification de la prière du van-

droit saint, mais surtout par les « orientations et suggestions pour l'application de la déclaration conciliaire Nostra Aetate » (1^{er} décembre 1974). Ces orientations revêtent une importance capitale. Pour la première fois, elles considèrent les juifs comme ils se considèrent eux-mêmes, en s'efforçant de comprendre les parties les plus hermétiques et les plus difficiles de la prière juive.

Ce document offre l'incomparable mérite d'évoquer tous les problèmes qui touchent au cœur des relations judéo-chrétiennes. Celui de l'antisémitisme d'abord. Sans dissimuler ses racines chrétiennes, il en démontre le paradoxe. Car, comment une foi qui se nourrit depuis des siècles, aux sources de la foi juive, de ses rites, de sa loi, se laisser aller à prêter le mépris, voire la haine de la mère qui l'avait enfantée ? Le condamnant sans appel, il appelle les chrétiens à lutter contre ce préjugé et contre toute tentation de racisme.

Ses bases, on peut le comprendre, l'Eglise, communauté fraternelle initialement formée de juifs, qui attendaient le Messie et de pénaux en quête de salut. En dépit de la rupture entre les deux communautés, surtout parce que leur compétition dans un même milieu rendait le conflit inévitable, Israël demeure mémoire vivante de l'Eglise. Vouloir le détruire équivaut, pour un homme, à effacer tout son passé : que reste-t-il ?

(*) Docteur en lettres, auteur de : « De l'averion à l'estime. Juifs et catholiques en France de 1919 à 1939 ».

Il est de sa personnalité ? Si l'Eglise se proclame investie d'une nouvelle mission, ses liens indissolubles avec Israël se trouvent inclus dans sa mission.

L'on renoncera alors aux calomnies faciles dont regorgent les vieux dictionnaires sur les Pharisiens, fondateurs du judaïsme actuel. A tort, les auteurs classiques chrétiens les ont déniés. Car non seulement ils ne se sont pas posés en ennemis des juifs, mais ils ont été, au contraire, les plus difficiles de la prière juive.

Ce document offre l'incomparable mérite d'évoquer tous les problèmes qui touchent au cœur des relations judéo-chrétiennes. Celui de l'antisémitisme d'abord. Sans dissimuler ses racines chrétiennes, il en démontre le paradoxe. Car, comment une foi qui se nourrit depuis des siècles, aux sources de la foi juive, de ses rites, de sa loi, se laisser aller à prêter le mépris, voire la haine de la mère qui l'avait enfantée ? Le condamnant sans appel, il appelle les chrétiens à lutter contre ce préjugé et contre toute tentation de racisme.

Ses bases, on peut le comprendre, l'Eglise, communauté fraternelle initialement formée de juifs, qui attendaient le Messie et de pénaux en quête de salut. En dépit de la rupture entre les deux communautés, surtout parce que leur compétition dans un même milieu rendait le conflit inévitable, Israël demeure mémoire vivante de l'Eglise. Vouloir le détruire équivaut, pour un homme, à effacer tout son passé : que reste-t-il ?

(*) Docteur en lettres, auteur de : « De l'averion à l'estime. Juifs et catholiques en France de 1919 à 1939 ».

autre l'accusation du déicide, meurtrière, mille fois reprise depuis l'Antiquité, contre les juifs. Le concile Vatican II et bien d'autres assemblées chrétiennes avant et après lui ont bien souligné l'absurdité de cette accusation.

Si l'Eglise, donc, revendique depuis des siècles, la qualification de Nouvelle Israël, son lien avec la communauté juive s'intègre dans sa mission. Une Eglise antijuive mériterait de se voir qualifier d'organisme contre nature.

Dans une perspective neuve, les chrétiens apprennent le prix spirituel des divers aspects économiques, sociaux, culturels, voire politiques, de l'existence juive. De la sorte, ils ne se contentent pas d'une vue extérieure de la vie juive, mais apprennent à la connaître par l'intérieur vécu.

A cette condition, ils pourront engager, avec les juifs, un dialogue fécond. Mené avec franchise et loyauté, il permettrait une meilleure connaissance réciproque. Pour réussir, il demande un départ une attitude fraternelle.

En somme, ce recueil vient à son heure. Entre les études exhaustives de l'antisémitisme et des relations judéo-chrétiennes des « deux guerres », et les esquisses que les chercheurs nous ont apportées sur le renversement de l'après-holocauste, il comble à merveille une regrettable lacune.

* Les Eglises devant le judaïsme depuis 1945. Recueil de documents réunis par Mgr. Th. Koch et Bernard Dreyer. Introduction de R. Dupuy et P. Lavalley. Editions du Cerf, Paris, 1981, 431 pages. Environ 120 F.

Une école des femmes

par RENÉ RÉMOND

Ces dernières années ont vu se dessiner un courant d'intérêt pour l'histoire des mouvements de jeunesse qu'on appelle spécialisés en raison de leur organisation par milieux sociaux dans le cadre de l'Action catholique. Ces mouvements ont existé, au jour le jour, depuis 1930, la célébration du cinquantième de leur fondation n'a pas peu contribué à ramener l'attention sur ce qui fut un fait majeur de l'histoire de l'Eglise et de la société en France. La curiosité s'est fixée presque exclusivement sur les mouvements masculins, comme si leurs homologues féminins n'en étaient que la simple décalque. En regard à l'état des esprits, la naissance et le développement de ces mouvements, on peut-être constitué une expérience plus révolutionnaire que leurs homologues masculins. Il faut aux fondatrices une singulière clairvoyance et une audace pour commune d'une société qui confinait les femmes dans des rôles subalternes et conquérir leur autonomie dans une Eglise qui se faisait une idée traditionnelle de la vocation féminine. Ces mouvements ont eu une part décisive dans le grand mouvement d'émancipation féminine qui depuis se déploie plus tard et dans les signes se multiplient sous nos yeux.

Le livre qui s'intitule avec modestie *Témoignages pour une histoire de la J.E.C.F.* vise à réparer cette injustice. Livre composite — d'écrits de femmes — il se consacre à la rédaction ne parle-t-elle pas de patchwork ? — qui juxtapose souvenirs et documents, notations de psychologie et réflexions de fond, mais qui tire son unité de sa vision. L'équipe qui s'est employée à en rassembler les éléments se défend d'avoir voulu faire œuvre d'historien : elle a borné son ambition à réunir des

matériaux pour les historiens de demain.

On ne s'étonnera pas de retrouver les traits les plus caractéristiques qui ont constitué l'originalité et fait l'efficacité de tous ces mouvements. D'abord l'initiative, l'ont on ne saurait trop rappeler qu'elle n'est pas venue d'en haut, de l'autorité hiérarchique, mais de la base : des jeunes filles, des jeunes femmes qui s'engagent avec une abnégation pour commune l'art d'une pédagogie discrète et respectueuse de la liberté, les jeunes prennent en main leur destin et font l'apprentissage de la responsabilité. Ce n'est pas le moindre paradoxe de cette histoire que ce soit dans l'Eglise, société hiérarchique, que la jeunesse a trouvé la possibilité la plus grande que de l'enseignement et dans toute autre famille de pensée, d'accéder à l'autonomie. La réalité est ensuite : renversant la démarche habituelle qui part de l'économie des principes ou des normes pour y conformer la réalité, la pédagogie des mouvements s'attache à découvrir celle-ci pour entreprendre de la transformer patiemment, humblement. Plus l'émancipation insiste, judicieusement sur l'efficacité d'une formation qui se situait à l'égalité de la tâche de la résignation passive à l'état des choses et de l'irréalisme utopique, s'imaginant pouvoir, par un simple décret de la volonté, bouleverser l'ordre des choses. Si l'on scrute les raisons qui ont fait des mouvements un des agents les plus puissants de la transformation de la société française après 1945, la principale est là : dans cette association étroite de l'observation attentive des réalités et de la résolution de les modifier pour les rendre plus favorables à la liberté des personnes.

la première génération, les circonstances exceptionnelles nées de la défaite et de l'occupation ont précipité son engagement : les témoignages personnels suggèrent discrètement, laissant aux historiens de métier d'évaluer ce que fut l'importance de la contribution des jeunes aux combats de l'ombre et à la Résistance.

Pour prendre une vue plurielle de cette histoire, il conviendrait d'évoquer sa dimension religieuse : ce fut son principe même, le reste n'en étant que l'effet induit et retombée. C'est en ce domaine que l'action de la J.E.C.F. fut la plus profonde, et, si les catholiques français a bien connu, entre les années 30 et l'ouverture de Vatican II, une période faste, la J.E.C.F. en a fait de ces années d'or. Elle a contribué au retour aux sources qui définit l'effort d'une génération.

Il me plaît de revenir au terme sur ce qui définit, par comparaison avec les mouvements masculins, l'originalité de la J.E.C.F. : l'expérience faite par une génération de jeunes filles de la rupture avec une image conventionnelle de la femme, l'effort pour être reconnues par l'Eglise et par la société dans leur spécificité véritable. La J.E.C.F. a bien été, comme le suggère le titre de l'un des chapitres, une certaine école des femmes : le lien de l'autonomie découverte et revendiquée, de l'apprentissage de la responsabilité, de la préparation à une existence autre que celle proposée par une vision traditionnelle.

Quand on retourne ce livre, on a pris conscience de la portée du phénomène. Elle est certes difficile à évaluer : tout bilan est aléatoire, à plus forte raison s'il concerne une vie et une expérience d'une nature éternelle. Mais, on s'interroge sur ce qui a changé du fait de la présence de tels mouvements : pour la seule J.E.C.F., les rédactrices n'estiment-elles pas à quelques centaines de mille le nombre de celles qui, en un tiers de siècle, ont été touchées par ou pour par son influence ou son exemple ? Comment ne pas comprendre l'ambivalence qui perce dans la conclusion à la pensée que cette expérience a été interrompue, et comment ne pas souscrire à la nécessité du jugement porté sur l'incomplétude de ceux qui n'ont pas perçu qu'une intervention insensée de l'autorité aurait pour effet de tuer le jellissement d'une source de renouvellement et d'interrompre le cours d'une des expériences les plus prometteuses pour la société comme pour l'Eglise ?

Des orientations capitales

Les orientations, pour leur part, en Allemagne, pour leur part, national, se devaient d'intervenir sans équivoque. Ils n'y manquèrent pas, comme en témoignent les textes auxquels d'ont donné le jour les assemblées, tant catholiques que protestantes : du Katholikentag de Mayence (septembre 1949) au message du Synode de l'Eglise évangélique de Rhénanie (1973). Les dirigeants des Eglises allemandes mettent l'accent sur l'écrasante responsabilité de leur peuple dans l'accomplissement du génocide. Celle propre à l'Eglise catholique est mise dans la déclaration sur la « Eglise catholique et le national-socialisme » de la conférence épiscopale allemande (31 janvier 1979).

Dans une troisième partie, les auteurs reprennent la même question en l'examinant sur le plan des grandes Eglises. Les Eglises protestantes, en 1948, l'Assemblée d'Amsterdam est celle qui doit être l'attitude chrétienne en face des juifs. A l'Assemblée de la Nouvelle-Delhi, en 1961, le Conseil oecuménique des Eglises confirme ses initiatives par le vote d'une résolution condamnant catégoriquement l'antisémitisme : la fédération luthérienne mondiale, partie intégrante du C.O.E., confirme ses déclarations de 1964 à 1975. Les Eglises orthodoxes s'unissent à leurs frères protestants par la déclaration de New-York (janvier 1972) et de Lucerne (1977).

Le revirement le plus spectaculaire fut celui de l'Eglise catholique romaine. Il s'annonce par la déclaration sur les juifs « Nostra Aetate » du concile Vatican II. Les juifs trouvent un avocat de grand talent en Mgr. Eichinger, évêque de Strasbourg, qui, seul, parla au concile, des juifs contemporains (septembre 1964). Enfin, la tendance préjudiciaire, non seulement par la modification de la prière du van-

Une école d'engagement

Jour la J.E.C.F. comme pour la J.E.C., ces dispositions se sont tout naturellement appliquées au milieu qui était le cadre de leur action : l'école. Les deux mouvements représentent dans l'histoire du système éducatif la première tentative des intéressés pour prendre une part active à sa vie. L'équipe qui s'est employée à en rassembler les éléments se défend d'avoir voulu faire œuvre d'historien : elle a borné son ambition à réunir des

plus évolués depuis les origines : qui représenterait aujourd'hui cet impératif tel quel ? C'est que, depuis, s'est déployé tout un mouvement de contestation qui a souligné avec peut-être un excès de complaisance les échecs du système et s'est employé comme, à plaisir à grossir ses déficiences : de cette réflexion critique les générations suivantes de la J.E.C. et de la J.E.C.F. n'ont pas davantage été absentes.

Cette action au service d'une institution a préparé à d'autres formes d'action : elle a été une école d'engagement. Le souci d'ouverture sur le monde, la curiosité à l'égard des autres milieux, l'attention à leurs difficultés : autant d'éléments d'une formation qui trouverait à s'emparer sur d'autres terrains. Pour

L'héritage du Sénat romain

Il n'est pas inutile ici de revenir à la leçon de l'histoire. Un penseur comme Karl Thieme a montré que, si le lien est si étroit entre l'Eglise et la civilisation occidentale, c'est parce que, devant l'effondrement du Sénat romain — la fin de l'Empire, l'Eglise est devenue le recours suprême et l'est restée. L'évocation peut paraître exagérément simplifiée. Mais n'est-ce pas l'origine de l'intégration venue pendant de longs siècles ? Une Eglise héritière du Sénat romain autant sinon plus que de la Synagogue : le débat reste étrangement actuel. Aucun accomplissement par la nouveauté évangélique ne pourra réduire le judaïsme pour nous, chrétiens, au seul rôle de survivance. Et ce n'est pas la nouveauté plus significative que ne la laissent écho ses effets numériquement, c'est la mise à l'écart de la christianisme, contrairement à l'idée que nous nous faisons des

reproches adressés à l'Eglise par le monde contemporain, non pas parce qu'il trahirait ses origines : mais parce qu'il les réactive. Il n'est donc pas étonnant qu'une telle entreprise prône le retour à la vision païenne et en veuille tant au judaïsme.

Du coup ce sont nos propres sources que nous entendons lorsqu'on nous parvient par exemple d'un juif comme E. Lévinas, à travers un livre admirable, cet avertissement sans échappatoire : « L'accueil de l'étranger que la Bible recommande inéluctablement ne constitue pas un corollaire du judaïsme et de son amour de Dieu mais le contenu même de la foi. Elle est une inéluctable responsabilité » (*De l'Étranger*). L'accueil de l'étranger est un test. Et qui pourrait nier maintenant que ce soit là une responsabilité à traduire en termes politiques ?

(*) Directeur du Centre national de l'enseignement religieux.

* TÉMOIGNAGES POUR UNE HISTOIRE DE LA JEUNESSE ÉTUDIANTE CHRÉTIENNE FÉMININE, 1930-1975, Les Amis de la J.E.C.F., 37, rue Henri-Barbus, Paris, 75015, 60 F. port. C.C.P. Paris 19 801 695.

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

APRÈS LA DÉCISION DU PRÉSIDENT REAGAN

Tass propose des négociations pour une « renonciation réciproque » à la bombe à neutrons

L'U.R.S.S., dans un communiqué de l'agence Tass, a proposé aux États-Unis, mardi 11 août, des négociations pour une « renonciation réciproque » à la production de l'arme nucléaire à neutrons. Ces négociations devraient s'engager sur la base du projet de convention pour l'interdiction de l'arme à neutrons, déposé en mars 1979 au comité du désarmement de Genève par l'U.R.S.S. et les pays de l'Est.

M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, reprenant un idée avancée le 17 avril dernier par M. Brejnev, a d'autre part, proposé, mardi, dans une lettre aux Nations unies, que la prochaine assemblée générale étudie un traité « interdisant de placer des armes de toute nature dans l'espace ».

La presse soviétique souligne les réactions négatives en Occident, et notamment en Allemagne fédérale, à la décision de M. Reagan de produire la bombe à neutrons. « Les États-Unis ont l'intention d'élargir le continent européen, c'est un de leurs buts après avoir décidé de produire la bombe à neutrons », a déclaré son côté, la télévision tchécoslovaque. M. Zahradnick, responsable adjoint du département international du comité central du P.C. soviétique. La presse des pays de l'Est se déchaîne comme celle de l'U.R.S.S. contre la bombe à neutrons, soulignant, elle aussi, qu'elle met en jeu l'existence de l'Europe.

Aux États-Unis, le secrétaire d'État, parlant à La Nouvelle-Orléans, a déclaré, mardi, que, dans un message adressé à M. Brejnev, le président Reagan soulignait « des relations constructives » avec l'U.R.S.S. Ce message « a été renforcé par plus de cinquante contacts diploma-

tiques de haut niveau au cours des six derniers mois », a précisé M. Haig. La production de la bombe à neutrons « vise à pousser l'Union soviétique à être moins tentée de recourir à la force », a-t-il encore déclaré. Cette décision a été motivée par « l'implicite décliné par l'U.R.S.S. de missiles SS-20 qui menacent l'ensemble de l'Europe ainsi que la Chine. (...) Ceux qui prétendent que la bombe à neutrons rend plus probable une guerre nucléaire ne comprennent rien à la dissuasion ».

M. Haig a reconnu qu'il avait en « certaines réserves » sur l'opportunité de l'annonce sur la bombe à neutrons, mais pas sur le « fond ». Le peuple américain « n'acceptera pas d'être sur un plan d'infériorité dans le domaine militaire », a-t-il ajouté.

Dans un article du Washington Post, M. Weinberger, secrétaire américain à la défense, souligne l'ironie du fait que les opposants à la bombe critiquent son caractère « immoral », alors que, selon lui, cette arme a toutes les caractéristiques nécessaires « pour arrêter une invasion massive de blindés ennemis ». La décision de stocker des bombes, ajoute M. Weinberger, « démontre clairement être controversée, spécialement en Europe, qui a été le centre d'une campagne de propagande soviétique ».

Plusieurs grands journaux américains critiquent, cependant, le tonement choisi pour annoncer une décision « diplomatiquement désastreuse » (New York Times), et qui « peut conduire l'O.T.A.N. à une crise fatale » (Washington Post). Le Wall Street Journal se félicite, en revanche, de cette manifestation de « leadership ». Au Japon, la presse est unanime à critiquer la décision de M. Reagan.

Les expériences soviétiques : oui ou non ?

Des représentants de nombreuses ambassades étrangères à Paris se sont enquis, mardi 11 août, auprès du ministre de la défense, de la nature des informations à l'origine des propos (le Monde du 12 août) de M. Charles Hernu, selon lesquels les Soviétiques auraient déjà expérimenté l'arme neutronique.

Interrogé le matin même par Radio-Monte-Carlo, le ministre de la défense avait déclaré : « Les Soviétiques ont eux-mêmes expérimenté une telle arme. (...) En fin d'après-midi, à France-Info, M. Hernu revenait sur cette question et il a expliqué : « Je ne crois pas que l'Union soviétique soit dotée de l'arme neutronique, mais je pense que sa capacité de la faire ne fait pas de doute. (...) On peut se demander si, en cette matière neutronique, l'Union soviétique n'est pas technologiquement capable d'assembler des éléments. Je ne pense pas qu'il y ait eu des explosions, mais personne ne peut dire si, en Union soviétique, il n'y a pas eu des expériences. »

Toutefois, en soirée, interrogé par FR3, le ministre de la défense reprend ses précédentes déclarations : « Selon mes informations, je ne pense pas que l'Union soviétique ait procédé à des expérimentations. Je ne le pense pas, quoique j'en ne peux pas savoir, quand il y a un essai, à quoi il correspond, et ce que je crois pouvoir dire est que, si elle le

souhaitait, l'Union soviétique pourrait sans doute constituer l'arme neutronique. »

Entre ces différentes déclarations, le ministre de la défense a été assailli d'appels téléphoniques de diplomates étrangers en poste à Paris et de correspondants de la presse anglo-saxonne, qui ont demandé de connaître, par le biais des informations à partir desquelles M. Hernu avait pu annoncer à R.M.C. que les Soviétiques avaient expérimenté une arme neutronique. Le ministre de la défense n'a pas voulu préciser à ses interlocuteurs sur quels éléments se fondait la première déclaration de M. Hernu.

On sait cependant que, en novembre 1979, les sénateurs américains, en votant à l'unanimité, ont affirmé avoir reçu de M. Brejnev la confiance que l'Union soviétique avait expérimenté, il y a plusieurs années, un dispositif de nature neutronique. Aucun détail n'a été donné en supplément par les Soviétiques, et l'on peut seulement noter que le terme « expérimentation » n'est pas, en matière nucléaire, automatiquement synonyme d'explosion. Cependant, l'orientation donnée, traditionnellement, par les Soviétiques à leurs recherches nucléaires en matière de charges puissantes de destruction n'indique pas qu'ils soient capables, parallèlement, de mener un effort de développement en faveur des charges légères et miniaturisées de l'arme neutronique. — J. I.

EUROPE

Le POUP « s'opposera de façon décidée aux menaces antisocialistes et contre-révolutionnaires »

Pologne

Alors que M. Stanislaw Kanis, premier secrétaire du parti ouvrier polonais, devait rencontrer, ce mercredi 12 août, à Varsovie, à sa demande, Mgr Jozef Glemp, primat de Pologne, la réunion du comité central du POUP s'est achevée, mardi 11 août, en fin de soirée. Dans une résolution adoptée à l'unanimité, le comité central « déclare fermement que le parti et le pouvoir populaire ne permettront pas de liquider la politique d'entente sociale et s'opposera de façon décidée aux menaces antisocialistes et contre-révolutionnaires » en Pologne.

Ce communiqué affirme que les manifestations de rue, organisées par des « éléments extrémistes » au sein de Solidarité, sont dirigées contre le programme élaboré par le neuvième congrès du POUP, favorable au « dialogue » et à la « solution des conflits par des moyens politiques ». Il lance un appel à « toutes les forces patriotiques » en Pologne et les invite à « coopérer » avec le parti pour « faire obstacle aux activités dirigées contre l'ordre socialiste ». Il apporte « son plein appui au gouvernement dans l'accomplissement de ses obligations constitutionnelles en ce qui concerne les intérêts de l'État et de tous les citoyens » et lui demande de « réagir avec vigueur » à toute action « dépassant le cadre de la légalité ». Enfin, il condamne « toutes les activités antisocialistes comme nuisibles aux intérêts essentiels de la Pologne populaire, portant atteinte à ses alliances ».

Au début de la réunion, présentant

le rapport du bureau politique, M. Kazimierz Barcikowski avait déclaré que les derniers développements de l'action de Solidarité ne pouvaient que « saper la ligne d'entente confirmée par le neuvième congrès ». « Il serait illusoire de penser qu'on pourrait poursuivre cette ligne alors que Solidarité refuse de coopérer et développe des attaques contre le parti et l'État populaire », avait-il ajouté.

Les travaux de Solidarité

Pendant ce temps, à Gdansk, la commission de coordination de Solidarité, instance suprême du syndicat, poursuivait à huis clos ses travaux. Elle a décidé de prolonger jusqu'à ce mercredi après-midi la porte-parole de Solidarité, M. Janusz Onyszkiewicz, a laissé entendre, au cours d'une brève conférence de presse, que le syndicat serait disposé à faire des concessions sur la question de la diminution des rations de viande. « Le syndicat, a-t-il dit, doit lutter contre les causes et non les effets de la crise, et se concentrer sur des tâches à long terme. » Une alerte à la bombe a eu lieu sur un coup de téléphone anonyme, mais les délégués ont refusé d'interrompre leurs travaux, pendant que les policiers fouillaient en vain l'immeuble.

L'Association des journalistes polonais, que préside M. Stefan Bratkowski, a dénoncé, pour sa part, « la campagne de désinformation ».

Espagne

LA TENTATIVE DU PUTSCH DU 23 FÉVRIER

Une peine de trente ans de prison sera requise contre les trois principaux inculpés

De notre correspondant

Madrid. — Trente ans de prison : telle est la sentence que le procureur requerra à l'encontre des trois principaux inculpés de la tentative de putsch du 23 février dernier.

Le lieutenant-colonel de la garde civile Antonio Tejero Moreno, sans doute fort au courant de la peine prévue par le code de justice militaire pour rébellion, s'y attendait. Il avait déclaré en s'en allant, après avoir été arrêté, qu'il ne se sentait pas de prisonnier.

Les deux autres peines de trente ans seront requises contre le général Alfonso Armada, ex-chef d'état-major adjoint de l'armée de terre, et le lieutenant-général Jaime Milans del Bosch, ex-capitaine général de Valence qui avait déclaré l'état d'urgence et déployé ses tanks le 23 février. Le procureur a d'autre part demandé que les deux généraux soient confrontés pour éclaircir leur rôle durant cette longue nuit.

Contre les vingt-neuf autres inculpés, les peines qui seront requises devant la Cour militaire, probablement au mois de janvier, vont de cinq à vingt ans de prison.

Les conclusions du procureur ont été communiquées mardi aux avocats de la défense, qui ont maintenant quarante jours pour les étudier.

À Barcelone, d'autre part, une commission du Parlement auto-

nome catalan chargée d'enquêter sur le siège de la Banque centrale, le 25 mai dernier, a publié un rapport traitant en doute la version officielle des événements. Pour la police espagnole, la bande armée qui a attaqué la banque et pris en otages son personnel et ses clients n'en voulait qu'aux coffres. Les députés catalans estiment cependant qu'ils avaient des motifs politiques.

Selon leur rapport, l'attaque n'avait d'autre but que de déstabiliser la démocratie et faisait partie d'un plan plus vaste. Ils pensent que les assassins avaient des liens avec certains services de renseignements, que plusieurs d'entre eux, et non pas un seul comme l'affirme la police, ont pu s'enfuir après les otages et que les véritables responsables de l'opération n'ont pas été identifiés.

On ne peut manquer de rapprocher ces conclusions des activités de l'extrême droite mises à jour le 23 juin dernier. Deux officiers et plusieurs civils avaient alors été arrêtés, et certains d'entre eux accusés par la police de chercher à former des groupes civils armés. Ils ont été relâchés faute de preuve, mais l'hebdomadaire Cambio 16 a affirmé qu'ils projetaient de faire exploser une bombe dans une manifestation nationaliste catalane et de profiter de la confusion pour attaquer le palais d'Orléans, à Madrid, où le roi Juan Carlos offrait une réception. — (Intérim.)

1959, le secrétaire général du parti, M. Damba, il semble que c'est à partir de cette date que le dirigeant actuel du pays, M. Tsedenbal, consolida l'orientation résolument soviétique qui est encore aujourd'hui celle de la République populaire.

Ces regrets n'enlèvent rien à l'appréciation hautement positive que mérite un tel livre, contribution unique à l'étude d'une région mal connue et où pourrait bien se décider, vers la fin du siècle, le sort final des deux empires.

MICHEL TATU.

★ Le Mûrier des Empires — Entre Chine, U.R.S.S. et Islam, le destin de l'Asie centrale », par René Cagnat et Michel Jan, 280 pages, Robert Laffont, 59,75 F environ.

déclenchée, selon elle, contre Solidarité et « marquée notamment à la télévision par un flot d'informations malhonnêtes ». Elle estime que « cette campagne excite les extrémistes de tous bords, ferme la voie à une coopération constructive, indispensable aux intérêts majeurs de la nation et sape la ligne de l'entente sociale ».

Sur le plan militaire, l'Union soviétique continue d'acheminer bâtiments en mer Baltique. Leur nombre est actuellement de cinquante-deux. C'est le plus grand exercice jamais réalisé dans cette zone par l'U.R.S.S., qui réunit des forces navales et amphibies de ses quatre flottes (Baltique, mer Noire, Méditerranée, Pacifique). Les « exercices tactiques conjoints » d'unités des armées est-allemandes et polonaises ont continué, d'autre part, mardi en R.D.A., a annoncé l'agence officielle est-allemande A.D.N., tandis qu'en Po-

lone même, selon Zolnier Wolnosci, organe de l'armée polonaise, ont lieu des manœuvres réunissant des unités polonaises, soviétiques et tchécoslovaques. (le Monde du 12 août). — (A.F.P.)

● Tentative de détournement d'avion. Un Polonais de dix-huit ans, M. Andrzej Szymczak, originaire de Radomsko dans le sud du pays, a tenté, mardi 11 août, de détourner sur Berlin un avion des lignes intérieures polonaises, qui assurait la liaison Katowice-Varsovie. L'appareil, un Antonov-24, qui avait dix-huit passagers à son bord, s'est finalement posé sans incident à l'aéroport de Varsovie, où la milice a aussitôt maîtrisé le pirate de l'air. C'est la deuxième tentative de détournement d'avion en Pologne en moins d'une semaine. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

Le mur de Berlin a vingt ans

Le 13 août 1961, à l'aube, ayant fermé les points de passage entre les deux secteurs de la ville, des unités est-allemandes déroulaient dans Berlin des fils de fer barbelés pendant que les maçons emplissaient des parpaings. Le « mur » venait de surgir, et les Occidentaux étaient mis devant le fait accompli.

Les secteurs occidental et oriental de Berlin célèbreront le jeudi 13 août le vingtième anniversaire de ce qui resta pour les uns le « mur de la honte » et pour les autres le « rempart de la paix ». Solennité-douze Allemands de l'Est, en vingt ans, ont trouvé la mort en tentant de le franchir. Mais le nombre de ces tentatives diminue : cinq seulement ont réussi l'année dernière. Plusieurs facteurs de dissuasion jouent en effet, l'un des plus importants étant le renforcement de la République démocratique des dispositifs garantissant l'hermétisme de ce qui seule elle considère comme une véritable frontière.

Grâce aux accords visant à une normalisation progressive des relations entre les deux Allemagnes, conclus à partir de 1970, les habitants de Berlin-Ouest et de la R.F.A. peuvent, dans certaines conditions, rendre visite à leurs parents de l'Est. Ce droit de visite n'est reconnu dans le sens inverse aux citoyens de la République démocratique que lorsqu'ils ont atteint l'âge de la retraite.

Quels que soient cependant les changements opérés grâce à la politique inaugurée par M. Willy Brandt dès 1969,

le mur reste le symbole du partage du monde en deux camps. Sur le plan des relations inter-allemandes — si l'on veut bien admettre qu'elles ne se réduisent pas simplement à un aspect des rapports entre Bonn et Moscou — il reste le symbole le plus voyant de l'abaissement, la politique de « frontisation » menée par la R.D.A., et posé, en dernier ressort, la question de la nation allemande.

Les événements internationaux ont directement retenti, au cours des deux dernières années, sur les rapports entre les deux pays. À l'été 1980, après l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, le projet de rencontre entre le chancelier Schmidt et le chef de l'État et du parti est-allemand, M. Honecker, fut reporté une seconde fois en août, en raison de l'incertitude que faisaient peser sur la conjoncture internationale les mouvements sociaux en Pologne. Moins de deux mois plus tard, M. Honecker déclencha une crise ouverte dans ses rapports avec Bonn en doublant le montant du change obligatoire imposé aux Allemands de l'Ouest se rendant en R.D.A. Le nombre des passages diminua de 50 % dans les mois qui suivirent.

Une ou deux nations ?

Mais, surtout, la République démocratique semblait vouloir revenir à une politique de « frontisation » active, ponctuée par les dénonciations du « revanchisme » de Bonn. Devant le congrès du parti, M. Honecker rappelait le 23 octobre, en termes vigoureux, le fond de cette doctrine : les échanges avec la R.F.A. ne pourraient se développer qu'à condition que la R.D.A. soit reconnue comme État souverain par Bonn, ce qui implique, entre autres choses, la reconnaissance de la nationalité est-allemande à l'échange d'ambassadeurs à part entière au lieu de simples représentants permanents. C'est là le problème de fond.

Ces principes sont en effet en contradiction avec ceux du Traité fondamental de 1972, en vertu duquel Bonn reconnaît à représenter l'Allemagne dans son ensemble, tandis que Berlin-Est reconnaît que les deux Allemagnes n'étaient pas « étrangères » l'une à l'autre. Du côté fédéral, on cessait de nier l'existence de l'autre État, on reconnaît donc à la réunification étatique, afin d'obtenir une amélioration des échanges entre les deux pays. Mais en facilitant un rapprochement entre les deux pays, ces concessions devaient en fait, dans l'esprit de M. Willy

Brandt, servir l'idée d'une seule nation allemande. Du côté de Berlin-Est, on entendait au contraire affirmer et faire reconnaître l'existence de deux nations.

Cette question alimente depuis un an un vaste débat de part et d'autre de la frontière. À l'Est, on a multiplié les manifestations culturelles se rattachant à l'histoire de la Prusse. Berlin-Ouest, de son côté, se lui consacrer dans quelques jours une gigantesque exposition. On a assisté, d'autre part, en République fédérale, à une réurgence assez inattendue du nationalisme dont M. Peter Brandt, le fils de l'ancien chancelier, s'est fait l'un des théoriciens. Formulés le plus souvent de façon utopique ou naïve, ce nouveau nationalisme recouvre le plus souvent un anti-américanisme d'extrême gauche, prône le désarmement et la neutralisation des deux Allemagnes. Il est loin cependant d'avoir l'audience du mouvement pacifiste qui s'est développé ces derniers mois en R.F.A. et qui semble à Moscou bien davantage digne d'intérêt.

Le pragmatisme, en effet, l'a emporté de part et d'autre du mur, et pour la très grande majorité des deux populations, la réunification n'est plus guère qu'une chimère. — C. T.

Une étude sur les confins soviéto-chinois

(Suite de la première page.)

En revanche, Mao avait songé à annexer la Mongolie dès 1936, et l'affrontement des deux « super grands » du continent s'est prolongé dans toutes ces régions avec d'autant plus d'acharnement que tous deux appliquaient des techniques semblables de manipulation des minorités.

Cet affrontement n'est toujours pas tranché. Si les Soviétiques peuvent se targuer d'un niveau de vie quatre fois supérieur pour les mêmes populations d'Asie centrale, à celui du voisin chinois, Pékin a déjà largement gagné une course à la démographie que les Slaves, à l'ouest, ont bel et bien perdue. Les 400 000 Hans, présents au Xinjiang en 1949 (5,5 % de la population), sont aujourd'hui 4,5 mil-

lions, soit plus de 40 %, grâce notamment à l'installation plus ou moins forcée de 1,5 million de jeunes diplômés venus de l'est de la Chine entre 1958 et 1975.

La natalité chinoise étant dans le même temps plutôt supérieure à celle des minorités, les populations non Hans ne sont plus que 5,7 % de l'ensemble de la population chinoise, contre 5,08 % en 1953. Au contraire, les Slaves (Russes, Ukrainiens, Biélorusses) qui composent à l'ouest le noyau dur de la population soviétique ne sont plus que 26,8 % de la population d'Asie centrale contre 32,0 % en 1959.

Cela n'empêche pas Moscou de continuer à s'inspirer du précepte de Lénine : « Nous compenserons la faiblesse (en Asie) que nous avons perdue dans les pays euro-

péens. » Simplement, l'expansion russe a tendance à contourner la Chine pour se diriger vers le sud, vers les zones moins stables et encore plus pauvres qui conduisent vers les mers chaudes. L'on pense bien évidemment à l'Afghanistan, dont l'invasion, écrivait les auteurs, « se tenait dans l'ombre des lueurs du pouvoir soviétique ».

René Cagnat et Michel Jan se livrent à une très utile rétrospective des relations soviéto-afghanes depuis Lénine, mais l'on aurait aimé un éclairage aussi complet du putsch de Kaboul d'avril 1978, à peine mentionné. De même, les passages très fouillés sur l'histoire de la Mongolie, tant « intérieure » qu'« extérieure », auraient gagné à être complétés d'un coup de projecteur sur la purge qui élimina à Oulan-Bator, en

سكنا من الاجل

AFRIQUE

Maroc

Namibie

L'opinion sud-africaine s'attend à une guerre plus meurtrière sur la frontière angolaise

De notre correspondant

de M Radjavi la plupart des attentats et des assassinats commis dans la République islamique. Le hadjatollah Kermanchah, qui fut le premier Kermanchah et candidat, aux prochaines élections législatives, a été abattu en même temps que son garde du corps. Les deux enfants en bas âge et un autre garde du corps, qui quit- tait la mosquée de Kermanchah à la même heure, ont été blessés. L'imam de la prière de la ville de Gorgan, le hadjatollah Nour Mofidi, a pour sa part échappé à un attentat. Les deux autres gardes et les deux autres compagnons blessés. Deux femmes ont été blessées dans la ville de Mached lors d'at- tentats commis par les gardiens de la révolution.

Les autorités iraniennes n'ont pas annoncé, mardi, de nouvelles exécutions. Cependant, le parquet central des tribunaux de la révolution a publié un communiqué offrant la « clemence islamique » aux « terroristes qui se repentiraient (...) et qui livreraient aux forces de l'ordre les armes et les informations qu'ils possèdent ». Faute de quoi, ils seraient « traités de façon ferme et active, conformément à la loi du Coran ».

— (A.F.P., Reuter.)

Les mass media iraniens conti-
nuent à attribuer à l'organisation

« Vous avez agi de telle sorte que l'Iran voit dans la France une deuxième Amérique »

ennemie de la révolution islamique. Les deshérités gouverneront jamais quels gouvernements du monde ont été gouvernés par des deshérités ? et ont donné asile aux criminels et aux terroristes.

« J'adresse du fond du cœur mes respects à la grande nation américaine, la nation de la Liberté ; je souhaite que'elle se rappelle que ses ancêtres se sont soulevés au nom de la liberté, ont ouvert les portes à des milliers de réfugiés, criminels et fait une grande révolution.

« La nation (française) est méconnaît du fait que son pays a été fondé par des criminels et des terroristes. Elle n'oubliera jamais cette honte historique que ses dirigeants ont imposée », conclut M. Reagan.

» Monsieur Mitterrand, vous avez provoqué la colère d'un peuple qui avait un jour couvert de fleurs l'ambassade de France à Téhéran, quand son guide se trouvait dans votre pays. Vous avez agi de telle sorte que la nation iranienne voit dans la France une deuxième Amérique et une

Is

De notre correspondant

propositions de règlement de
paix du prince Fouad.

D'autre part, à propos du ces-
sez-le-feu intervenu entre Israël
et les Palestiniens, les militaires
israéliens se montrent inquiets
de voir que les dirigeants des respec-
tives organisations s'efforcent de
rétablir entre Israël et Washington
leur permet pas de se mon-
trer aussi intransigeants qu'ils
le souhaitent, ou plus exac-
tément, qu'ils ne le souhaitent
pas. Ils craignent que le représen-
tant ouvertement de reprendre
les opérations contre les Palesti-
niens. Au ministère de la défense,
on souligne que le cessez-le-feu
est éphémère, qu'il ne peut être
renforcé que si les deux camps
se félicitent et que ceux-ci
renforcent considérablement leur
position au Sud-Liban. L'O.L.P.
avait annoncé que le cessez-le-feu
était définitif. Les militaires
appréhendent de mener des opé-
rations contre Israël sur d'autres
fronts, et dit-on, lui, elle a tenu
parole en commentant des atten-
tats contre des libanais, des
bureaux d'I.R.I. A Rome et les
représentations diplomatiques Israé-
liennes d'Athènes et de
Vienne (1). Le 11 août, neuf sol-
dats israéliens ont été tués dans
une vallée du Jourdain par
l'explosion de mines déposées par
un commando palestinien venant
de Jordanie. Aux yeux de nom-
breux officiers supérieurs, c'est
un acte de provocation qui induit
l'impensé et certains d'en-
tre eux souhaitent obtenir du
gouvernement l'autorisation de
préparer d'éventuelles représail-
les.

Certes, tout le monde à Jérusalem est convaincu que les avions tenus aux Etats-Unis finiront par être livrés avant ou pendant la semaine sainte, c'est-à-dire le 8 septembre. Selon les indications en provenance de Washington, le président Reagan a promis de ne pas intervenir avant le 17 août, et des diplomates américains en poste aux Etats-Unis espèrent que sa décision sera prise avant le 15 septembre. Néanmoins, il existe encore une profonde rancune à cause de l'aide militaire et économique, et même du soutien politique des Etats-Unis. Mais on ne peut pas nier que les officiels du gouvernement israélien aient-ils trop estimé l'avertissement que le gouvernement américain a voulu

Deuxièmement, il semble que les dirigeants américains entendent amener Israël à ne plus opposer à la vente d'armes ne respectant le cessez-le-feu à la possibilité de passer le feu à la main à une base à la Syrie. Cette dernière nous rappelle la perspective d'une reprise des pourparlers sur l'autonomie pas évoquer, par exemple, la mort de nos soldats. En fait, comme c'est le cas dans le programme du nouveau cabinet (rien et, plus généralement, ne rien faire), il s'agit d'une déviation de l'ensemble de la politique américaine au Proche-Orient, en évitant les déclarations d'intention et les engagements. Les refus systématiques opposés aux initiatives de M. Reagan, ainsi que cela vient d'être constaté, sont donc une déviation.

(1) Copédant, selon l'A.F.P., on indiquait mardi à Beyrouth, dans les milieux autorités palestiniennes, que l'Organisation de libération de la Palestine est totalement étrangère à cette démarche, qui a été lancée en Europe (à Rome, Vienne et Athènes). On ajoutait ne pas connaître pour l'instant si l'Organisation du 13 mai pour la libération de la Palestine a été créée dans le cadre de la responsabilité de ces opérations.

Autune des organisations officiellement membres de l'O.L.P. ne s'est en tout cas manifestée après ces déclarations. On ne peut donc conclure qu'une toute l'A.F.P. ne peut-être le fait que d'éléments cherchant à détériorer les relations entre la résistance palestinienne et les pays

De notre correspondant

Rabat. — Si officiellement, mais du côté français, on a été marocain, la satisfaction paraît tout de suite après la visite du ministre des relations extérieures, M. Cheysson, à l'ambassadeur de France, M. Raymond Barre, une certaine déception perce dans la presse. Nul ne conteste que la visite de M. Cheysson ait marqué une étape importante dans les relations franco-marocaines, qui, depuis la venue de M. Raymond Barre en janvier dernier, avait subi l'épreuve douloureuse des élections législatives. Mais au pouvoir d'une majorité socialiste suivie immédiatement des événements de Casablanca. Sur le plan des relations franco-marocaines, il faut dire qu'il a accepté un référendum contrôlé dans les provinces sahariennes, décision annoncée à la conférence africaine de la conférence de Naïrobi devant être un motif de satisfaction pour la France.

Aussi bien est-ce sur ce point que M. Cheysson a insisté dans son discours d'adieu, en disant qu'il avait exprimé dès le lendemain de la conférence de Naïrobi son « admiration » pour le

Il a également tout fait pour rassurer ses partenaires marocains sur la volonté de la France de poursuivre la politique de coopération intime et amicale entre la France et le Maroc. Le maître mot à cet égard a été : « Continuité de la politique française ».

Mais cette continuité d'attention - elle au maintien des relations privilégiées qui lient le Maroc à la France - est le nouveau le plus élevé ? Sur ce point la plupart des Marocains ne pourraient se faire beaucoup d'illusions. Ils ont vu, au cours de ces dernières semaines, lors d'une rencontre avec des journalistes étrangers au début de juillet, qu'il avait reçu dans son hôtel de la rue de la Harpe, à Paris, le président de la République Mitterrand. Mais les Marocains ne s'attendaient évidemment pas à ce que le chef de l'Etat français leur signifier aussi nettement que l'heure était venue pour le Maroc d'équilibrer un peu plus ses relations avec les deux Etats les plus importants du Maghreb, dans un sens évidemment défavorable au Maroc. C'est ce que l'annonce de l'arrivée en tant que « *cas particulier* » se voit promettre un tra-

temer privilégié et prioritaire. Si l'on voulait se convaincre que les Marocains ont ressenti ainsi les paroles du ministre lors de sa conférence de presse, il suffit de se reporter à la presse algérienne. Le journal *socialiste d'Al Maghrib*, journal gouvernemental, organe du rassemblement national des indépendants, écrit : « Les déclarations de M. Larroque ont répondu à toutes les questions que nous nous posions. » Après avoir noté que « des garanties ont été données en matière de relations économiques et culturelles et au sujet des ouvriers marocains en France, il poursuit : « L'émigration que l'Institut sur les migrations a étudiée, les relations culinaires attendues avec amitié avec l'Algérie est pour le moins génératrice d'interrogations. Car la matière sera résolue l'équation continuée-retrouvailles. Les retrouvailles (franco-algériennes) ne sont pas des retrouvailles de passion ». M. Cheysson dit, consistant-elles à amener les

relations franco-algériennes au

Chinese

● PEKIN A ANNONCE mardi il s'agit qu'un pilote de l'armée de l'air taïwanaise s'était réfugié en Chine avec son appareil. Les commandants de la brigade 11 ont spécialement chargée d'inspecter les futurs pilotes. Le commandant Huang Zhihang s'est posé le 8 août dans le Fujian avec son F-5-F. Taiwan reconnu la « disparition » du pilote et précisé que le copilote avait sauté en parachute à la suite d'ennuis mécaniques; qu'il avait été recherché. (A.F.P.)

Danemark

● **ATTENTAT ARMÉNIEN A COPENHAGUE.** — Une bombe a explosé, mardi soir 11 août, à Copenhague, devant les locaux de la compagnie Swissair, causant des dégâts importants et blessant un touriste américain. Cet attentat a été revendiqué par un groupe arménien, le Mouvement du 9-Juin, qui entendait protester contre l'arrestation, par les autorités de Berne, de M. Mardiros Jambetehlian, un Arménien soupçonné d'être un terroriste. — (A.E.P. A.P.)

Gambie

● **M. GUYE EN FAVEUR D'UNE SÉNÉGAMBIE.**
Mouvement républicain sénégalaire (M.R.S., conservateur d'opposition), a proposé, mardi 11 août, que le Sénégal et la Gambie soient réunis dans des négociations avec le gouvernement gambien pour arriver à réaliser une unité politique des deux États, dans des formes et dans des conditions à définir. M^r Boubaque Gueye, ancien ministre et secrétaire général du M.R.S., a rappelé que la commission de l'ONU qui était chargée de l'étude de la réunification de la Gambie pour l'indépendance de ce pays, proclamée en 1963, avait conclu en ce sens. M^r Gueye a estimé que, faute d'une telle négociation, l'armée sénégalaire sera confrontée, dans le futur, à la Gambie pour un temps indéterminé pour protéger le gouvernement en place, avec le risque d'être considérée comme une armée d'occupation, soit à se retirer à avec la certitude de revenir en Gambie encore plusieurs fois. Ce pays, a-t-il dit, n'est pas une entité politique indépendante. Les conditions de sa propre survie au sein de la sécurité... (A.P.P.)

X PUTSCHISTEN

membres du Conseil suprême de la révolution, auteurs de la tentative d'assassinat du 30 juillet, MM. Apei Sokho et Tapha Cam, ont été capturés, lundi 10 août, à Sekou, grande banlieue de la capitale gambienne. D'après le *Post*, M. Shur Diba, chef de l'opposition parlementaire, a de nouveau été interpellé pendant le week-end. Plusieurs de ses collaborateurs sont également capturés. Parmi les officiers militaires gambiens ont perdu une trentaine d'hommes, dont dix-sept à la suite d'un accident d'hélicoptère, pendant les dix jours de combats qui ont suivi la tentative d'insurrection. Le président du gouvernement, Dr. Sir Dawda K. Nyama, a déclaré, jeudi 14 août, à l'Assemblée nationale, que le régime militaire n'avait pas l'intention de rester au pouvoir.

Ouganda

● **MEURTRE D'UNE RELIGIEUSE ITALIENNE.** — Des bandits de la province ougandaise de Karamoja ont tué, lundi 10 août, une religieuse italienne. Sœur Liliana Rivetta est décédée des suites de blessures reçues lorsque sa Land Rover a essuyé des tirs près de la ville de Moroto. Elle travaillait dans une école catholique. — (Rendre.)

Certains commentateurs soulignent que cette affaire est curieusement révélée à la veille du débat budgétaire qui s'engage mercredi au parlement du Cap, ce qui pourrait laisser prévoir une augmentation des crédits de la défense.

PATRICE CLAUDE.

● **Le groupe africain à l'ONU** a demandé, mardi 11 août, au secrétaire général de l'Organisation internationale de convoquer une session spéciale de l'assemblée générale pour examiner la question namibienne, le conseil de sécurité n'étant pas parvenu à adopter une résolution à ce sujet. — (A.F.P.)

Une lettre de l'ambassade d'Afrique du Sud

À la suite de la publication du rapport de notre enquête spécial en Nimbibi Patrice Claude (Le Monde du 28 et du 29 juillet), M. Goris, attaché de presse sud-africain à Paris, nous a écrit : « J'ai pris note des informations selon lesquelles l'Afrique du Sud n'exploite pas le territoire (namibien) mais, à l'inverse, 10 millions de développement de ce dernier. Les arguments que les destructeurs de l'Afrique du Sud utilisent si souvent sur ce sujet sont : 1. L'Afrique du Sud n'a rien à gagner. 2. Claude poursuit néanmoins avec l'interprétation suivante : « Il faut bien faire quelques efforts de services publics si on veut que les gens qui ne sont pas le jour veut rejeter les marxistes de la SWAPO. » L'Afrique du Sud, si elle avait négligé le développement du Sud-Ouest, elle n'aurait pas pu le faire sans aucun doute été très violemment critiquée, à juste titre d'ailleurs. Dans le cas présent, il semble que le désir de tout faire pour le bien du Sud-Ouest est certain que même les actions positives pour améliorer le niveau et les conditions de vie à l'intérieur du territoire doivent être soutenues à des manœuvres politiques.

Un rapport devant la commission des droits de l'homme à l'ONU

Cent mille esclaves en Mauritanie

De notre correspondante

Genève. — Le groupe d'experts sur l'esclavage de la commission des droits de l'homme des Nations unies, réuni à Genève, déclare que, selon les dernières études du Bureau international du travail, des milliers des enfants sont exploités et dépense cinquante-cinq millions. Cette exploitation trouve son explication dans la misère, le sous-développement, le manque de structures économiques et sociales. Il en est de même en ce qui concerne l'esclavage et la prostitution.

Le groupe s'est penché particulièrement, mardi 11, soit, sur la norme 10, qui traite l'esclavage actuellement pratiquée en Mauritanie. Selon M. Peter De Vries, secrétaire de la société antiesclavagiste, organisation britannique, sur une population d'un million d'habitants, y a actuellement mille esclaves, couramment vendus et achetés comme du bétail... et environ trois cent mille semi-esclaves et anciens esclaves. Ces derniers sont victimes d'une discrimination, qui rappelle l'apartheid et le sort intouchables en Inde. L'esclave, en Mauritanie, est acheté, kidnappé ou capturé quand il n'appartient pas au maître depuis sa naissance. Tout enfant né d'une mère esclave appartient au maître qui peut le revendre à sa guise.

Le coût d'une femme esclave est le double de celui d'un homme car la femme est une productrice potentielle de nouveaux esclaves et les hommes ne le sont pas.

Les affranchis, qui ont pu acheter leur liberté ou s'enfuir, sont des citoyens de seconde zone, assésins aux tâches les plus pénibles. Les semi-esclaves sont parqués avec ceux qui ont le même statut. Rare sont ceux qui réussissent à s'enfuir. Pour les rechercher, les maîtres sont secondés par la police et l'admini-

● **DEUX FUTURISTES CAR-**
TUBES — Deux des douze

Longueir 1977, un village de semi-esclaves est révolté contre les pratiques, les maîtres, les esclaves et les autres esclaves. Les barricades ont été transférées des habitants dans un camp, emprisonnés les responsables et pris des mesures d'immobilisation. Le mouvement a été réprimé en 1974 par des actions de lutte pour faire prendre conscience de cette situation et accélérer le processus d'émancipation collective. Le mouvement a été réprimé en 1974 par des actions de lutte pour faire prendre conscience de cette situation et accélérer le processus d'émancipation collective. Le mouvement a été réprimé en 1974 par des actions de lutte pour faire prendre conscience de cette situation et accélérer le processus d'émancipation collective.

Ouganda

● **MESURE D'UNE RELIGIEUSE ITALIENNE.** Des bandes de la milice ougandaise de Karamoja ont, hier, tué 10 sœurs, une religieuse italienne. Sœur Lilliana Riviere est décédée des suites de blessures reçues lorsque un Land Rover a essayé des tirs près de la ville de Moroto. Les autres travaillaient dans une école catholique de Karamoja.

ISABELLE VICHNIAC

AMÉRIQUES

« Une doctrine Reagan » pour le Sud

(Suite de la première page.)

Renouer avec les régimes « alliés », même s'ils continuent à violer grossièrement les droits de l'homme ; relancer l'offensive diplomatique, et peut-être militaire, contre Cuba ; neutraliser le Nicaragua sandiniste en utilisant le Honduras comme base de départ ; telles sont les grandes lignes de la « doctrine Reagan ». En fait, rien de très original ni de très nouveau, puisqu'elle remet à l'honneur la politique dite du « gros bâton » largement pratiquée depuis le début de ce siècle en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Ce qui est nouveau, c'est que les États-Unis ne peuvent plus agir avec

la même impunité dans ce qui fut pendant si longtemps leur « chasse gardée ». Tout « projet » doit être aujourd'hui nécessairement doublé d'une action diplomatique et politique destinée à rassurer les opposants aux États-Unis et à épauler les éventuelles réserves des pays alliés. En 1984, la C.I.A. a réussi, avec discrétion et célérité, à monter une opération pour renverser le gouvernement progressiste et nationaliste du colonel Arbenz au Guatemala. En 1985, le président Johnson a pu s'en tirer avec difficulté, faire cautionner son intervention militaire en République Dominicaine par l'Organisation des États américains.

En 1984, et où le nombre des victimes de la terreur politique atteint maintenant vingt-cinq par jour. C'est le taux du Salvador, mais le Guatemala n'est pas, à la différence de son voisin, en état de guerre civile. La reprise de l'aide américaine favorise les intentions des ultras d'extrême droite, avec à leur tête l'ex-vice-président Mario Sandoval, qui espèrent bien « remporter » les élections prévues en 1983. Le message du général Vernon Walters, ancien directeur adjoint de la C.I.A. envoyé en « mission » au Guatemala en mai dernier par le département d'État, a été parfaitement compris : « Ne tenez pas, et nous vous aiderons... ».

Le « nettoyage » se poursuit au Salvador, où pour la première fois, une unité d'élite salvadorienne, entraînée par des « conseillers » américains, a monté une opération anti-guérilla qui l'a conduite en territoire hondurien. La protestation du gouvernement de Tegucigalpa face à cette violation caractérisée a été remarquablement faible. Et M. Fidel Chavez Mesa, ministre salvadorien des Affaires étrangères, a pu affirmer qu'il

« n'avait pas encore officiellement connaissance d'une note de protestation du Honduras ». Il a promis une enquête « pour savoir ce qui s'était réellement passé ».

Il se passe que la coopération entre les militaires du Honduras et du Salvador, encouragée par les États-Unis, est de plus en plus étroite. La médiation active de Washington a incité les deux pays à conclure, en 1980, un accord mettant fin aux rancœurs nées de la « guerre du football » de 1969. En mai 1980, des militaires honduriens ont été impliqués dans un massacre perpétré sur le rio Sumpul par l'armée salvadorienne. Il s'agissait de « nettoyer » un camp de guérilla, mais ce sont des réfugiés, femmes et enfants, qui ont été les victimes de cette opération répressive par des religieux. Le président du Honduras, le général Paz Garcia, a affirmé à la télévision qu'il n'y avait « jamais eu de massacre ». Mais un mois après, l'armée a admis qu'un « incident » avait bien eu lieu, démentant cependant toute participation directe de troupes du Honduras (1).

« Des risques d'explosion »

En 1979, le Condessa (Conseil de défense de l'Amérique centrale) a été réorganisé et son siège installé au Guatemala. Mais c'est au Honduras (qui avait déjà servi de base de départ en 1979 à cette violation caractérisée) que l'opération a été menée. Et M. Fidel Chavez Mesa, ministre salvadorien des Affaires étrangères, a pu affirmer qu'il « n'avait pas encore officiellement connaissance d'une note de protestation du Honduras ». Il a promis une enquête « pour savoir ce qui s'était réellement passé ».

Washington Post. Il semble qu'il ait choisi le Honduras pour être notre « nouveau » Nicaragua... « Je suis épouvanté », dit, de son côté, M. Reagan, à son retour d'un voyage de trois jours en Amérique centrale. Je suis épouvanté par la montée des violences, la course aux armements et les implications du conflit Est-Ouest dans cette région où les risques d'explosion sont comparables à ceux du Proche-Orient... On ne saurait mieux dire.

MARCEL NIEDERGAAR.

Entre Somoza et Sandino

Bien des pays latino-américains, sans éprouver de sympathies particulières pour le régime de M. Fidel Castro, réagissent aujourd'hui à l'appui de toute intervention caractérisée des États-Unis. La longue mainmise de Washington sur le Nicaragua a créé un trait de la tragédie. Somoza, et un héros de légende, Sandino. Les héritiers de Sandino, qui n'étaient pas marxistes, enflammés aujourd'hui, en Amérique centrale, l'imaginaire de révolutionnaires qui cherchent une aide du côté de Cuba communiste et de l'U.R.S.S. Tout à la fois arbitres et partisans, les États-Unis ont ramené au début de ce siècle, trouver un moyen terme entre Somoza et Sandino.

En 1979, le Condessa (Conseil de défense de l'Amérique centrale) a été réorganisé et son siège installé au Guatemala. Mais c'est au Honduras (qui avait déjà servi de base de départ en 1979 à cette violation caractérisée) que l'opération a été menée. Et M. Fidel Chavez Mesa, ministre salvadorien des Affaires étrangères, a pu affirmer qu'il « n'avait pas encore officiellement connaissance d'une note de protestation du Honduras ». Il a promis une enquête « pour savoir ce qui s'était réellement passé ».

En 1979, le Condessa (Conseil de défense de l'Amérique centrale) a été réorganisé et son siège installé au Guatemala. Mais c'est au Honduras (qui avait déjà servi de base de départ en 1979 à cette violation caractérisée) que l'opération a été menée. Et M. Fidel Chavez Mesa, ministre salvadorien des Affaires étrangères, a pu affirmer qu'il « n'avait pas encore officiellement connaissance d'une note de protestation du Honduras ». Il a promis une enquête « pour savoir ce qui s'était réellement passé ».

MARCEL NIEDERGAAR.

Argentine

L'incendie suspect d'un théâtre provoque une mobilisation des milieux culturels

Correspondance

Buenos-Aires. — Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la Paix, était à Ernesto Sabato aussi. Jorge Luis Borges avait envoyé un télégramme : « Je suis avec vous, au nom de la culture ». La grande famille du théâtre et beaucoup d'autres s'étaient donc rendus, le 7 août dans un théâtre du centre de Buenos-Aires, le Teatro La Salle, trop petit pour accueillir la foule qui se pressait.

La veille, en pleine nuit, des flammes suspectes avaient dévoré le Teatro del Picadero, où une dizaine de jours auparavant s'était produit l'événement culturel le plus important des cinq dernières années : la première de « Théâtre ouvert », vingt et un auteurs, vingt et un metteurs en scène et plus de cent acteurs travaillant gratuitement et décidés à offrir au public pour un prix modique couvrant les frais matériels, vingt et une œuvres originales, à raison de trois pièces par jour jusqu'au 21 septembre.

« Théâtre ouvert » est né d'une peur : la peur, après avoir été longtemps privé de parole, de ne plus rien à dire. La peur d'être obligé d'admettre qu'on a été vaincu par une censure typographique et omnipotente. L'ensemble des œuvres écrites spécialement pour « Théâtre ouvert » forme une suite de tableaux où défilent, exagérées par un absurde et un

grotesque typiquement argentins, les souffrances, les angoisses, les frustrations, la tendresse aussi, d'un peuple étranger à sa propre histoire et à la recherche de son identité. La réponse du public avait été massive, et les commentaires de la critique, même la plus servile, unanimement élogieux. Le pari paraissait donc gagné.

Aujourd'hui, le Teatro del Picadero n'est plus qu'un tas de cendres. Une enquête est en cours, qui déterminera peut-être les causes de l'incendie. Mais, pour tous ceux qui se sont réunis afin de manifester leur solidarité, il est clair qu'il ne s'agit pas d'un accident. « Théâtre ouvert » faisait trop parler de lui... Pourtant, ce coup du sort, loin de décourager les organisateurs, leur a donné une foi nouvelle et a suscité une véritable mobilisation culturelle. Dix-sept théâtres ont offert leur salle le jour même de l'incendie.

Le cycle reprendra donc dans quelques jours pour un public sans doute encore plus nombreux. Le Teatro del Picadero sera reconstruit grâce à une campagne qui va être lancée pour recueillir les fonds nécessaires, et peut-être grâce à l'aide publique, que les organisateurs ont décidé de solliciter.

JACQUES DESPRÉS.

Canada

APRÈS QUARANTE-DEUX JOURS DE GRÈVE Les postiers ont repris le travail

De notre correspondant

Montréal. — Paralysés pendant quarante-deux jours par la grève de ses vingt-trois mille employés, le service des postes a repris le mardi 11 août, à la suite d'un accord survenu entre les parties et entrainé la veille par plus de 83 % des postiers.

La nouvelle convention collective sera en vigueur pendant deux ans, en partie rétroactivement. Elle prévoit l'indexation des salaires sur le coût de la vie et une augmentation annuelle d'environ 3,50 francs par échelon horaire (actuellement autour de 45 francs).

C'est surtout dans le domaine des conditions de travail que les employés des postes ont fait des conquêtes importantes en obtenant en particulier un congé de maternité de dix-sept semaines, avec 93 % du salaire, le droit pour un employé de refuser d'effectuer une nuit qui nuit à sa santé et la suppression de la surveillance du personnel par un système de télévision en circuit fermé.

Malgré la longueur de la grève — c'est la quatrième en sept ans — et celle de 1975 avait duré quarante-cinq jours, soit trois jours de plus, la paix postale pourrait être de courte durée, en raison des changements importants qui affecteront d'ici quelques mois ce service public lorsqu'il deviendra une société d'État autonome et ne relèvera plus directement d'un ministre, comme c'est le cas actuellement. Le président du Syndicat des postiers, M. Jean-Claude Parrot, qui est favorable

au réaménagement et à la modernisation d'un service public dont la réputation « surannée » ne parvient même plus à cacher les graves déficiences, a déclaré qu'il avait signé une « convention collective de transition » et que les négociations devraient reprendre avec la nouvelle direction.

Sans jamais véritablement en prendre leur part, les Canadiens ont néanmoins essayé de trouver des solutions de rechange pour ne pas trop souffrir de cette grève interminable et préjudiciable à l'économie. Les sociétés de transport privé, qui sont déjà légion et disposent de voitures, camions et même avions, ont eu du pain sur la planche et de nouvelles entreprises se sont créées dans ce domaine, l'une d'entre elles faisant appel à des cyclistes. Cela n'a pas empêché certaines sociétés de connaître de sérieuses difficultés, en raison de cette grève. Les entreprises vivant de la vente par correspondance ont été particulièrement affectées, ainsi que la plupart des petites et moyennes entreprises ne disposant pas de liquidités suffisantes pour attendre six semaines supplémentaires avant d'être payées pour des factures bloquées dans les bureaux de poste.

Cette situation n'a évidemment pas fait que des malheureux puisque certains en ont profité pour retarder le règlement de leurs dettes.

BERTRAND DE LA GRANGE.

« Ne foyez et nous vous aiderons »

En écho, le secrétaire d'État, M. Haig, a de nouveau affirmé à Washington au début d'août que l'U.R.S.S. avait « considérablement augmenté » ses envois d'armes à Cuba en 1981. Il a ajouté qu'il disposait de « solides preuves » que certaines de ces armes étaient envoyées au Salvador et au Nicaragua, et il a laissé entendre que l'administration Reagan était disposée à « renforcer l'embargo » contre Cuba. « Les discours sont insuffisants, a-t-il dit. Il faut agir ».

L'administration Reagan a approuvé des ventes de matériel militaire d'une valeur de 22 millions de dollars à ce pays, déchiré par une violence endémique de

l'Amérique centrale (Guatemala, Salvador, Honduras) a été ou reprise ou accrue. M. Frederic Chapin, nouvel ambassadeur des États-Unis au Guatemala (il a assuré un bref intérim au Salvador après le limogeage de l'ambassadeur White jugé trop « libéral » à Washington), a dénoncé, avant même d'occuper son nouveau poste, « les envois d'armes de Cuba et du Nicaragua au Guatemala ».

L'administration Reagan a approuvé des ventes de matériel militaire d'une valeur de 22 millions de dollars à ce pays, déchiré par une violence endémique de

PIANOS DAUDÉ OUVERT TOUT L'ÉTÉ

vous propose des pianos aux anciens prix à des conditions de crédit avantageuses. Livraison gratuite. Rien à payer avant septembre. Ouvert du lundi au samedi de 9 heures à 19 heures

DAUDÉ 25 bis, av. de Wagram. 75017 Paris Tél. : 227-88-54

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75477 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	256 F	417 F	579 F
PAR VOIE NORMALE	465 F	837 F	1 208 F
PAR VOIE NORMALE	465 F	837 F	1 208 F
STRANGLER (par messages)	238 F	437 F	599 F
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	238 F	437 F	599 F
2. - SUISSE TUNISIE	368 F	642 F	916 F

Par voie aérienne (à la demande)

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (de 2 à 3 semaines au plus) : nos abonnés sont priés de formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Une femme d'aujourd'hui. Nostalgique et passionnée.

Flammarion

frédérique hébrard
la chambre de goétiel

Celui qui regarde une bouteille de Schweppes avec concupiscence a déjà commis le Schwepping dans son cœur.

صكزا من الاميل

LES AFFICHES DE L'ÉTÉ

< Paris a froid, Paris a faim >

Si bien qu'on pense à ces vers d'Eluard : « Paris a froid, Paris a faim, Paris a mis ses vieux vêtements de vieillesse... » Sous le ciel d'été et les regards des passants colorés, par-dessus les insouciance, légers et courts vêtus, les affiches humanitaires grises comme la faim ou la détresse ennuagent les façades de la ville. Tout Paris est brassardé, en pleine saison des feuillages et des chants d'oiseaux. Ici, les Médecins sans frontières procèdent à l'« État d'urgence » sur fond de réfugiés thaïlandais (l'un de ces malheureux porte sa mère — ou sa femme ? — sur son dos, au terme d'un voyage sans nul doute épuisant).

Là où vous aviez choisi de flâner, Amnesty International vous oppose son visage de prisonnier politique surmonté d'une terrible vérité : « Son crime : penser. On l'a tué. Il mourra. » Là, face au banc où vous êtes assis, la Porte ouverte expose ses deux portraits de mal-dans-leur-peau et vous rappelle simplement à la réalité : « L'angoisse (ou la détresse) ça existe, l'important, c'est d'en parler. » Lui, l'homme anglois, fait une tête longue de trois pans, elle, la femme en détresse, apparemment plus sensible, laisse couler une larme sur sa joue. Cette année, on ne peut y échapper, inutile d'essayer. Pas de week-end à Paris, loin des problèmes « payés », nos deux visages question au coin des rues.

Quant à l'injustice, qui, au mois d'août, pourrait laisser souffler un peu, elle est placardée à longueur de boulevard : « Neuf heures pas », « Pensez », « Oubliez », et pas sous la forme d'une vulgaire publicité, mais tout en messages à vous nouer la gorge exprès pour ne pas vous laisser la conscience en paix. « D'ailleurs, explique carément le publicitaire chargé de la campagne d'Amnesty International, nous avons choisi des photographies parce qu'elles touchent davantage le public que des dessins ou mots symboliques. »

Il est donc conquis pour nous émouvoir. Les affiches eux-mêmes, qui, hors saison, ne sont pas des philanthropes, ont offert leurs panneaux, en veux-tu en voilà. Les œuvres humanitaires, profitant de l'absence, sont toutes parties en campagne d'un même pied. L'Action internationale contre la faim (A.I.C.F.), la Porte ouverte, Vivre, le Secours populaire français, Mé-

decine sans frontières, Amnesty International, ont pris possession des lieux où, d'habitude, on vanterait plutôt les mérites de la consommation à s'en rendre malade. « Cinq cent millions de non-consommateurs », a-t-il même dans le miroir l'affiche de l'A.I.C.F.

Les agences de publicité, libérées elles aussi du trop de contraintes financières, ont laissé vagabonder leur imagination. Les publicitaires d'Eleuthera, agence spécialisée dans la « communication d'intérêt général », mais qui, néanmoins, dépend du groupe Havas, se sont crus les ménages par Médecins sans frontières ; B.C.R.C. a abouti à un résultat comparable — toujours gris — en planchant « grouilleusement », comme il est écrit sur l'affiche, pour Amnesty International.

Mais, de leur côté, ces images des drames de l'humanité livrées à la rue anonyme ont-elles accompli leur mission ? Au voisinage des innombrables menus « décontractés », « sans tard », « tonique », « ou léger » des restaurants McDonald, sans oublier le menu « process fait d'un petit coquin », la main tendue de l'A.I.C.F. trouée par une bouche affamée perd un peu de sa force d'émotion. Trop de bouffe reste affichée — sans parler des aliments pour chiens — pour qu'une seule machine à croquer à-faim révèle les consciences. Et, à force de bonne volonté, en ces lieux où il est fréquent de mentir, le passant trop pressé frotte à tous coups le contre-sens.

Des pense-bête de 3 mètres

Vers l'Opéra, n'embrassez-vous pas d'un seul regard l'Apprenti-jeune du carreau de la mairie de Paris, et le « Monstrueux la mort » du Secours populaire ? Les associations sont satisfaites. Mais à compter les « occasions de voir » la détresse ou la faim, comme on ferait pour la promotion de pantoufles, on transforme en un simple produit des entreprises fondées à l'origine sur réflexion et l'engagement personnel. Les prisonniers d'opinion dans le monde peuvent-ils ressembler à cet acteur parisien qui leur a prêté sa tête ? Ceux qui savent, ont-ils besoin qu'on leur rafraîchisse la mémoire par des pense-bêtes de 3 mètres sur 4 et que volent les aveugles par ces trous de grille ?

CHRISTIAN COLOMBANI.

DÉFENSE

M. DARINOT (P.S.) : le service militaire devra rester à un an pour un certain nombre d'années

M. Louis Darinot, président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale et député socialiste de la Manche, a exprimé, mardi soir 11 août, son accord avec le ministre de la Défense, M. Charles Hernu, sur le fait que la durée du service militaire devrait être maintenue, pour l'instant, à douze mois.

M. Darinot, qui parlait à l'Europe 1, a estimé que « dans l'immédiat, pour un certain nombre d'années », nous devrions nous en tenir aux douze mois, « mais avec quand même en ligne de mire l'objectif des six mois ».

Le président de la commission de la défense a précisé : « Il faut être très clair. Il ne s'agit pas d'une divergence entre le ministre de la Défense et le président de la commission de la Défense nationale. Il s'agit de deux aspects différents de la même question. »

« Le ministre, lui, a-t-il expliqué, est chargé de la gestion du budget des armées. Il sait, comme nous le savons nous-mêmes, ce que coûterait le retour très rapide à un service militaire à six mois, et il a donc raison, dans l'immédiat, de différer. En revanche, nous, députés socialistes, qui avons pris des engagements signés en proposant une loi-cadre du P.S. du 18 décembre 1980 sur le service national, nous n'avons pas à renier nos engagements. » « Notre devoir, a-t-il dit, est de nous orienter vers des études de réflexion dans le sens du service militaire à six mois. »

CORRESPONDANCE

L'opinion d'un militant du P.S.

« UN PROFOND MÉPRIS DES JEUNES »

Nous avons reçu la lettre suivante, datée du service militaire, de M. Jacques Chevillon, qui se déclare militant du P.S. à la section de Marly-le-Roi (Yvelines) :

Militant du parti socialiste et enseignant, je viens de lire avec étonnement et rage la déclaration de Charles Hernu concernant l'abandon de « l'idée d'un service national de six mois ». Etienne, ministre de la Défense, a justifié ses propos en affirmant que cette idée avait été émise uniquement dans le cadre d'un programme commun de gouvernement et, donc, qu'elle était caduque depuis la rupture de celui-ci.

Je désapprouve profondément cette prise de position qui marque un profond mépris des jeunes et des militants du parti socialiste.

Un profond mépris des jeunes, car je sais que nombre d'entre eux — entre autres mes élèves — attendent et souhaitent voir le service de la Défense à six mois. Pour les jeunes en instance de départ à l'armée, cette réduction promise était la preuve que, pour eux, les choses allaient changer et qu'ils n'étaient plus des « jeunes de vote de mal et de bien ». Un profond mépris des militants du

P.S., parce que nous avons été des milliers à expliquer et à présenter le manifeste du 24 janvier 1981 (congrès extraordinaire de Créteil) dans lequel Charles Hernu, qui apparemment ne le sait pas, aurait trouvé, avec un peu d'effort, la proposition n° 106 : « Développement d'une stratégie autonome de dissuasion et d'organisation — celle du service national — réduit à six mois », parmi les « cent dix propositions pour la France ».

Cette mesure figure également dans le supplément au numéro de Combat socialiste du 16 avril 1981 : « Développement d'une stratégie autonome de dissuasion et d'organisation — celle du service national — réduit à six mois », parmi les « cent dix propositions pour la France ».

Je souhaite que non, et j'attends que les Français puissent compter sur les militants du P.S. pour rappeler à l'ordre le gouvernement.

Le gouvernement prévoit d'indemniser des fabricants d'armes soumis à embargo

L'Etat a prévu d'indemniser certains fabricants d'armements dont la production a été soumise à embargo. Il s'agit en particulier des chantiers navals Dubigeon-Normandie et de la société Lohr.

On sait que le gouvernement a décidé d'honorer l'ensemble des contrats d'armes conclus par son prédécesseur à l'exception des accords signés avec le Chili et la

République Sud-Africaine et à l'exception, aussi, de certaines fournitures pour certains pays comme la Libye, par exemple.

La première opération décidée par le nouveau gouvernement concerne l'Afrique du Sud et les chantiers navals Dubigeon-Normandie. La France a, en effet, placé sous embargo deux sous-marins d'attaque à propulsion classique destinés à Pretoria. Une convention signée en juillet entre l'Etat et le constructeur prévoit une indemnisation fixée, d'abord, à 21,5 millions de francs puis portée, en fin de compte, à 47,6 millions en raison du préjudice subi par le chantier. Dubigeon-Normandie a, en effet, fait valoir que les sous-marins restant en chaux l'ont empêché d'obtenir d'autres commandes.

La seconde opération, plus complexe, concerne la Libye et la société Lohr, et elle est évaluée à 15,7 millions de francs.

Du temps de la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, la Libye avait passé commande à la société Lohr de certains matériels et de porte-engins permettant, notamment, le transport de chars de marque soviétique. Un certain nombre de ces engins furent livrés avant que la suite de la commande soit frappée d'un embargo. Selon la commission de la Défense nationale au Palais-Bourbon, la société Lohr doit être particulièrement indemnisée par la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) et le président de la République avait décidé de lui allouer, dans le même temps, une aide de 18,7 millions de francs en échange d'un engagement à ne pas livrer d'autres matériels avant la fin de l'année.

Il appartient à l'actuel gouvernement, selon les rapporteurs de la commission de la Défense, de décider si les matériels en question seront finalement livrés à la Libye ou vendus à un autre acheteur éventuel.

Le deuxième sous-marin nucléaire d'attaque de la marine nationale a été baptisé *Saphir* et il sera lancé le 1^{er} septembre. D'un déplacement de 2 700 tonnes, ce sous-marin a une vitesse maximale de 35 nœuds, ce sous-marin, armé par soixante-six hommes, sera équipé de torpilles et de missiles *Sat-30*. Un premier sous-marin du même modèle, le *Rubis*, déjà construit, sera opérationnel en 1982. Cette série de bâtiments est destinée à remplacer d'autres navires de surface ou de sous-marins anciens, devrait compter cinq unités.

Après le « Clemenceau »

LE PORTE-AVIONS « FOCH » PEUT DÉSORMAIS EMBARQUER DES ARMES NUCLEAIRES TACTIQUES.

Le *Foch*, l'un des deux porte-avions français, qui était entré en opération en juin 1980 pour être modernisé, reprendra la mer lundi 17 août pour une période d'essai qui devrait durer plusieurs semaines en Méditerranée. Le *Foch*, qui est commandé par le capitaine de vaisseau Alain Coran, va recevoir, comme le *Clemenceau*, déjà opérationnel, les nouveaux avions Super-Étendard de l'aéronautique navale et les armes nucléaires tactiques qui leur sont destinées.

La modernisation du *Foch*, qui comportait un grand carénage à port ouvert sur ses installations aéronautiques. Il a reçu un nouveau système de catapulte, une centrale de navigation à microprocesseur, une infrastructure permettant le stockage des armes nucléaires tactiques. De plus, il a été équipé du *SEMIT-3* (Système d'exploitation des informations tactiques), capable de faire à tout instant le point sur l'environnement aérien, naval et sous-marin du bâtiment et de permettre au porte-avions de manœuvrer avec une efficacité.

Le *Foch* a été mis en service en juillet 1983. C'est un bâtiment de 32 000 tonnes à pleine charge et d'une longueur de 236 mètres. D'un déplacement de plus d'un million d'hommes, il peut embarquer quarante avions Super-Étendard, des avions d'interception et des avions de chasse. Le *Foch* est le premier porte-avions de la marine française à être équipé d'armes nucléaires tactiques de 10 à 20 kilotonnes, selon l'effet désiré.

JUSTICE

Vingt et une femmes détenues bénéficieront de la grâce présidentielle le 15 août

Pour la troisième fois depuis son élection, le président de la République va user de son droit de grâce (« Le Monde » daté 9-10 août). Après la grâce accordée à Philippe Maurice, condamné à mort, et celle qui, à l'occasion du 14 juillet, a permis la libération de quatre mille sept cent soixante-quinze détenus, vingt et une personnes vont bénéficier d'une grâce, le 15 août. Toutes sont des femmes dont les cas ont semblé particulièrement dignes d'intérêt, tant au garde des sceaux, M. Robert Badinter, qu'au président de la République.

Les vingt et une femmes qui vont sortir de prison à l'occasion du 15 août ont en commun d'avoir été condamnées à une peine qui ne dépasse pas cinq ans. Six d'entre elles n'avaient plus que six mois de détention à subir, onze avaient entre six et dix-huit mois, et quatre entre dix-huit et trente mois. Toutes sont dans des situations familiales difficiles. Quatre avaient leurs enfants en détention avec elles. D'autres ont des enfants en bas âge auxquels la vie est rendue difficile, tant matériellement que psychologiquement par la séparation d'avec leur mère. D'autres, enfin, ont des enfants plus âgés, mais gravement handicapés.

Au 1^{er} juillet, mille deux cent quatre-vingt-dix femmes étaient détenues dans les prisons françaises. Parmi elles, sept cent quarante-trois prévenues régionales dans divers établissements qui possèdent un quartier pour femmes — environ une par région. Le plus important est celui de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Eure-et-Loir), où se trouve, en outre, un quartier des nourrices pour les femmes qui ont accouché en détention ou qui ont des enfants en bas âge (« Le Monde Dimanche » du 28 juillet). Le seul établissement pour femmes qui soit réservé aux femmes est celui de Rennes.

Le nombre des femmes détenues est toujours minime par rapport à celui des hommes. Elles étaient 1 121 au 1^{er} janvier 1980 (dont 53,2 % de prévenues) contre 34 534 hommes (dont 33,1 % de prévenues) selon le dernier rapport de l'Administration pénitentiaire. En 1979, 4 033 entrées de femmes et 3 893 sorties ont été enregistrées contre 84 870 entrées d'hommes et 82 670 sorties. C'est en raison de

cette faible importance numérique qu'on se préoccupe peu de leurs cas et c'est à cela que le président de la République et le garde des sceaux ont voulu en partie remédier par cette grâce.

Contrairement aux idées reçues, il y a des femmes condamnées à de longues peines, en nombre non négligeable par rapport au total des femmes condamnées. Au 1^{er} janvier 1980, sur 502 condamnées on relevait 10 condamnées à la réclusion criminelle à perpétuité, 40 ayant de dix à vingt ans de réclusion criminelle, 64 ayant de cinq à dix ans et 45 ayant de trois à cinq ans d'emprisonnement.

Comme le précisait M. Jacques Léauté, directeur de l'Institut de criminologie de Paris, lors des journées de criminologie sur « la femme et la justice pénale » en 1979, la part des femmes a diminué dans les statistiques judiciaires des dernières années. Elles représentaient 10 % au total des peines prononcées en 1975 contre 13 % en 1967 et 23 % en 1949. Cependant, les statistiques de police restent stables. Depuis plusieurs années, les femmes représentent environ 18 % du total des personnes mises en cause par la police (« Le Monde Dimanche » du 10 septembre 1979).

En fait, la participation croissante des femmes à la vie active ne peut manquer d'entraîner une augmentation de leur délinquance. Déjà, la police le constate : la délinquance des femmes augmente plus rapidement que celles des hommes, et surtout, de la violence. Les femmes ne se contentent plus de vols à l'étalage, de chèques sans provision, d'escroqueries mineures. Elles réclament leur place dans la hiérarchie du « milieu ».

JOYANE SAVIGNEAU.

FAITS ET JUGEMENTS

Un Basque espagnol est assigné à résidence

Un Basque espagnol, M. Félix Alberto Garcia Rodriguez, a été assigné lundi 10 août à résidence dans le département du Morbihan. La demande d'extradition de M. Félix Garcia avait été refusée à l'Espagne le 8 juillet par le tribunal de Pau (« Le Monde » du 10 juillet). Ce dernier, que les autorités de son pays accusent de vols avec violence et de détention illégale d'armes, avait été aussi remis en liberté.

Les juridictions françaises se sont opposées à l'extradition de sept Basques espagnols depuis le début de l'année. M. Félix Garcia a été remis en liberté, les six autres Basques restant détenus pour des faits que leur reproche la justice française. L'admission à résidence de celui-ci peut être interprétée comme un signe de bonne volonté à l'égard de l'Espagne, d'autant qu'il avait été expulsé après un débat houleux au Parlement. Il était rentré en France le lendemain de l'élection présidentielle (« Le Monde » du 19 juin).

M. Félix Garcia, qui avait été remis en liberté avec une autorisation de séjour renouvelable tous les trois mois, a été convoqué lundi au commissariat de police d'Endenize (Préfecture Atlantique) où son assignation lui a été notifiée. Des policiers l'ont ensuite conduit jusqu'à sa nouvelle résidence, dans le Morbihan.

● L'ouragan tropical Dennis est passé, mardi 11 août, au sud de la Martinique. Il a provoqué d'importantes inondations, notamment à Port-de-France, où il est tombé 147,6 millimètres d'eau au milieu de la « journée ». Mais les dégâts sont limités et on ne signale aucune victime. L'ouragan, qui paraissait très menaçant lundi, avait perdu beaucoup de sa force dans la nuit de lundi à mardi.

● Le conducteur du car qui a subi un accident en Vendée, le lundi 10 août (« Le Monde » du 12 août), a subi un alcoolisme qui s'est révélé positif. Quatre jeunes gens ont été blessés grièvement lors de cet accident.

M. Gervasoni a été rendu à la vie civile

M. Patrick Gervasoni, trente ans, condamné pour dégradation aux travaux forcés de perpétuité, a été rendu à la vie civile par le tribunal permanent des forces armées de Marseille et incorporé « de force » mardi 10 août dans la clandestinité devant lequel il s'était présenté pour être jugé, a été rendu, vendredi 7 août, à la vie civile. Le ministre de la Défense nationale se refuse à commenter cette décision prise pour des « motifs privés ». Les poursuites contre M. Gervasoni sont abandonnées. Avant sa libération, M. Gervasoni était aux arrestes de rigueur au camp militaire de l'Ardoise (Gard). Il avait vécu quatre ans dans la clandestinité en France, puis avait successivement séjourné, à partir de 1976, aux Pays-Bas, au Danemark et en Islande, d'où il avait été expulsé après un débat houleux au Parlement. Il était rentré en France le lendemain de l'élection présidentielle (« Le Monde » du 19 juin).

Le nouveau préfet de police de Paris insiste sur les tâches de prévention

A l'occasion de sa prise de fonctions, le préfet de police de Paris, M. Jean Périé, a adressé, mardi 11 août, un ordre du jour aux fonctionnaires de la préfecture de police. M. Périé a notamment indiqué aux policiers qu'il accomplira sa tâche « en honneur et avec toute charge », en essayant de « développer les techniques de prévention afin que la population comprenne mieux que le rôle de la police est de la protéger et de lui venir en aide ». Le préfet de police précise aussi : « Nous devons, ensemble, faire en sorte que les citoyens ne soient pas victimes des crimes. Les méthodes peuvent et doivent changer. Les mesures de sécurité seront renforcées de nuit par une présence plus soutenue quasi bien dans le métro que dans les rues ».

RELIGION

TOUJOURS HOSPITALISÉ

Le Père Arrupe approuve la nomination du Père O'Keefe pour assurer l'intérim à la tête de la Compagnie de Jésus

L'état de santé du Père Pedro Arrupe, supérieur général de la Compagnie de Jésus, victime d'une thrombose cérébrale le vendredi 7 août (« Le Monde » daté 9-10 août), connaît une amélioration progressive : après trois jours d'hospitalisation, selon un communiqué publié le 10 août par le bureau de presse des jésuites à Rome.

Bien qu'il n'ait pas encore retrouvé l'usage de la parole, le Père Arrupe a fait savoir qu'il approuvait la décision de ses assistants généraux de désigner un vicaire général et d'interim en la personne du Père Vincent O'Keefe, un Américain âgé de soixante et un ans. En fait, le Père O'Keefe avait, déjà, été nommé vicaire temporaire, le 25 juillet, par le supérieur général pour remplacer celui-ci, pendant ses absences à l'étranger, puis en retraite, jusqu'au 30 août. La nouvelle décision ne consiste donc qu'à prolonger un état de fait, pendant la maladie du Père Arrupe.

A ce stade, l'intervention de Jean-Paul II n'est pas nécessaire, car la nomination d'un vicaire temporaire est prévue par les constitutions de la Compagnie, en cas d'absence ou d'incapacité temporaire du supérieur général. C'est seulement lors de la démission de celui-ci — sur sa propre initiative ou celle de ses assistants — que la convocation d'une congrégation générale extraordinaire requiert l'assentiment du pape.

Trois hypothèses se présentent après la maladie du Père Arrupe : ou le général renouveller sa proposition de démission, ou, puisqu'il n'est pas en mesure de

prendre des décisions, ses assistants généraux convoquent une congrégation générale extraordinaire pour élire son successeur, ou, enfin, il nomme un vicaire chargé de gouverner la compagnie provisoirement. C'est la dernière solution qui a été adoptée, en attendant de connaître l'évolution de la maladie du Père Arrupe. Si ses médecins sont « plutôt optimistes », ils ne feront pas de pronostic avant le 17 août.

En tout état de cause, le processus déclenché par le Père Arrupe l'année dernière — annonce de son intention de démissionner et convocation d'une congrégation des provinciaux — a seulement été « suspendu » par Jean-Paul II. Il peut à tout moment donner le feu vert. Voudrait-il aller plus loin et intervenir dans l'élection du nouveau général ? Dans le milieu des jésuites à Rome on pense qu'il se serait pas avisé de le faire. « Évidemment, c'est son droit absolu, en tant que pape, nous a déclaré un responsable de l'ordre, mais je pense qu'il hésiterait à le faire. Je plains vraiment quel qu'un qui serait parvenu à ce poste-là ! »

ALAIN WOODROW.

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro daté mardi)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

سكوا من الأصل

مكتبة الادب

ITINÉRAIRES

Trois croquis mayas

II. — Le bond en avant du maïs

par JACQUES LONCHAMPT

Après l'histoire d'Ernesto que nous a racontée hier Jacques Lonchampt (« le Monde » du 12 août), notre voyageur va rendre visite à l'un des deux seuls Français qui vivent à San-Cristobal.

En passant par San-Cristobal, le grand marché indien du Chiapas (sud du Mexique), dans une ville très belle qui a gardé presque intact son aspect espagnol et colonial, nous avons rendu visite à l'un des deux seuls Français de la cité qui dirige un Institut (privé) d'anthropologie pour la région maya (Inzaremec). Cet organisme se caractérise par la volonté de ne pas faire de l'anthropologie... pour la gloire des anthropologues et de leurs publications, mais de se mettre à l'écoute des communautés indiennes elles-mêmes, surtout dans les zones de hauts plateaux de langues totolte et tseltal, en les aidant à contrôler leur développement par la maîtrise des techniques et à conserver leur culture ancienne en se dotant de moyens d'expression. En somme une anthropologie « de terrain » où la recherche nourrit l'expérience et s'en nourrit.

Si vous voulez, nous dit André Aubry, je vous demande visiter un de nos principaux laboratoires d'agriculture, je vous emmène. La cinquantaine, une petite barbe folle poivre et sel et un chapeau de jardinier en paille qui lui donnent l'air d'un peintre de Barbizon, c'est un vrai pionnier du développement, passionné de musique et d'architecture, émerveillé par les paysages comme par l'ingéniosité de l'homme, lyrique et rigoureux, doué d'une remarquable capacité de synthèse, alliant érudition et intuition.

Avec des moyens modestes, son Inzaremec fait jaillir des sources, met à jour les archives du diocèse de San-Cristobal (un million de documents), seules révélatrices de l'histoire du Chiapas pendant deux siècles, organise une « banque de données » sur tous les problèmes de la région, publie chaque semaine un panorama et une revue de presse de l'actualité paysanne, réunit des séminaires pour les agents du développement et réalise nombre de « micro-expériences exploratoires » ; tels ce travail de médecine populaire qui cherche, avec la participation active des communautés indiennes, à reformuler les coutumes médicales ancestrales et à mettre les résultats de la médecine moderne à leur disposition sans créer une nouvelle dépendance à l'égard d'une organisation savante et raffinée à l'occidentale, ou bien ces expériences d'agriculture que nous allons voir sur le terrain (1).

A six heures, la camionnette Ford, chargée de tôles, de grana, d'engrais, de pio et de pelles, quitte San-Cristobal dans le matin froid (on est à 2 200 mètres), et le soleil

colore à peine les petites maisons blanches. Pourtant nous croisons déjà sans cesse des paysans aux blouses brodées, ponchos sombres, bermudes blanches ou vêtements uniformément noirs, qui descendent à pied des montagnes pour vendre leurs produits au marché.

La route cahoteuse (mais c'est un paradis à côté de celles que nous emprunterons tout à l'heure) s'élève rapidement vers le nord, dans un beau paysage de bois et de terres rouges qui rappelle la lande bretonne ou les Causses, baigné par une mer de nuages. Jamais on ne se croiserait si haut, avec cette végétation méditerranéenne où les cultures et les forêts montent à 3 000 mètres.

Mélancoïe

Mais l'impression est souvent mélancolique : terres dévastées par l'érosion, rochers qui effleurent, maigres bouquets d'arbres, vestiges d'immenses forêts, mais obéissant à des pentes vertigineuses que les prochaines tornades risquent d'emporter. Partout des « brûlis » où la cendre fournit un engrais naturel ; mais la forêt brûlée est une perte sèche, et au bout de quelques années le terrain s'épuise d'autant qu'on n'a pas conservé les rideaux d'arbres nécessaires pour protéger la terre arable que la pluie va ravager. Nature saignée à blanc : après l'érosion, on va ailleurs ; mais les paysans ont de minuscules lopins, situés souvent à des heures de marche, et la famine est endémique entre les récoltes (elle a été particulièrement féroce en 1979, avec deux mois d'avance).

En cinq heures de route tressautant, André Aubry a le temps de nous apprendre bien des choses, et d'abord l'importance du maïs, lequel on fait la fameuse tortilla, la crepe, base de l'alimentation mexicaine. Une famille paysanne consomme, avec les animaux, de 405 à 575 kilos de maïs par an ; or elle dispose en général, au mieux, de 3 à 5 hectares, dont le rendement, dans les conditions lamentables que nous voyons sans cesse sur le bord de la route, ne dépasse pas 95 kilos à l'hectare. C'est donc la famine permanente, le paysan n'ayant aucune réserve et pas de compte en banque. Les agents des grandes compagnies de café ont souvent aggravé la situation : « Plantez du café, ça vous rapportera bien plus ». Miroir aux alouettes : le café planté, le maïs devient hors de prix, et le paysan n'a même pas la ressource de manger son café. C'est donc une nécessité absolue d'améliorer les techniques de

production du maïs pour des paysans qui vivent en autosubsistance.

Nous faisons une véritable partie de montagnes russes, la piste caillouteuse escaladant les sommets plantés de chènes et de térahintes fleurant l'encens dans un paysage de hautes cimes, pour redescendre tout au fond des canyons où l'on traverse le ruis-

seau qui, dans quinze jours, sera en torrent de 4 mètres de large, coupant parfois toute communication. Mais, comme à sucre, bananiers, café, nous approchons de notre village, dont le nom signifie Les Fontaines ; ou plutôt deux villages accolés, à la frontière linguistique totolte-tseltal (dont les deux mille habitants vivent en bonne intelligence), et accrochés à une montagne abrupte. Nombreuses sont encore les huttes en pisé brun sombre, au toit de chaume recouvert d'une chemise à son sommet, comme des ruches d'abeilles.

La fontaine nous entoure, ravie de cette visite ; les Indiens, réputés farouches, connaissent mes compagnons depuis trois ans et nous accueillent presque avec tendresse, comme ce vieillard qui vient me secouer les mains et me fait les yeux doux à défaut de pouvoir communiquer verbalement.

Celui que nous venons voir, c'est Pétou, un Indien extraordinaire : membre de l'équipe d'animation d'Inzaremec, il vient souvent à San-Cristobal (deux heures de marche et une journée d'autobus) pour « l'atelier totolte » où s'élabore une littérature de petits volumes illustrés pour l'alphabétisation, des lexiques bilingues totolte-espagnol, et même des livres d'histoire ou des manuels de techniques pour la défense des paysans. Il parle lentement, toujours méditatif. Son beau visage profond brille d'intelligence, comme ceux des meilleurs paysans de nos montagnes. C'est lui la pierre angulaire du programme d'agriculture.

Nous repartons avec lui à pied, à une heure de marche, examiner la parcelle type, matrice de l'expérience, une bande d'un peu moins d'un hectare, en pente, de terres réputées maigres ; elle est située au bord d'un sentier par où passent les paysans des trois communes, d'où son intérêt stratégique. Trois bandes : sur 10 % du terrain, on a conservé et respecté les coutumes ; le maïs est rabougri comme tous ceux que nous avons vus ce matin ; sur 10 % encore, le sol a été traité simplement avec des engrais organiques (des ortures ménagères) et le maïs se dresse plus ferme ; mais

sur les 80 % restants, le résultat est glorieux : Pétou a construit des terrasses, rigoureusement planes (grâce à un niveau à eau, fait avec une bouteille de coca-cola), il a travaillé la terre profondément avec pelle, pioche et râteau (des instruments jusqu'ici inconnus dans le village), fumé son terrain avec les ordures, semé soigneusement (80 cm entre les plants) à des dates choisies pour éviter les mauvaises climatiques, conservé les arbres et les ronces qui préservent les jeunes pousses.

Dès la première année, la production a fait un bond prodigieux (1 023 kg à l'hectare au lieu de 95, et l'année suivante 1 400 kg) assurant pour sa famille une large autosubsistance, et cela sans engrais chimiques, sans sélection de semences, sans insecticides, uniquement par des moyens à la portée de tous les paysans ; la couche de terre arable s'est élevée de vingt centimètres. Et dans de meilleurs terrains, les habitants des Fontaines ont obtenu 2 tonnes de maïs à l'hectare et même jusqu'à 3 tonnes !

Depuis, l'expérience a fait bond de neige, malgré la méfiance proverbiale des paysans et le travail assidu que cela représente ; mais beaucoup ont échappé ainsi à la famine, ce qui constitue la meilleure propagande pour la méthode. Dans les communes avoisinantes, parfois d'assez loin, on appelle en démonstration ou en consultation notre homme et ses camarades. Pétou a édité à Inzaremec un petit volume très simple, qu'il a illustré de ses propres photographies, pour vanter ces progrès à la portée de tous : « Regarde, ça ne te coûte pas un centavo, seulement un peu de sueur et d'attachement, un peu d'organisation ; tu ne seras plus obligé d'émigrer à la plantation ; tu pourras jouer de ta maison et de ta famille ; ta femme et tes enfants pourront manger à leur faim et bien se vêtir ; ça te changera la vie. »

Une tâche immense

La tâche est immense ; il y a des milliers d'hectares à rénover ou à reconstruire sur l'érosion ; il faut appliquer les mêmes principes aux bananiers, aux potagers, rationaliser l'irrigation, développer la pisciculture, résoudre les problèmes d'hygiène les plus simples ; Pedro a fait disparaître la terrible peste des poulets simplement, en élevant des canards, sur le conseil d'Inzaremec, mais il n'a pu obtenir encore de la communauté que les porcs ne se promènent pas librement dans le village, dévissant les cultures et transportant les virus qui contaminent les enfants. Mais la preuve est faite que la faim peut être vaincue par les paysans

sur-mêmes, avec des méthodes (d'ailleurs ancestrales, comme le prouvent les fouilles de Palenque, mais tombées dans l'oubli), sans recourir aux procédés coûteux, inadaptables à ces montagnes, de l'agriculture moderne (2). Quand nous rejoinsons, en vérifiant cent fois la lenteur des progrès au milieu de maïs rutilants sur des terres promises au déferlement des tornades, la femme de Pétou nous a préparé un « festin » : un bouillon « piquant », des tortillas fourrées, du poulet (sur une poêle aux Fontaines, c'est presque tout le cochon consommé), Pétou met un disque de musique mexicaine sur le modeste discotrophique qu'il a acheté pour amplifier un haut-parleur avec lequel il fait, pendant la saison des pluies, des cours d'agriculture que chacun peut écouter de sa maison.

Il est emporté maintenant dans son habit de cérémonie, un bel « dozal » aux couleurs vives et bien qui couvre une épaule brune ; responsable des affaires sociales de son village, il n'a d'autre ambition que de défendre les biens (économiques, il a récupéré légalement 250 hectares de terres, dont une partie a été concédée gratuitement aux veuves). « Ce garçon est vraiment extraordinaire d'intelligence et de finesse », nous dit Aubry. Et c'est un étonnant orateur : il sait à peine écrire, mais il pense tout le temps, et je crois qu'il risquerait d'échouer s'il ne pouvait ainsi exprimer en enseignement. Mais il se tait à la tâche ; ses voisins, du moins ceux qui pourraient la culture banale, ne travaillent guère que trois mois par an ; lui n'a pas un instant : ses plantations, ses terrasses, les démonstrations qu'il fait parfois très loin et longtemps, l'atelier totolte à San-Cristobal, c'est tout. Mais peu de ses camarades, ses encore capables de le faire.

Il faudrait beaucoup de Pétou en pays maya.

Prochain article :

LA CROIX FERTILE

CARNET

Mariages

Alain GIRARD et Denis BILLON ont été heureux de faire part de leur mariage, le 12 août, à l'ambassade de France à Bogota. Collé 250, Bogota C.B.

Décès

Mme Georges Bruniquet, et Mme Marquetry et leurs enfants, ont fait part de leur décès. M. Georges BRUNIQUEL, professeur honoraire, survenu le 1^{er} août 1981. L'inhumation a eu lieu le lendemain, aux Champs, 45 000 Florac.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Louis CHADENIER, survenu à La Courville (Creuse), le 5 août 1981, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. La cérémonie religieuse a été célébrée à La Courville. L'inhumation a eu lieu au cimetière de La Villedieu, à Paris. De la part de Pierre Chadenier, son fils.

52, rue Cambrouze, 92115 Paris.

Mme Jean Chapelle, son épouse, Françoise, son fille, Mme Germaine Garreau, M. et Mme Gustave Lor, M. et Mme Maurice Libertier, M. et Mme Edouard Lor, et leurs familles, ont le douleur de vous faire part de leur décès.

M. Jean CHAPELLE, né le 31 octobre 1924, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, commandeur du mérite agricole.

endormi dans la paix du Seigneur, le 5 août 1981, à Paris. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité, le 12 août 1981. Elles seront suivies solennellement d'une messe qui sera célébrée à Paris, pour le repos de son âme.

1, rue du Général-Lapraz, 75016 Paris.

Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, ont la tristesse de faire part de leur décès.

M. Jean CHAPELLE, président-directeur général, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, commandeur du mérite agricole, survenu le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Le conseil d'administration, le directeur général et le personnel de l'Institut géographique national, ont la tristesse de vous faire part de leur décès.

M. Jean CHAPELLE, président du conseil d'administration, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, commandeur du mérite agricole, survenu le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Le conseil d'administration, le directeur général et le personnel de la société Coffreco, ont la tristesse de vous faire part de leur décès.

M. Jean CHAPELLE, président du conseil d'administration, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, commandeur du mérite agricole, survenu le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Mme Emile Crozaforon, M. et Mme Paul Crozaforon, Mme Pages, Les familles Crozaforon, Berrin, Martin, Corbel, Doulet, ont le douleur de vous faire part de leur décès.

général Emile CROZAFON (C.R.), commandeur de la Légion d'honneur avec palmes, croix de guerre 1939-1945, croix de guerre T.O.E., croix de la valeur militaire, médaille des Evadés, médaille de la Résistance, survenu à Toulouse, le 1^{er} août, dans sa soixante-dix-septième année.

Ses obsèques ont eu lieu le 4 août, en l'église d'Espalion. Les obsèques ont eu lieu le 4 août, en l'église d'Espalion. Les obsèques ont eu lieu le 4 août, en l'église d'Espalion.

M. Dominique DESAIX, survenu le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans. Le service religieux sera célébré le jeudi 12 août 1981, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Gare, place Jeanne-d'Arc, à Paris-13^e. Le présent avis tient lieu de faire-part.

240, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

Mme Nicolas Gell, ses enfants et petite-enfants, M. et Mme Pierre Suetet (Nouvelles-Hébrides), ont le douleur de vous faire part de leur décès.

Le service religieux sera célébré le jeudi 12 août 1981, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Gare, place Jeanne-d'Arc, à Paris-13^e. Le présent avis tient lieu de faire-part.

Ses obsèques ont eu lieu le 4 août, en l'église d'Espalion. Les obsèques ont eu lieu le 4 août, en l'église d'Espalion. Les obsèques ont eu lieu le 4 août, en l'église d'Espalion.

M. Jean CHAPELLE, président-directeur général, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, commandeur du mérite agricole, survenu le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Le conseil d'administration, le directeur général et le personnel de l'Institut géographique national, ont la tristesse de vous faire part de leur décès.

M. Jean CHAPELLE, président du conseil d'administration, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, commandeur du mérite agricole, survenu le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Le conseil d'administration, le directeur général et le personnel de la société Coffreco, ont la tristesse de vous faire part de leur décès.

M. Jean CHAPELLE, président du conseil d'administration, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, commandeur du mérite agricole, survenu le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Mme Emile Crozaforon, M. et Mme Paul Crozaforon, Mme Pages, Les familles Crozaforon, Berrin, Martin, Corbel, Doulet, ont le douleur de vous faire part de leur décès.

général Emile CROZAFON (C.R.), commandeur de la Légion d'honneur avec palmes, croix de guerre 1939-1945, croix de guerre T.O.E., croix de la valeur militaire, médaille des Evadés, médaille de la Résistance, survenu à Toulouse, le 1^{er} août, dans sa soixante-dix-septième année.

Ses obsèques ont eu lieu le 4 août, en l'église d'Espalion. Les obsèques ont eu lieu le 4 août, en l'église d'Espalion. Les obsèques ont eu lieu le 4 août, en l'église d'Espalion.

M. Dominique DESAIX, survenu le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans. Le service religieux sera célébré le jeudi 12 août 1981, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Gare, place Jeanne-d'Arc, à Paris-13^e. Le présent avis tient lieu de faire-part.

240, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

Mme Nicolas Gell, ses enfants et petite-enfants, M. et Mme Pierre Suetet (Nouvelles-Hébrides), ont le douleur de vous faire part de leur décès.

Le service religieux sera célébré le jeudi 12 août 1981, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Gare, place Jeanne-d'Arc, à Paris-13^e. Le présent avis tient lieu de faire-part.

M. Jean Hayem, M. et Mme Amand Baron, Le docteur et Mme Alain Hayem, M. et Mme Jean-Claude Kahane, ont le douleur de vous faire part de leur décès.

Mme Jean HAYEM, née Mlle Jeanne HAYEM, survenue le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans. L'inhumation a eu lieu le 5 août 1981, dans l'intimité, au Cimetière (Alpes-Maritimes).

Mme Bernard Leparra, son épouse, Son beau-père, Ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, ont le douleur d'annoncer le décès de

M. Bernard LAPARRA, Les obsèques ont eu lieu le mercredi 12 août à 14 h. 15, en la cathédrale Saint-Louis de Versailles. Cet avis tient lieu de faire-part. Guyancourt, le 5 août 1981.

Juliette Marganne, Francis, Florence, Blainville Marganne, M. et Mme Jean-Claude Trouiller et leurs enfants, M. et Mme Henri Lescouret et leurs enfants, ont le douleur de vous faire part de leur décès.

Guillemette MARGANNE, dans sa quarante-troisième année, le 5 août 1981. Les obsèques auront lieu le jeudi 12 août à 10 h. 30, en l'église Saint-Martin, 75, rue Saint-Martin, Paris-4^e. Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Max Schneider, M. et Mme Maurice Schneider, et M. et Mme Lucien Kandel, Corinne et Francis, Les familles Schneider (Paris) et Kandel (U.S.A. et Israël), ont le douleur de vous faire part de leur décès.

M. Max SCHNEIDER, leur époux, père, grand-père et parent, survenu le 5 août 1981, dans sa quatre-vingt-deuxième année, après une longue maladie.

Les obsèques auront lieu le jeudi 12 août 1981, à 11 heures, au cimetière de Bagneux - Parisien, où on se réunira. M. et Mme Schneider, 75008 Paris.

M. Max SCHNEIDER, leur époux, père, grand-père et parent, survenu le 5 août 1981, dans sa quatre-vingt-deuxième année, après une longue maladie.

Les obsèques auront lieu le jeudi 12 août 1981, à 11 heures, au cimetière de Bagneux - Parisien, où on se réunira. M. et Mme Schneider, 75008 Paris.

M. Max SCHNEIDER, leur époux, père, grand-père et parent, survenu le 5 août 1981, dans sa quatre-vingt-deuxième année, après une longue maladie.

Les obsèques auront lieu le jeudi 12 août 1981, à 11 heures, au cimetière de Bagneux - Parisien, où on se réunira. M. et Mme Schneider, 75008 Paris.

M. et Mme Léon Solé et leurs enfants, M. et Mme Raymond Solé et leurs enfants, ont le douleur de vous faire part de leur décès.

Mme Solé SEILLÉ, survenue le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Mme Bernard Solé, M. et Mme Bernard Solé et leurs enfants, M. et Mme François Solé et leurs enfants, ont le douleur de vous faire part de leur décès.

M. Bernard SOLÉ, directeur des Nouvelles Editions Latines, survenu le 19 août 1981 au Vaucluse (Cote d'Azur). Les obsèques auront lieu le 13 août, dans l'intimité familiale, au Vaucluse (Cote d'Azur). Le Val d'Isère, 40, rue de Seine, 75008 Paris.

M. et Mme Solé et leurs enfants, ont le douleur de vous faire part de leur décès.

M. Desiré TOBOUL, née Colette Chiche, leur épouse et mère, survenue le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans. L'inhumation aura lieu le jeudi 12 août, à 11 h. 15, au cimetière parisien de Bagneux. Renseignements à l'entrée principale du cimetière.

M. Desiré TOBOUL, née Colette Chiche, leur épouse et mère, survenue le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans. L'inhumation aura lieu le jeudi 12 août, à 11 h. 15, au cimetière parisien de Bagneux. Renseignements à l'entrée principale du cimetière.

M. Desiré TOBOUL, née Colette Chiche, leur épouse et mère, survenue le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans. L'inhumation aura lieu le jeudi 12 août, à 11 h. 15, au cimetière parisien de Bagneux. Renseignements à l'entrée principale du cimetière.

M. Desiré TOBOUL, née Colette Chiche, leur épouse et mère, survenue le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans. L'inhumation aura lieu le jeudi 12 août, à 11 h. 15, au cimetière parisien de Bagneux. Renseignements à l'entrée principale du cimetière.

M. Desiré TOBOUL, née Colette Chiche, leur épouse et mère, survenue le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans. L'inhumation aura lieu le jeudi 12 août, à 11 h. 15, au cimetière parisien de Bagneux. Renseignements à l'entrée principale du cimetière.

M. Desiré TOBOUL, née Colette Chiche, leur épouse et mère, survenue le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans. L'inhumation aura lieu le jeudi 12 août, à 11 h. 15, au cimetière parisien de Bagneux. Renseignements à l'entrée principale du cimetière.

M. Desiré TOBOUL, née Colette Chiche, leur épouse et mère, survenue le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans. L'inhumation aura lieu le jeudi 12 août, à 11 h. 15, au cimetière parisien de Bagneux. Renseignements à l'entrée principale du cimetière.

M. Desiré TOBOUL, née Colette Chiche, leur épouse et mère, survenue le 5 août 1981, à l'âge de cinquante-neuf ans. L'inhumation aura lieu le jeudi 12 août, à 11 h. 15, au cimetière parisien de Bagneux. Renseignements à l'entrée principale du cimetière.

HISTOIRE

CORRESPONDANCE

Le général Van Hecke

Le docteur Lataillade (Nîmes)

La formation de son décès, survenue le 30 juillet dernier à Anvers, le Monde a publié le 24 juillet une brève biographie du général Van Hecke, qui avait juste de préciser et de compléter sur quelques points.

Engagé volontaire dans la Légion étrangère en 1909, à dix-huit ans, ce Flamand, devenu comme général de brigade en 1944 une longue aventure militaire, a été conduit au Tonkin, au Sahara, au Liban, dans deux guerres mondiales, au sein des Services spéciaux, à la tête d'un régiment de blindés improvisés. Mais ce qu'il faut surtout retenir, c'est son action à Alger comme chef des chantiers de jeunesse d'Afrique du Nord à partir de 1941. Grâce à lui, les chantiers servirent de préservatoire aux résistants les plus résistants. Il était le dernier survivant de ce fameux Groupe des 6 qui préparait le 8 novembre 1942. En mobilisant les anciens des chantiers, il se trouva au premier rang de ceux qui, de l'autre côté de la Méditerranée, forgèrent une nouvelle armée française.

Avec les hauts-distingués du 7^e régiment de chasseurs d'Afrique, il participa sous les ordres de Juin à la campagne d'Italie, de Cassino à Bologne, puis au débarquement de Provence et aux combats de la libération, jusqu'à Berlin.

Plusieurs fois, cité trois fois, Van Hecke était titulaire des plus hautes distinctions françaises et étrangères et chapeau d'honneur des États-Unis. Ses obsèques se sont déroulées solennellement. Le 7^e régiment de chasseurs d'Afrique, héritier du 7^e chasseurs d'Afrique, n'avait pas, semble-t-il, obtenu l'autorisation d'envoyer une délégation à Anvers, où l'ambassade de France n'était pas non plus représentée.

Anniversaires
— Pour le sixième anniversaire de sa mort, son fils demande une pensée affectueuse à tous ceux qui ont connu.

Janine HERTZOG, l'ont estimée et sont restés fidèles à son souvenir. Le 13 août 1981.

Erroreum
— Dans l'avis de décès de M. René TRAMPUS, paru le 12 juillet 1981, il fallait lire « Mme » B. Trampus fait part du décès de son mari.

PARC EN

le tigre.

LES ANNEES

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

PARC EN

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

VOYAGE EN PAYS RHÉNAN

Le tigre, la panthère et le lion

Nous parlons, l'autre semaine, de Strasbourg, où, de l'Alsace en France, nous sommes des étonnements considérables. C'est-à-dire que, lors de la visite de la cathédrale, l'enthousiasme fut plus modéré. Certes, la flèche est superbe, « cette grande chandelle rouge, cette grande quenouille », disait Claudel, à l'ombre de qui l'industriel de Strasbourg fit son échec de « vieillesse et de jeunesse ». Toute une époque au repos elle n'a qu'une patte, « mais ça suffit et l'on a parfaitement bien fait de l'empêcher d'en avoir deux, car c'est trop de deux pour une cible unique », et c'est de génie qu'il faut parler à propos de l'architecte qui sut dissimuler ce que la façade peut avoir d'un peu lourd derrière une clarté-voile de gables et de lancettes qui emportent tout l'édifice, le couleuvre en fuseaux, mais et chancelles dans le ciel échoué de l'Est.

Mais l'intérieur ne donnera pas cette impression de transport lyrique, d'irrésistible et joyeuse ascension. Un de nos compagnons de voyage, véritable échoué de l'Est, en matière d'architecture, brandira même le poing contre ces

voûtes en effet un peu pesantes, et s'il prit toute sa part du festin magnifique de la statuaire des porches, avec en particulier ce séducteur souriant dont la romaine tendre à l'une des vieilles folles est le symbole de toutes les gourmandises, de toutes les bonnes choses de la terre, c'est l'oreille un peu basse que nous écouterons sa philippique contre l'absidie, à l'égard de laquelle il ne fut pas moins cruel que Victor Hugo lors de son passage à Strasbourg en 1838.

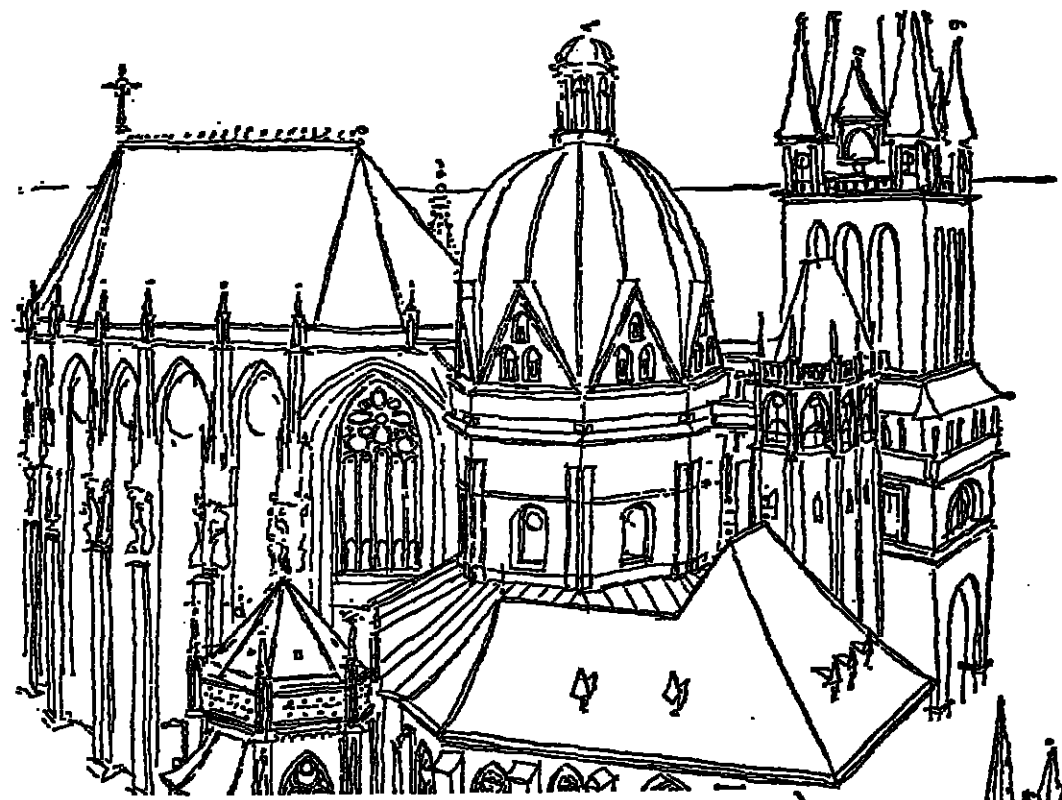
Si nous parlons de Hugo et du Rhin, c'est qu'il y a toujours grand agrément, quelle que soit l'estime dont on entoure ses compagnons de voyage, leurs avis et leurs émois, grand et utile agrément à mettre ses pas dans ceux d'un grand homme, à mesurer l'écoulement du temps, les effets de l'histoire, en reprenant un itinéraire de jadis. Et puis, à mon âge, ne pas avoir encore vu la vallée du Rhin, un des deux ou trois paysages majeurs de l'Europe romantique, nous le ressentons comme une aberration, une véritable mutilation culturelle à laquelle il importe de mettre fin.

détruite, puis reconstruite, et ce n'est pas plus gai ici qu'ailleurs. Comme on a voulu respecter les volumes de la ville médiévale, les maisons sont fort petites mais d'une telle mesquinerie architecturale qu'elles donnent à la cathédrale un aspect démesuré, gigantesque, presque effrayant (européens convaincus, nous nous sommes juré de ne pas prononcer le mot « colossal » pendant tout le voyage). Une double absidie, disposition étrange dans les grandes églises rhénanes, qui oblige à pénétrer dans l'édifice par les côtés, ce qui est un peu déroutant, et le fait ressembler davantage encore à une forteresse, à une sorte de syllogisme impeccablement déduit.

Deux absides, quatre clochers, sans compter les deux tours, un mélange de verrou carolingien et d'apports lombards avec l'élan d'un sourire gothique. À l'intérieur, comme à Maria-Laach, la raison règne sans forme la plus droite et concise : un chef-d'œuvre de construction mais si raide, si « fonctionnel », et, avec ses gros piliers carrés, si boursu que l'impression est autant celle d'une gare que d'un lieu sacré et que l'on dirait volontiers avec un archéologue anglais que l'édifice est « remarquablement German in its monumental, fastidious austerity ». A Maria-Laach au moins, il y a, au-dessus de l'absidie, l'ouest, un de ces charmants petits clochers qui sont comme une carresse de pitié familière et apportent au cœur plus de repos que le souvenir des liturgies et des cortèges impériaux.

Et nous voici à Bingen, où nous retrouvons le Rhin. « Le Rhin », disait Hugo, « est le tigre. Mais le Rhin, c'est le lion. » Un lion « superbe et généreux » en effet, qui, de Mayence à Coblenze, coule avec une incomparable majesté, « transparent, rapide, joyeux de cette grande joie qui est propre à tout ce qui est puissant » entre de hautes collines couvertes de bois et de vignes, non sans qu'apparaissent presque à chaque détour, à chaque encaissement des rives, fidèle au poste, mélancolique et vaguement funèbre, un de ces « bords » dont fit si grand charroi l'imagination romantique.

Hugo, qui fit le voyage en un mois, les vit tous au prix d'épui-



santes escalades que nous sommes bien décidés à nous épargner, monter au sommet d'une tour, d'un clocher ou d'un quelconque pic nous ayant toujours paru être l'une des formes les plus parvenues de la nervosité touristique, para-alpêtre et néo-wagnérienne.

Bref, et sans entrer dans d'inutiles détails, nous ne sommes restés qu'une journée à Boppard, l'antique Baudobriga celto-romaine, comme dit le guide et comme chacun sait, et les bords nous les avons regardés d'en bas : à moins d'être archéologue, rien ne rassemble plus à une ruine qu'une autre ruine, et les ruines rhénanes ne nous ont pas paru plus impressionnantes que celles que l'on peut voir en Langueadoc, dans le val d'Aoste ou dans les bénignes vallées de la Creuse et de la Vienne. Chauvigny et Crozatant seraient même plus stimulants pour les amateurs de westerns gothiques et de rapacité féodale.

Est-ce à cause de l'animation des petites villes, de l'atmosphère de vacances familiales, de gentillesse rétropropre, qui règne en ces lieux ou de tous ces fleurons de l'excellent vin blanc du cru dont nous dûmes en nos estomacs ébahis le monumental relevé de porcs aux charcuteries assorties qui nous fut servi à l'hôtel Bellevue ? Toujours est-il que le Rhin romantique nous a paru surtout être un Rhin bourgeois, démocratique, un fleuve entre tous laborieux et fécond.

Nous nous sentons burgraves

Certains fleuves, jadis pairs de Neptune et divinités à longues barbes vénérables, sont devenus les esclaves du monde industriel, et il y a d'autres fleuves où il ne se passe rien, qui paraissent ne servir à rien. L'Hudon, la Tamise, l'Escaut, la Meuse près de Liège, le Rhône en sa fin, c'est presque l'enfer, et si belle que soit la Loire, la stérilité de ses sables parfois attriste.

Ici la juste mesure a été gardée. Le paysage est à peu près intact, mais sur l'une et l'autre rive court une voie de chemin de fer, et, pendant toutes les heures que je passerai de la chambre d'hôtel à regarder le mouvement du fleuve, je ne cessai de voir, même la nuit venue, des péniches, des bateaux, des marchandises que l'on décharge, des voyageurs qui attendent ce qui fut le passeur et qui est aujourd'hui le bac. « A chaque instant », disait Hugo, « on rencontre une chose qui passe... Du temps des Romains et des Barbares, le Rhin était la rue des soldats. Au Moyen Âge, on nommait le Rhin la rue des prêtres. Aujourd'hui, c'est la rue des marchands. » On envoie : « Il est évident qu'en faisant le Rhin la nature avait prémédité un désert : l'homme en a fait une rue » et le plus utile des fleuves.

Nous nous étions arrêtés à Coblenze pour y envoyer quelques cartes postales et messages de condoléances à nos amis de l'ancienne majorité en leur indiquant que le ci-devant capitale de l'émigration était toujours

prête à accueillir ceux qui ne supporteraient plus de vivre dans une France socialiste, nationaliste et monétairement dévergondée.

Mais c'est Cologne, bien sûr, qui devait être le but et le point d'orgue du voyage, Cologne qui, vue de l'autre côté du Rhin et malgré tant de ruines, donne encore le spectacle, avec ses clochers noirs, ses cheminées, ses tours, d'un des plus beaux sites urbains d'Europe, un de ceux où l'ère industrielle s'est manifestée avec tant de force qu'elle l'a exalté plutôt que détruit.

A quel point fut tumultueux au siècle dernier le mariage entre le passé et le présent, entre la piété artistique et l'activisme économique, rien ne le montre mieux que la pétulance, ou le cynisme, ou l'incoscience, comme on voudra, avec laquelle on décida de placer la gare de Cologne aux pieds même et sous le nez de la cathédrale, et cela à l'époque où s'en achevait la construction comme un symbole de réconciliation nationale, de résurrection d'un héritage unitaire. Cologne est un des lieux où les Allemands, comme disait le général de Gaulle, sont devenus l'Allemagne dans son effort de récupération historique, de conquête et d'empire. C'est d'ailleurs le roi de Prusse qui paya en grande partie la note, trop heureuse d'offrir ce cadeau de l'Allemagne luthérienne à la Rhénanie catholique.

De l'édifice actuel, seul exis-

taient en début de siècle dernier, le chœur, achevé en 1322, ainsi que les fondations de transept et de l'un des bas-côtés. Passons sur les péripéties de son achèvement, qui fut archéologiquement très scrupuleux, sinon pour respecter, fidèles à notre guide, que Hugo vit le chantier le soir de son arrivée à Cologne en 1838 et qu'il a lalé de ce « héros monstrueux » une évocation qui est parmi les plus beaux nocturnes de la littérature romantique.

Que penser de tout cela ? Comme nous sommes loin de Viollet-le-Duc, de son frugal et inflexible génie ! Est-ce beau, est-ce laid ? Vrai, vraisemblable, tîde et flasque comme un pastiche Restauration, raide et osseux comme le néo-gothique anglais ? Ce n'est ni beau, ni laid, ni osseux, ni flasque. C'est immense, superbe, décoré à profusion, inquiétant comme un grand bûcher éteint, comme une bête d'apocalypse qui, les cornes dressées, surgit soudain du fleuve, et l'on ne regrettera pas, comme Marcel Aubert, « la répétition systématique des mêmes motifs, la symétrie absolue et le parallélisme des grandes lignes du plan et de l'élévation ». La cathédrale de Cologne n'est pas une de celles où l'on sent l'histoire bouger sous la main de maîtres d'œuvre successifs. C'est un édifice qui résume une histoire, la clot dans une parodoxale et magnifique survie.

Et l'intérieur ! A peine entrés, ce n'est qu'un cri. Quel élan, quelle agilité, quelle légèreté dans les supports, quelle profusion d'espace dans le déambulatoire et les bas-côtés qui nous donne aussitôt l'impression que les limites de notre ego s'étendent en même temps que s'accroissent les dimensions de notre cage thoracique ! Nous nous sentons burgraves, landgraves, margraves et rheingraves, nous distribuons des indulgences, nous reconnaissons nos frères en ces chevaliers « aux panaches monstrueux, aux morions écorchés » que Hugo a vus dans les vitraux du chœur « armés comme des bourreaux, campés comme des archers, coiffés comme des chevaux de bataille ».

Impatient lecteur, notre voyage s'achève, encore que notre humeur serait volontiers bavarde à raconter les détails du retour par Aix-la-Chapelle, son octogone carolingien, son trésor, ses beaux parcs, par Liège, par ce délice surtout qu'est la vallée de la Meuse entre Namur et Givet. Si le Rhin est le lion, la Meuse, ombreuse, soyeuse, hisante, c'est la panthère non échappée des Ardennes. C'est un peu moins élevé dans la hiérarchie, mais ça n'a pas moins de chic, de sauvage fierté.

Comme il n'y a pas loin de la sauvagerie à la férocité, nous ne ferons que passer sur l'exposition qui, toujours à Cologne, prétend représenter l'ensemble de l'art occidental (Westkunst) depuis 1659 (le Monde du 11 juin). Bien que l'on n'y voit pas Matisse et qu'après 1950 il ne soit plus guère question que de l'Amérique, l'analyse de la période historique n'est ni meilleure ni pire qu'à Paris-Paris, et il y a



même des ensembles de qualité, ainsi pour Follock, Schwitters et ses « mers », pour les Van Goyen de Francis Bacon.

Mais lorsqu'on arrive aux dix dernières années, quel fatras, quel conformisme, quel insipide panorama de l'art officiel d'avant-garde ! Beuys, bien sûr, et Bengis encore, mais pas une allusion, par exemple, à Gêgen et de tas de sable en bouts de ficelle et planches posées contre le mur, le catéchisme se dévide avec la même spiruelle légèreté que dans les Biennales de Paris ou dans cette exposition qui l'hiver dernier à Londres s'intitulait « A new spirit in painting » et où l'on voyait au moins un peu de peinture.

Certes, chacun est libre de ses choix. Mais appeler cela « Westkunst », « Art d'occident », quelle outrecuidance et quel abus de pouvoir !

Nous avons au cours de cet article tenu assez de propos culturelement élevés pour nous permettre de dire que, dans sa partie contemporaine, cette exposition est un ou une pure et simple « mer ».

ANDRÉ FERMIGIER.

Au cœur du Moyen Âge allemand

C'est donc la joie au cœur et le Rhin en poche que nous ferons le voyage. Avec cette différence que Hugo descendait le cours du fleuve, alors que nous allons le remonter, et qu'il fit le trajet en partie à pied (du moins il le dit), alors que, si ce n'est le pont de l'Europe, c'est l'autoroute de Mannheim qu'enfourme notre cavale.

Comme nous avons peu de temps (et de maris moins encore), nous tirons au sort celle des trois cathédrales impériales que nous nous voyons en revoir. Le sort désigne Worms, dont nous compléterons le lendemain la visite par celle de l'abbaye de Maria-Laach, près de Coblenze, qui fut fondée en 1038 par le comte palatin Henri II.

Henri II, comte palatin, voilà qui fait très « légende des siècles » et la situation de l'abbaye,

au bord d'un grand lac noir, dans un paysage de forêts et de volcans éteints, est une de celles qui fait le plus profondément pénétrer le voyageur étranger au cœur du Moyen Âge allemand. Nous aimerions insérer ici quelque belle citation pour relever la fadeur de cette dernière remarque : malheureusement, Hugo ne semble pas être allé à Maria-Laach.

En revanche, il s'est arrêté à Worms. Il y a même couché, avec des péripéties d'auberge qu'il raconte de manière fort amusante et que nous ne connaissons pas, tant l'hôtelier allemand c'est aujourd'hui nichel, petits déjeuners mirifiques, honnête et placide accueil. Hugo a laissé de Worms une curieuse description de ville fantôme, de bourgade misérable entièrement déchu des fastes et des drames de ses Dîtes. La bourgade a grossi au XIX^e siècle, puis a été

GAUMONT COLISÉE VO • HAUTEFEUILLE VO • LA PAGODE VO
GAUMONT LES HALLES VO • LE FRANÇAIS
GAUMONT CONVENTION • MONTMARNASSE PATHE
ST-LAZARE PASQUIER
Périphérie : MULTICINE Champigny • TRICYCLE Asnières
CYRANO Versailles

LES ANNEES 60...

MARCELLO MASTROIANNI
ANTA EKBERG



la Dolce Vita
FEDERICO FELLINI

Gaumont

سكن من الاجل

La maison

Mme Gardiner aimait la musique, les fleurs et les voyages. On parle encore des bijoux qu'elle portait, source d'extase. Sa devise tenait à une phrase : « C'est mon plaisir. » (D'une autre façon Sarah Bernhardt, elle, disait : « Quand même. »)

Il y a deux moyens de s'informer sur ce qui se passe Downtown. Soit en lisant les programmes du *Soho News* et du *Village Voice* (qui proposent chaque semaine une sélection), soit en lisant sur les murs : des spectacles qui n'ont pas été annoncés par les journaux le sont par un abondant affichage. Dans l'East Village, ces informations marginales, sans cesse recouvertes, se concentraient essentiellement sur le nord de la place Saint-Mark ; à Soho, on les lit dans les chandiers de construction.

Le musée d'Isabella Stewart Gard-

MARIE JOSÉ NAT
une mère, une fille

UN FILM DE MARTA MESZAROS

Gaumont

هكذا من الاحل

Le Monde

économie

SOCIAL

LE DROIT DE VOTE DES IMMIGRÉS

« Pas de précipitation », déclare M. François Autain, secrétaire d'Etat

« Chaque chose en son temps », c'est ce qu'a déclaré, dans une interview au « Matin de Paris », datée du 12 août, M. François Autain, secrétaire d'Etat aux immigrés, à propos d'une éventuelle participation des travailleurs étrangers aux élections municipales. (Le Monde - daté 9-10 et du 11 août), après les récents propos de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, qui n'avait pas exclu, lors de sa visite à Alger, qu'un projet de loi en ce sens pourrait être déposé prochainement au Parlement. Pour sa part, Mme Christiane Mora (P.S.) estime que les immigrés devraient pouvoir participer aux élections municipales de 1983.

Tout en rappelant que la participation des immigrés aux élections municipales figurait dans le programme qu'a défendu M. François Mitterrand au cours de sa campagne présidentielle, M. François Autain déclare : « Chaque chose en son temps. Je considère que toute précipitation en la matière serait préjudiciable aux intérêts bien compris des immigrés, et sans doute non conforme à leurs aspirations. (...) Songez que les travailleurs immigrés et leurs familles n'ont même pas encore le droit de créer librement une association, qu'ils ne sont pas éligibles dans les institutions sociales, comme les prud'hommes par exemple. Aussi, serait-il peut-être préférable d'attendre que tous ces droits conditionnent leur insertion dans la vie quotidienne soient acquis par eux, avant d'envisager ensuite d'aller plus loin. C'est à l'élaboration de ces textes que nous travaillons actuellement avec l'espérance que l'ordre du jour du Parlement permette de les faire adopter rapidement ».

M. Autain ajoute que l'on pourrait d'ailleurs, « sans atten-

dre », créer, comme c'est déjà le cas dans plusieurs villes de France, des structures spécifiques permettant l'insertion de la population immigrée dans la vie municipale. Ainsi, le droit de vote aux travailleurs étrangers n'apparaît plus comme une mesure hâtive et artificielle, mais comme l'aboutissement d'un processus d'insertion dont il est difficile de préjuger la durée. Enfin, répondant aux accusations d'élaboration lancées par des membres de l'ancienne majorité, le secrétaire d'Etat souligne : « La communauté immigrée n'est pas homogène. Il serait surprenant que son vote le soit. Ce serait un pari hasardeux que d'accorder le droit de vote aux immigrés dans le seul but d'influer sur les résultats électoraux ».

De son côté, Mme Christiane Mora, secrétaire nationale du P.S., a déclaré mardi à Europe 1 que si « le gouvernement a pu maintenir de ce problème, c'est bien dans l'intention que les municipalités de 1983 leurs soient ouvertes ».

« Il s'agit d'une proposition de loi du parti socialiste du 20 décembre 1979, qui envisageait la participation à ces scrutins de tous les étrangers ayant trois ans de résidence, ce qui incluait les familles, a indiqué Mme Mora. Les travailleurs étrangers en France, a-t-elle ajouté, n'ont, à l'heure actuelle, ni la sécurité de leur situation administrative ni l'égalité de droits avec les travailleurs français. C'est une question de principe et de dignité ».

« Cela dit, nous précise Mme Mora, il existe effectivement un certain nombre de problèmes à l'exercice du droit de vote, comme l'extension du droit d'association et du droit d'expression des immigrés, et il n'y a pas contradiction entre la démarche évoquée par M. Autain et celle soutenue par le parti socialiste ».

Pour sa part, après M. Chirac, maire de Paris, qui avait rappelé le droit de vote des immigrés, le député de la Seine-Saint-Denis, M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a réaffirmé, mardi 11 août, que le droit « touche au principe même de la souveraineté nationale, et donc au fondement de la République ». Soulignant que les conseillers municipaux participent à l'élaboration des décisions de la commune, M. Pons estime que les immigrés participeraient ainsi, indirectement, à l'élection de l'une des deux chambres.

PUBLICATION DES DÉCRETS SUR L'EMPLOI-FORMATION DES JEUNES

Les décrets d'application du pacte pour l'emploi viennent d'être publiés mardi 10 août au Journal officiel. Le dispositif du pacte pour l'emploi, qui prévoit environ six cent mille personnes, est reconstruit avec les modifications suivantes :

— La garantie de l'emploi est portée de six à douze mois ;

— L'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) verra son rôle renforcé dans le choix des bénéficiaires : ceux-ci auront moins de vingt-six ans, la priorité étant réservée aux femmes sans formation professionnelle et aux mères célibataires ;

— Les collectivités locales pourront bénéficier des contrats emploi-formation (durée de quatre cent quarante heures) et des stages pratiques à partir du 1^{er} septembre (six mois, rémunérés à 90 % du S.M.I.C.) ;

— Des mesures pour encourager l'embauche dans les entreprises artisanales ont également été prises, comme la possibilité pour l'employeur de cumuler une prime de 500 F soit avec le contrat emploi-formation, soit avec l'exonération de la moitié des cotisations patronales.

APRÈS LE LICENCIEMENT D'UNE EMPLOYÉE DÉBRAYAGES À TOURISME ET TRAVAIL

Des débrayages ont lieu depuis lundi 10 août avec le soutien de la C.G.T. locale au siège de l'organisme capitaliste de tourisme et de travail, pour protester contre le licenciement d'une employée pour faute grave. Celle-ci a été licenciée dans un village tunisien avec sa famille, sans le déclarer explicitement. L'affaire ayant été découverte, elle a finalement été remboursée ses vacances à son retour.

Pour les sections C.G.T. employées et cadres, elle ne peut être soupçonnée de fraude car elle a payé son séjour, ce qui pourrait justifier un avertissement mais non un renvoi brutal. Selon les syndicalistes, la majorité du personnel (deux cents personnes) a observé des arrêts de travail, un tiers seulement d'après la direction.

« Nous ne faisons pas seulement grève pour protester contre les licenciements qui dégringolent sans compensation avec les délégués du personnel, les cinquante délégués de la première entreprise européenne de conservation de produits alimentaires (surgelation, atomisation, lyophilisation, appertisation), le groupe Ortiz avait repris en avril 1977 le groupe Blanchard, alors première entreprise européenne de l'industrie du champagne, en difficulté depuis 1975. Après « dégraissage » et restructuration, était alors constituée la Société nouvelle Blanchard, filiale à plus de 75 % du holding Ortiz. Cette société nouvelle regroupe elle-même plusieurs activités, qui sont, outre la production de champignons et de composites, leur commercialisation, mais aussi la lyophilisation de produits alimentaires, la pâtisserie surgelée et la fabrication d'aliments pour enfants ».

L'accord passé entre les deux groupes ne prévoit que la reprise de l'activité de production de champignons et de composites, soit pour Royal Champagne, la reprise d'environ neuf cents personnes d'un chiffre d'affaires d'environ 100 millions de francs et d'un volume de production de 20 000 tonnes, qui plaçait Blanchard au cinquième rang mondial. Les deux groupes, en effet, conservent leur propre secteur de distribution et leurs marques.

Expliquée par ses promoteurs, la logique de cet accord revient pour la famille Guibaud à conforter sa position de leader dans une technique et un marché de spécialisation au lieu de rechercher, pour l'heure, une diversification hypothétique. Elle correspond ainsi à la nécessité pour une entreprise familiale qui « a poussé comme un champignon » de ne pas « se retrancher sur elle-même ». Pour le groupe Ortiz, il s'agit d'une des dernières d'une activité de production qu'il maîtrisait mal, tout en conservant un œil sur l'opportunité nécessaire à sa spécialité, la conservation des aliments. — J. G.

AFFAIRES

PREMIER PRODUCTEUR MONDIAL DE CHAMIGNONS

Le groupe Guibaud reprend les activités de production de la société nouvelle Blanchard

Le numéro un mondial de l'industrie du champignon, le groupe Guibaud - Royal Champagne, reprend le contrôle aux commandes d'un accord avec le groupe Ortiz, des activités « cultures et compostage » de la Société nouvelle Blanchard, filiale du groupe Ortiz. En échange de cet apport d'actif, le dernier recruta des actions de la Société Guibaud-Royal Champagne, à hauteur de 30 % de son capital. Au terme de ce rapprochement, Royal Champagne emploiera trois mille trois cents personnes pour un chiffre d'affaires de 600 millions de francs.

Entreprise familiale qui s'est développée par croissance interne et externe (achat de concurrents et prises de participation), le groupe Royal Champagne, avec une production de 40 000 tonnes pour la conserve, 10 000 tonnes pour le marché du frais et 1 500 tonnes pour les surgelés, est le premier producteur mondial, devant les trois groupes anglo-saxons Castle and Cook, Heinz et Campbell Soup. Il a réalisé un chiffre d'affaires de 500 millions de francs, dont un tiers à l'exportation, et emploie deux mille quatre cents personnes.

Le groupe Ortiz, spécialisé dans la production et la distribution de produits surgelés et de crèmes glacées (Mazzei, Virage, Pinigal, Miko et Sarcobol) emploie six mille salariés et a réalisé en 1980 un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs. Spécialiste des produits alimentaires (surgelation, atomisation, lyophilisation, appertisation), le groupe Ortiz avait repris en avril 1977 le groupe Blanchard, alors première entreprise européenne de l'industrie du champagne, en difficulté depuis 1975. Après « dégraissage » et restructuration, était alors constituée la Société nouvelle Blanchard, filiale à plus de 75 % du holding Ortiz. Cette société nouvelle regroupe elle-même plusieurs activités, qui sont, outre la production de champignons et de composites, leur commercialisation, mais aussi la lyophilisation de produits alimentaires, la pâtisserie surgelée et la fabrication d'aliments pour enfants.

L'accord passé entre les deux groupes ne prévoit que la reprise de l'activité de production de champignons et de composites, soit pour Royal Champagne, la reprise d'environ neuf cents personnes d'un chiffre d'affaires d'environ 100 millions de francs et d'un volume de production de 20 000 tonnes, qui plaçait Blanchard au cinquième rang mondial. Les deux groupes, en effet, conservent leur propre secteur de distribution et leurs marques.

Expliquée par ses promoteurs, la logique de cet accord revient pour la famille Guibaud à conforter sa position de leader dans une technique et un marché de spécialisation au lieu de rechercher, pour l'heure, une diversification hypothétique. Elle correspond ainsi à la nécessité pour une entreprise familiale qui « a poussé comme un champignon » de ne pas « se retrancher sur elle-même ». Pour le groupe Ortiz, il s'agit d'une des dernières d'une activité de production qu'il maîtrisait mal, tout en conservant un œil sur l'opportunité nécessaire à sa spécialité, la conservation des aliments. — J. G.

OBERTHUR : offre de capitaux d'une société américaine

La direction d'Obertur, imprimerie rennaise qui occupe environ mille salariés, a rencontré mardi 10 août les membres du CIASI (Comité interindustriel d'aménagement des structures industrielles) afin d'obtenir des pouvoirs publics un prêt pour son plan de redressement industriel.

En effet, cet apport financier, joint à celui d'une société américaine, International Bank Note, deuxième mondial de l'imprimerie fiduciaire, devrait permettre la relance, selon Obertur, de ses activités de production de billets de banque (imprimerie de travellers cheques, d'actions, de billets de la loterie nationale, etc.), éditions de calendriers et agendas.

Un concordat est en cours d'élaboration et sera soumis à l'accord des créanciers de l'entreprise et à l'homologation du tribunal de commerce. Quant à l'offre de la société new-yorkaise de souscrire à une augmentation de capital pour une somme de 16 millions de francs, elle devra recevoir l'accord de la direction du Trésor. Bank Note deviendrait ainsi le principal actionnaire d'Obertur.

Cette arrivée d'une société étrangère spécialisée dans le fiduciaire en quête de la Fédération française des travailleurs du livre (C.F.T.L.) et le syndicat C.G.T. Obertur. Ceux-ci craignent que « les solutions avancées ne conduisent à terme à un abandon du secteur travailleur à travers la position séparée d'une partie de la direction et du fiduciaire », et qu'elles entraînent des réductions d'effectifs.

L'imprimerie rennaise, qui a obtenu le 31 juillet, par un jugement du tribunal de commerce, de poursuivre ses activités jusqu'au 31 décembre 1981, doit rencontrer à nouveau le CIASI, la semaine prochaine, pour lui présenter le dossier complet de l'entreprise et avoir d'autres entretiens.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
£/F.	6,1090 6,1100	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
\$/F.	4,9700 4,9715	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
Yen (100)	2,6230 2,6235	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
D.M.	2,3970 2,4020	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
Florin	2,1680 2,1690	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
F.S. (100)	14,5390 14,5400	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
F.S.	2,8635 2,8645	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
L (1 000)	4,8610 4,8620	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
F. français	10,9380 10,9390	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -

TAUX DES EURO-MONNAIES

	11 3/4	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4
D.M.	11 3/4	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4
S. E.-U.	11 3/4	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4
Florin	11 3/4	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4
F.S. (100)	11 3/4	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4
F.S.	11 3/4	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4
L (1 000)	11 3/4	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4
F. français	11 3/4	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises, tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AGRICULTURE

Les agriculteurs du Midi renoncent à toute action revendicative

(Suite de la première page.)

Ainsi, M. Jean Haillet, président du Comité d'action viticole de l'Hérault, qui dit « avoir du mal à calmer les viticulteurs qui sont à bout et des mesures concrètes ne sont pas prises » ce mercredi à Matignon, M. Bayou, député socialiste, déclare que les viticulteurs « ne voyant rien venir, ont l'impression d'avoir été trompés ». Comme la crise viticole elle-même, ces déclarations ont toutes un air de déjà vu.

Pour le gouvernement français, décidé de fermer les frontières en invoquant, en vertu de l'article 38 du traité de Rome, le désordre intérieur et les troubles que provoquent les importations, un engrèvement dangereux. D'une part, l'Italie serait conduite à prendre des mesures de rétorsion et à aller chercher ailleurs qu'en France les produits agricoles dont elle a besoin. En second lieu, le précédent risque d'être invoqué par les autres producteurs, de porc, de lait, etc. Enfin, la qualité franco-italienne compromet les chances de développement de l'agriculture méditerranéenne face aux contraintes financières exigées par les pays d'Europe du Nord.

Les fruits et légumes

S'il est donc difficile de dire comment va tourner la crise viticole, alors que jusqu'à maintenant Mme Cresson avait suffi-

samment bien manœuvré, on peut espérer que celle des fruits et légumes s'estompera d'ici une dizaine de jours. En effet, les fédérations d'exploitants agricoles du Gard, du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône, viennent de décider « d'arrêter toute action revendicative ». S'estimant « satisfaites » des mesures prises par le gouvernement.

Les mesures arrêtées, mardi 11 août, par la cellule de crise, consistent à retirer du marché les poires Guyot pour place aux Williams qui les suivent. Entre autres moyens, sur lesquels les pouvoirs publics restent discrets, afin de ne pas indisposer Bruxelles, dans la mesure où les aides sont contraires aux règlements européens, il y a l'expédition de 1 500 tonnes de poires sur la Pologne. Les problèmes posés par le raisin de table et les pommes précoces (variété Cardinal) est, cependant, encore que rien ne va pour le mieux dans le royaume du commerce international. Le raisin français se vend mal parce qu'on a importé quel que 1 200 tonnes de raisin d'Italie et d'Espagne, contre 85 tonnes l'année dernière. Le cours des pommes précoces (variété Cardinal) est effondré, parce que les pays de l'hémisphère sud, Brésil, Bolivie, Chili, brident sur les marchés néerlandais et allemands des chargements entiers qui ne trouvent pas preneurs.

JACQUES GRALL

Dans la presse parisienne

LE MATIN : la raison au pouvoir.

« Aujourd'hui, dans cette affaire, le gouvernement Mauroy paraît étonnamment mal préparé. On conviendrait que le gouvernement souffre aujourd'hui de l'absence de politique ou parfois du mépris démocratique dont ont été victimes les agriculteurs sous les régimes républicains. On comprendra aussi qu'il n'est si étroitement facile de dire la vérité, autour d'hui, à ceux auxquels on ment depuis si longtemps parce qu'on s'est plus préoccupé de la façon dont ils votent que de leur bien-être économique et social. Les viticulteurs, mieux défendus de la République, ont donné depuis quelques années de preuves de fidélité à la gauche pour que celle-ci, enfin, leur montre que la raison est au pouvoir. Il suffit de dire tout haut ce que responsables viticoles conseillers de ministères élus de la région chuchotent tout bas ».

(JEAN-PIERRE VAUDON.)

LE FIGARO : conférence et volte-face.

« Intellectuellement, l'attitude du gouvernement à l'égard des importations italiennes a été d'une certaine cohérence. L'enjeu, pour lui, est que, politiquement, elle ait reçu comme une volte-face. Lorsqu'ils étaient dans l'opposition, les élus socialistes ont vigoureusement et constamment soutenu les revendications des producteurs méridionaux. Lors de l'élection présidentielle, nombre de responsables du P.S. ont donné à croire que, si François Mitterrand l'emportait le 10 mai, les importations cesseraient définitivement le 11 ».

« Pierre Mauroy doit mesurer aujourd'hui combien il est difficile de gouverner contre ses amis et contre ses propres promesses. »

(XAVIER MARCHELLE.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : aucun apaisement.

« Le pouvoir a jusqu'ici refusé d'employer la force. Cette attitude n'a entraîné aucun apaisement. Bien au contraire, fort de l'impunité, et encouragé en sous-main par des éléments proches du P.C. qui voient là une occasion inespérée de recueillir des dividendes politiques sur le dos du grand frère socialiste, des manifestants se sont livrés à des actions intolérables (...). »

(DOMINIQUE JAMET.)

Dans le classement des pays les plus riches du monde

Les États-Unis sont passés de trois ans du quatrième au huitième rang

Les États-Unis sont passés en un an de la sixième à la huitième place dans le classement des pays les plus riches du monde en termes de produit national brut par tête d'habitant.

Selon le rapport annuel de la Banque mondiale pour le développement, ce classement est le suivant (P.N.B. en dollars 1979 par habitant) pour l'année 1979 :

- 1) Koweït : 17 100 dollars ;
- 2) Suisse : 13 920 dollars ;
- 3) Suède : 11 930 dollars ;
- 4) Danemark : 11 800 dollars ;
- 5) P.F.A. : 11 730 dollars ;
- 6) Belgique : 10 920 dollars ;
- 7) Norvège : 10 700 dollars ;
- 8) États-Unis : 10 630 dollars ;
- 9) Pays-Bas : 10 230 dollars ;
- 10) France : 9 850 dollars ;
- 11) Royaume-Uni : 9 770 dollars ;
- 12) Japon : 9 770 dollars ;
- 13) Allemagne : 9 770 dollars ;
- 14) Italie : 9 770 dollars ;
- 15) Espagne : 9 770 dollars ;
- 16) Grèce : 9 770 dollars ;
- 17) Portugal : 9 770 dollars ;
- 18) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 19) Belgique : 9 770 dollars ;
- 20) Danemark : 9 770 dollars ;
- 21) Suède : 9 770 dollars ;
- 22) Suisse : 9 770 dollars ;
- 23) Koweït : 9 770 dollars ;
- 24) États-Unis : 9 770 dollars ;
- 25) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 26) France : 9 770 dollars ;
- 27) Royaume-Uni : 9 770 dollars ;
- 28) Japon : 9 770 dollars ;
- 29) Allemagne : 9 770 dollars ;
- 30) Italie : 9 770 dollars ;
- 31) Espagne : 9 770 dollars ;
- 32) Grèce : 9 770 dollars ;
- 33) Portugal : 9 770 dollars ;
- 34) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 35) Belgique : 9 770 dollars ;
- 36) Danemark : 9 770 dollars ;
- 37) Suède : 9 770 dollars ;
- 38) Suisse : 9 770 dollars ;
- 39) Koweït : 9 770 dollars ;
- 40) États-Unis : 9 770 dollars ;
- 41) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 42) France : 9 770 dollars ;
- 43) Royaume-Uni : 9 770 dollars ;
- 44) Japon : 9 770 dollars ;
- 45) Allemagne : 9 770 dollars ;
- 46) Italie : 9 770 dollars ;
- 47) Espagne : 9 770 dollars ;
- 48) Grèce : 9 770 dollars ;
- 49) Portugal : 9 770 dollars ;
- 50) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 51) Belgique : 9 770 dollars ;
- 52) Danemark : 9 770 dollars ;
- 53) Suède : 9 770 dollars ;
- 54) Suisse : 9 770 dollars ;
- 55) Koweït : 9 770 dollars ;
- 56) États-Unis : 9 770 dollars ;
- 57) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 58) France : 9 770 dollars ;
- 59) Royaume-Uni : 9 770 dollars ;
- 60) Japon : 9 770 dollars ;
- 61) Allemagne : 9 770 dollars ;
- 62) Italie : 9 770 dollars ;
- 63) Espagne : 9 770 dollars ;
- 64) Grèce : 9 770 dollars ;
- 65) Portugal : 9 770 dollars ;
- 66) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 67) Belgique : 9 770 dollars ;
- 68) Danemark : 9 770 dollars ;
- 69) Suède : 9 770 dollars ;
- 70) Suisse : 9 770 dollars ;
- 71) Koweït : 9 770 dollars ;
- 72) États-Unis : 9 770 dollars ;
- 73) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 74) France : 9 770 dollars ;
- 75) Royaume-Uni : 9 770 dollars ;
- 76) Japon : 9 770 dollars ;
- 77) Allemagne : 9 770 dollars ;
- 78) Italie : 9 770 dollars ;
- 79) Espagne : 9 770 dollars ;
- 80) Grèce : 9 770 dollars ;
- 81) Portugal : 9 770 dollars ;
- 82) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 83) Belgique : 9 770 dollars ;
- 84) Danemark : 9 770 dollars ;
- 85) Suède : 9 770 dollars ;
- 86) Suisse : 9 770 dollars ;
- 87) Koweït : 9 770 dollars ;
- 88) États-Unis : 9 770 dollars ;
- 89) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 90) France : 9 770 dollars ;
- 91) Royaume-Uni : 9 770 dollars ;
- 92) Japon : 9 770 dollars ;
- 93) Allemagne : 9 770 dollars ;
- 94) Italie : 9 770 dollars ;
- 95) Espagne : 9 770 dollars ;
- 96) Grèce : 9 770 dollars ;
- 97) Portugal : 9 770 dollars ;
- 98) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 99) Belgique : 9 770 dollars ;
- 100) Danemark : 9 770 dollars ;
- 101) Suède : 9 770 dollars ;
- 102) Suisse : 9 770 dollars ;
- 103) Koweït : 9 770 dollars ;
- 104) États-Unis : 9 770 dollars ;
- 105) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 106) France : 9 770 dollars ;
- 107) Royaume-Uni : 9 770 dollars ;
- 108) Japon : 9 770 dollars ;
- 109) Allemagne : 9 770 dollars ;
- 110) Italie : 9 770 dollars ;
- 111) Espagne : 9 770 dollars ;
- 112) Grèce : 9 770 dollars ;
- 113) Portugal : 9 770 dollars ;
- 114) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 115) Belgique : 9 770 dollars ;
- 116) Danemark : 9 770 dollars ;
- 117) Suède : 9 770 dollars ;
- 118) Suisse : 9 770 dollars ;
- 119) Koweït : 9 770 dollars ;
- 120) États-Unis : 9 770 dollars ;
- 121) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 122) France : 9 770 dollars ;
- 123) Royaume-Uni : 9 770 dollars ;
- 124) Japon : 9 770 dollars ;
- 125) Allemagne : 9 770 dollars ;
- 126) Italie : 9 770 dollars ;
- 127) Espagne : 9 770 dollars ;
- 128) Grèce : 9 770 dollars ;
- 129) Portugal : 9 770 dollars ;
- 130) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 131) Belgique : 9 770 dollars ;
- 132) Danemark : 9 770 dollars ;
- 133) Suède : 9 770 dollars ;
- 134) Suisse : 9 770 dollars ;
- 135) Koweït : 9 770 dollars ;
- 136) États-Unis : 9 770 dollars ;
- 137) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 138) France : 9 770 dollars ;
- 139) Royaume-Uni : 9 770 dollars ;
- 140) Japon : 9 770 dollars ;
- 141) Allemagne : 9 770 dollars ;
- 142) Italie : 9 770 dollars ;
- 143) Espagne : 9 770 dollars ;
- 144) Grèce : 9 770 dollars ;
- 145) Portugal : 9 770 dollars ;
- 146) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 147) Belgique : 9 770 dollars ;
- 148) Danemark : 9 770 dollars ;
- 149) Suède : 9 770 dollars ;
- 150) Suisse : 9 770 dollars ;
- 151) Koweït : 9 770 dollars ;
- 152) États-Unis : 9 770 dollars ;
- 153) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 154) France : 9 770 dollars ;
- 155) Royaume-Uni : 9 770 dollars ;
- 156) Japon : 9 770 dollars ;
- 157) Allemagne : 9 770 dollars ;
- 158) Italie : 9 770 dollars ;
- 159) Espagne : 9 770 dollars ;
- 160) Grèce : 9 770 dollars ;
- 161) Portugal : 9 770 dollars ;
- 162) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 163) Belgique : 9 770 dollars ;
- 164) Danemark : 9 770 dollars ;
- 165) Suède : 9 770 dollars ;
- 166) Suisse : 9 770 dollars ;
- 167) Koweït : 9 770 dollars ;
- 168) États-Unis : 9 770 dollars ;
- 169) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 170) France : 9 770 dollars ;
- 171) Royaume-Uni : 9 770 dollars ;
- 172) Japon : 9 770 dollars ;
- 173) Allemagne : 9 770 dollars ;
- 174) Italie : 9 770 dollars ;
- 175) Espagne : 9 770 dollars ;
- 176) Grèce : 9 770 dollars ;
- 177) Portugal : 9 770 dollars ;
- 178) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 179) Belgique : 9 770 dollars ;
- 180) Danemark : 9 770 dollars ;
- 181) Suède : 9 770 dollars ;
- 182) Suisse : 9 770 dollars ;
- 183) Koweït : 9 770 dollars ;
- 184) États-Unis : 9 770 dollars ;
- 185) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 186) France : 9 770 dollars ;
- 187) Royaume-Uni : 9 770 dollars ;
- 188) Japon : 9 770 dollars ;
- 189) Allemagne : 9 770 dollars ;
- 190) Italie : 9 770 dollars ;
- 191) Espagne : 9 770 dollars ;
- 192) Grèce : 9 770 dollars ;
- 193) Portugal : 9 770 dollars ;
- 194) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 195) Belgique : 9 770 dollars ;
- 196) Danemark : 9 770 dollars ;
- 197) Suède : 9 770 dollars ;
- 198) Suisse : 9 770 dollars ;
- 199) Koweït : 9 770 dollars ;
- 200) États-Unis : 9 770 dollars ;
- 201) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 202) France : 9 770 dollars ;
- 203) Royaume-Uni : 9 770 dollars ;
- 204) Japon : 9 770 dollars ;
- 205) Allemagne : 9 770 dollars ;
- 206) Italie : 9 770 dollars ;
- 207) Espagne : 9 770 dollars ;
- 208) Grèce : 9 770 dollars ;
- 209) Portugal : 9 770 dollars ;
- 210) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 211) Belgique : 9 770 dollars ;
- 212) Danemark : 9 770 dollars ;
- 213) Suède : 9 770 dollars ;
- 214) Suisse : 9 770 dollars ;
- 215) Koweït : 9 770 dollars ;
- 216) États-Unis : 9 770 dollars ;
- 217) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 218) France : 9 770 dollars ;
- 219) Royaume-Uni : 9 770 dollars ;
- 220) Japon : 9 770 dollars ;
- 221) Allemagne : 9 770 dollars ;
- 222) Italie : 9 770 dollars ;
- 223) Espagne : 9 770 dollars ;
- 224) Grèce : 9 770 dollars ;
- 225) Portugal : 9 770 dollars ;
- 226) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 227) Belgique : 9 770 dollars ;
- 228) Danemark : 9 770 dollars ;
- 229) Suède : 9 770 dollars ;
- 230) Suisse : 9 770 dollars ;
- 231) Koweït : 9 770 dollars ;
- 232) États-Unis : 9 770 dollars ;
- 233) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 234) France : 9 770 dollars ;
- 235) Royaume-Uni : 9 770 dollars ;
- 236) Japon : 9 770 dollars ;
- 237) Allemagne : 9 770 dollars ;
- 238) Italie : 9 770 dollars ;
- 239) Espagne : 9 770 dollars ;
- 240) Grèce : 9 770 dollars ;
- 241) Portugal : 9 770 dollars ;
- 242) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 243) Belgique : 9 770 dollars ;
- 244) Danemark : 9 770 dollars ;
- 245) Suède : 9 770 dollars ;
- 246) Suisse : 9 770 dollars ;
- 247) Koweït : 9 770 dollars ;
- 248) États-Unis : 9 770 dollars ;
- 249) Pays-Bas : 9 770 dollars ;
- 250) France : 9 770 dollars ;
- 251) Royaume-Uni : 9 770 dollars ;
- 252) Japon : 9 770 dollars ;
- 253) Allemagne : 9 770 dollars ;
- 254) Italie : 9 770 dollars ;
- 255) Espagne : 9 770 dollars ;
- 256) Grèce : 9 770 dollars ;
- 257) Portugal : 9

سكنا من الامم

TRANSPORTS

Le conflit des contrôleurs aériens aux États-Unis

M. Reagan ne reviendra pas sur la révocation pour fait de grève d'environ douze mille personnes

De notre envoyé spécial

Washington. — M. Reagan ne reviendra pas sur la révocation pour fait de grève d'environ douze mille contrôleurs aériens, et ce, malgré les graves difficultés qu'elle crée pour le trafic aérien de l'Atlantique. Les actions de solidarité entreprises par leurs collègues d'autres pays, à l'instar du mardi 11 août, M. Larry Speakes, porte-parole adjoint de la Maison Blanche, à Santa Barbara, près du ranch californien où le président américain poursuit ses vacances.

Le porte-parole a affirmé que M. Reagan était tenu « heure par heure » au courant de la situation à Washington. Le département d'État a précisé que les États-Unis s'efforcent de démontrer aux gouvernements étrangers que l'espace aérien américain « ne présentait aucun danger ».

80 % des vols transatlantiques ont été annulés mardi, principalement à cause de la fermeture du centre de Gander, dans la province canadienne de Terre-Neuve, qui guide la plupart des avions traversant l'Atlantique nord. Cette proportion pourrait diminuer ce mercredi, grâce à la mise en place des plans de vol passant plus au sud, qui évitent l'espace aérien canadien.

Un nouveau danger se profile cependant à l'horizon avec la menace des contrôleurs portugais de boycotter à leur tour, le 18 août, le trafic aérien avec les États-Unis. Ce sont les Portugais, en effet, qui, grâce au centre de Madère et des Açores, contrôlent cette « route du Sud ».

Des propos ambigus

Le chef du bureau de l'aviation civile américaine, M. Lynn Helms, a eu une expression mystérieuse, mardi, en affirmant qu'il avait une « solution de rechange », qu'il s'est refusé à révéler. Si les contrôleurs canadiens et portugais agissent simultanément par solidarité avec les grévistes américains, les spécialistes du trafic aérien estiment pourtant que les vols au-dessus de l'Atlantique seraient dans ce cas pratiquement paralysés.

Aux États-Unis même, la situation reste inchangée: les contrôleurs militaires, dont le nombre a atteint six cent soixante, et les non-grévistes assurant environ 75 % du trafic normal. L'avenir apparaît pourtant plus difficile que les autorités ne le laissent prévoir dans les premiers jours de la grève. Le ministre des trans-

ports, M. Drew Lewis, a réuni autour de lui, mardi à Washington, les dirigeants des grandes compagnies aériennes. Au terme de cette rencontre, il a indiqué que le trafic resterait de 25 % inférieur à la normale au moins jusqu'au mois d'août prochain.

Les dirigeants des compagnies ont affirmé leur « complet accord » avec la décision des autorités de licencier les contrôleurs en grève. Mais le fait d'être même temps des difficultés qu'ils connaissent actuellement. Les transporteurs perdraient environ 30 millions de dollars par jour (180 millions de francs). M. Frank Borman, président d'Eastern Airlines, a déclaré que des diminutions de salaires et des licenciements pourraient être nécessaires.

Certains propos des patrons de l'aviation américaine ont paru ambigus et alimentent les soupçons qui se font jour ici et là, selon lesquels la grève combaterait à point pour permettre aux compagnies de procéder à un dégrèvement de leurs lignes et à un remodelage de leurs lignes comportant la suppression des trajets non rentables. On peut se demander en effet pourquoi, si les transporteurs ont tant à souffrir de la grève, ceux-ci ont aussi fait entendre au gouvernement dans cette affaire.

L'offensive judiciaire lancée par l'administration Reagan contre le syndicat des contrôleurs et son président, M. Robert Foll, continue. Il s'agit maintenant d'interdire les piquets de grève. Aux yeux des autorités, les contrôleurs qui n'ont pas repris le travail ne sont pas des grévistes, puisque la grève est interdite aux employés fédéraux et ils n'ont plus aucun statut. Ils sont tout simplement licenciés.

M. Foll affirme de son côté qu'il est prêt à reprendre immédiatement les négociations avec le ministre des transports, mais ce dernier, fidèle à l'attitude intransigeante qu'il a adoptée depuis le début de la grève, refuse tout contact avec le syndicat et agit comme si celui-ci n'existait plus.

DOMINIQUE DHOMÈRES.

AU CANADA

Les aiguilleurs en conflit avec le ministre des transports

De notre correspondant

Montréal. — Le boycottage par les aiguilleurs du ciel canadiens des avions en provenance de destination des États-Unis a contraint le gouvernement canadien à maintenir, mardi 11 août, sa décision prise la veille de suspendre les activités internationales de l'aéroport de Gander (Terre-Neuve), qui est le principal centre de contrôle pour les liaisons entre l'Amérique du Nord et l'Europe. Ottawa a cependant annoncé que le travail reprendrait sept heures locales (sept heures GMT), quels que soient les résultats des discussions avec le syndicat des aiguilleurs.

Le succès du mouvement de solidarité des contrôleurs américains avec leurs collègues américains est en grande partie à l'origine de l'annulation de 80 % des vols transatlantiques. En revanche, les liaisons entre le Canada et l'Europe ont été normalement assurées, même si des retards de plusieurs heures ont été enregistrés pour les vols en provenance de Paris et de Londres. D'autre part, une panne dans le système de manœuvres de la tour de contrôle de Toronto a forcé les autorités à fermer l'aéroport pendant plusieurs heures.

Le président de l'association des contrôleurs aériens du Canada, M. Robertson, a indiqué que le boycottage serait maintenu tant que l'espace aérien américain « ne serait pas sûr », en raison de la présence d'aiguilleurs militaires « incompetents » dans les tours de contrôle aux États-Unis.

M. Robertson a ajouté que son association avait relevé quarante-quatre infractions au règlement de sécurité, dont neuf « très graves ». Il a reproché aux contrôleurs américains d'avoir dirigé des avions vers le Canada sans en avoir informé leurs collègues canadiens, ce qui aurait pu provoquer des collisions. Le gouvernement canadien a annoncé que tous les incidents signalés font l'objet d'une enquête et a reproché à M. Robertson de chercher à « faire peur aux voyageurs » en faisant des « déclarations mensongères ».

Le ministre des transports,

AUTOUR DES AÉROPORTS

Le climat modifié par le trafic ?

Le trafic aérien finira-t-il par modifier le climat, au moins autour des aéroports les plus actifs ? Certains climatologues américains en sont convaincus. Des spécialistes de l'Université de Middle West et de son aéroport de Chicago ont constaté que le long des couloirs empruntés par les avions de ligne, entre 8 000 mètres et 10 000 mètres, les cirrus sont plus abondants qu'ailleurs. Ils ont rapproché cette observation du fait qu'à cette altitude les réservoirs des jets éjectent des traînées de condensation. Nappes, ces condensations, constituées de cristaux de glace, se dissolvent rapidement, mais les passages des appareils sont à présent si fréquents que ces légers nuages deviennent permanents.

Les études météorologiques montrent une augmentation de 10 % de la nébulosité dans certaines régions de l'Illinois, de l'Indiana, de l'Ohio, de l'Alabama et de la Géorgie. Elle coïncide avec la formidable expansion de l'aviation commerciale depuis les années 60. Les secteurs affectés par le phénomène se trouvent au-dessus des principaux couloirs aériens qui se croisent dans la partie centrale des États-Unis. Le grand aéroport de Chicago, dont l'aéroport aux heures de pointe, voit atterrir ou décoller un avion toutes les

deux secondes. Selon M. Stanley Changnon, directeur des sciences atmosphériques de l'Université de Chicago, les nuages commerciaux passent tous les jours au-dessus de cet État. Or il observe que le climat de la région se rafraîchit, que le ciel s'assombrit et que la pluviosité augmente, alors que les États voisins situés à l'écart des itinéraires aériens ne connaissent pas les mêmes changements.

M. Changnon estime qu'une étude scientifique approfondie est nécessaire pour évaluer les effets des nuages artificiels et savoir si leur influence est préjudiciable ou non. En effet, si pendant la journée la nébulosité tend à rafraîchir l'atmosphère, la nuit, en revanche, les nuages forment couverture et retiennent une partie de la chaleur. Les écarts de température sont donc atténués, l'évaporation diminue et les précipitations augmentent. Au total ces modifications peuvent être bénéfiques pour les agriculteurs qui économisent sur les frais d'irrigation. De toute façon, des températures modérées sont plutôt favorables aux cultures.

Salon M. Changnon et son équipe, des constatations indiquent qu'il pourrait être utile de long des couloirs aériens les plus fréquentés d'Europe.

● La sécurité des chemins. — Après l'accident qui a coûté la vie à deux agents de la S.N.C.F. en gare de Choisy-le-Roi (Seine-Saint-Denis) le 12 août, la fédération C.G.T. des cheminots dénonce, dans un communiqué, les « carences notables de la protection du personnel » dues, selon elle, à l'insuffisance des effectifs. Le syndicat exprime à cette occasion son désaccord avec le projet de nouvelle réglementation proposé

par la S.N.C.F. au ministère des transports.

M. Charles Fierman, ministre d'État, ministre des transports, a exprimé son émotion à la suite de cet accident et demande à la direction de la S.N.C.F. et de lui communiquer rapidement les résultats de l'enquête et de lui soumettre, après concertation avec les organisations syndicales, des mesures destinées à renforcer la sécurité du personnel.

AUTOMOBILE

BUICK « SKYLARK » : la nostalgie

Avoir conservé à peu de chose près son prix fixe plus de dix ans, en dépit d'une hausse extraordinaire du dollar, n'est pas la moindre qualité de la Buick Skylark. Image peut-être ultime de ce que fut la voiture américaine, telle qu'elle restait en tout cas dans les mémoires.

En attendant l'arrivée sur le marché des « petites » d'origine Atlantique, cette « moyenne » (X car) estimée compacte au pays du gigantisme a déjà beaucoup évolué par rapport à ce que furent les modèles de Détroit dans les années de prospérité pétrolière. Heureuse époque ! Quand l'automobile n'en était pas à vingt litres pour aller sur cent kilomètres, mais elle conserve cette ligne tranquille et massive des berlines ou coupés américains, faite avant tout pour rassurer les automobilistes sans grandes émotions de conduite que pour connaître la conduite des embouteillages passés à l'intérieur d'un habitacle calme et maintenu à bonne température.

Installé dans un profond fauteuil de velours beige mis à bonne hauteur et inclinaison grâce au poussoir électrique niché à l'arrière du volant, on se sent dans le confort discret du climatiseur sur fond de stéréo, le conducteur peut en effet contempler avec calme la masse des petites voitures agglutinées surchauffées et vitres baissées. C'est un bon moment, mais le moment est la découverte

d'un miroir de courtoisie à éclairage.

Sur la route, le V 8 de 2,8 litres se révèle silencieux, le moteur en régime mais somme toute bien servi par la transmission automatique. Agissant sur les roues avant, le moteur de puissance modeste, 115 chevaux pour 13 CV fiscaux, incite à une conduite souple, voire lente, ce qui n'est pas à regretter au prix où est le litre de super. Car c'est là le point de la Buick, dont l'appât reste solide, surtout en ville où dans les côtes à propices aux changements de rapport de la boîte. Mais ce confort est une conduite douce évitant l'usage intensif des freins qui n'en demandent pas trop.

★ La Buick Skylark est livrable en quatre versions : 13 CV, 15 CV, 17 CV et 19 CV. Le moteur est placé à l'avant transversalement. L'alimentation est électronique. Les roues sont assistées et remplies à l'air. Essoriers à hélice à l'avant et à l'arrière, type Mac Pherson à l'avant, barre porteur et barre transversale à l'arrière. Consommation conventionnelle : 9,6 à 98 km/h, 12,1 à 120 km/h, 16,9 à 160 km/h. Prix selon modèle : 28,1 M\$ à 32,2 M\$. Cible max : 28,1 M\$ 2 000 km.

Le cabinet de M. LE GARREC

Le cabinet de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé de l'extension du secteur public, est ainsi composé : chef de cabinet, M. Gilles Bardou, licencié en droit, ancien assistant parlementaire ; M. Jean-Marie Maury, conseiller technique, Mlle Isabelle Bouillot, administrateur civil ; M. François Morin, agrégé de sciences économiques ; M. Jean-Jacques Fleury, diplômé d'études supérieures en sciences économiques et politiques ; M. Alain Rannou, membre du Comité directeur du P.S. ; chargé de mission, Mlle Anne Bollet, agrégée d'histoire ; M. Jean-François Mary, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien assistant parlementaire de M. Christian Piret.

SECTEUR PUBLIC

LE CABINET DE M. LE GARREC

Le cabinet de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé de l'extension du secteur public, est ainsi composé : chef de cabinet, M. Gilles Bardou, licencié en droit, ancien assistant parlementaire ; M. Jean-Marie Maury, conseiller technique, Mlle Isabelle Bouillot, administrateur civil ; M. François Morin, agrégé de sciences économiques ; M. Jean-Jacques Fleury, diplômé d'études supérieures en sciences économiques et politiques ; M. Alain Rannou, membre du Comité directeur du P.S. ; chargé de mission, Mlle Anne Bollet, agrégée d'histoire ; M. Jean-François Mary, diplômé de l'Institut d'études politiques, ancien assistant parlementaire de M. Christian Piret.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA B.N.P. ORGANISE AVEC SES CONFRÈRES FRANÇAIS UN NOUVEAU FINANCEMENT POUR L'EXTENSION DU MÉTRO DE MEXICO

Le 10 août 1981, un groupe de banques françaises dirigé par la BANQUE NATIONALE DE PARIS, tenue de plume, le CREDIT LYONNAIS et la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, associées à la BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR, ont signé avec le BANCO NACIONAL DE OBRAS Y SERVICIOS PUBLICOS un crédit acheteur de 1 100 000 000 de francs français. Ce crédit est destiné à assurer le financement de la part française de la troisième tranche de l'extension du métro de Mexico. Il est remboursable en dix ans à compter de la mise en service de chacune des quatre lignes de métro prévues. Rappelons que c'est en 1967 que les autorités mexicaines ont retenu la technique et l'industrie françaises pour la construction du réseau de métro de leur capitale et que depuis cette date, la BANQUE NATIONALE DE PARIS a été l'organisateur des financements français.

ÉTRANGER

AU DANEMARK

La hausse du dollar est une aubaine pour l'agriculture

De notre correspondant

Copenhague. — Pour la première fois depuis novembre 1980, la balance commerciale danoise a été excédentaire. En juin, les exportations du Royaume ont progressé de 17 % par rapport à la même période de 1980 alors que les importations n'augmentaient que de 8,5 %. Parallèlement, pour la première fois dans l'histoire de ses échanges de l'après-guerre, le Danemark, durant le premier tiers de cette année, a réussi à vendre aux Japonais plus qu'il n'en a acheté : 1 140 millions de couronnes contre 1 092 millions (1).

Ces résultats ne sont pas dus au hasard. Ils sont liés de très près à la hausse du dollar qui s'est révélée être une véritable aubaine pour certaines branches de l'industrie danoise, et surtout pour son agriculture. Durant le premier semestre 1981, les exportations danoises vers les États-Unis ont grimpé à leur tour de 17 %, ce qui a permis de plus compétitifs, augmenté de 40 % en volume. Les États-Unis ont ainsi repris la place traditionnelle de cinquième client du Danemark qu'ils avaient perdue depuis plusieurs années.

Les secteurs qui ont bénéficié de cette hausse conjuguée sont : surtout l'électronique, l'ameublement et les denrées alimentaires (fromages, viande de porc et petits gateaux). En quelques mois, le Danemark est ainsi devenu le premier fournisseur de fromages des ménages américains, rang occupé auparavant par la Nouvelle-Zélande, battant de très loin la France et l'Allemagne fédérale.

Le Danemark — bien danois — imitant du Royaume-Uni le lait de vache, s'inscris maintenant pour 93 % dans la distribution aux

États-Unis de cette catégorie de fromage. Certaines entreprises, face à l'afflux des commandes d'outre-Atlantique, se sont mises à embaucher, démarcher inséparable dans un pays où le chômage ne cesse d'augmenter.

Le tourisme danois s'est aussi très bien traité de l'escalade de la monnaie américaine. Les étudiants américains des collèges scandinaves ont l'habitude de venir faire, durant l'été, des pérégrinations sur la terre de leurs ancêtres. Ces derniers années, ils avaient dû limiter leur séjour et dépenses (en 1980, la balance touristique danoise avait été déficitaire). La saison 1981 s'annonce bien meilleure.

Mais c'est surtout la marine marchande danoise qui profite de cette conjoncture impitoyable. Tous les contrats de fret étant conclus en dollars, à quelques exceptions près, les armateurs voient activement l'ensemble de leurs rentrées augmenter de 18 millions de couronnes par jour (environ 10 millions de francs), une somme qui dépasse très largement la hausse de leurs frais généraux (assurance, combustible, etc.). Libérés aussi en dollars.

Ces facteurs encourageants ne doivent cependant pas faire oublier l'endettement extérieur qui grossit lui aussi dans des proportions inquiétantes avec la hausse du dollar. Heureusement, les responsables danois ont en le flair, depuis quelques années, de ne pas uniquement rechercher la hausse en dollars. Ils ont beaucoup emprunté en marks, en francs suisses, ou qui atteignent un peu le choc financier actuel.

CAMILLE OLSEN.

(1) 100 couronnes = 76 F.

Faits et chiffres

Agriculture

● Des bénévoles cueilleront les jours prochains une récolte de haricots verts dont le bénéfice est destiné à la création d'une coopérative d'agriculture au Sénégal.

Il s'agit d'une initiative de l'Association mondiale rurale d'entraide (A.M.R.E.). Le Danemark avait obtenu une première récolte en emmenant un champ mis à sa disposition à Fleussengue (Ille-et-Vilaine). Les 400 kilos obtenus et récoltés par des membres de l'association avaient permis de verser 4 000 francs à des ouvriers agricoles bretons alors en grève. — (Corresp.)

Énergie

● Le secrétaire général de l'OPEP a confirmé, le 11 août, qu'une conférence extraordinaire des pays membres de l'organisation aura lieu à Genève.

● R.F.A. : deux cent un incidents dans les centrales nucléaires en 1980. — Le ministre fédéral de l'Intérieur de R.F.A. a enregistré deux cent un incidents dans les centrales nucléaires ouest-allemandes en 1980. 53 % de ces incidents ont été classés dans la catégorie « B », d'importance moyenne, qui nécessite cependant une intervention immédiate. 44 % étaient d'importance moindre, alors que 3 % étaient « très dangereux ».

Cinq incidents, particulièrement graves ont dégagé de la radioactivité sans que le personnel ou la population avoisinante aient été exposés à des risques d'irradiation. Dans deux cas, « très dangereux », la centrale de l'« Inghelster », dans le nord de la R.F.A., a eu une évaporation d'iode 131 par l'une des cheminées de l'usine. La R.F.A. compte actuellement quatorze centrales nucléaires en fonctionnement d'une capacité totale de 9 000 mégawatts. — (A.F.P.)

● Golfeek : protestations. — Douze milliers de personnes, de communes concernées par la construction de la centrale nucléaire de Golfeek (Tarn-et-Garonne) ont adressé, mardi 11 août, une motion au gouvernement, au Parlement et aux ministères de tutelle demandant « que les travaux soient menés à leur terme ».

Social

● Des inspecteurs du travail se plaignent de l'inaction du ministère du travail. — Un collectif d'inspecteurs du travail vient d'écrire au ministre du travail, M. Jean Attoux, pour se plaindre de son inaction. « La confiance cède peu à peu la place à l'inquiétude et l'espoir à la déception », écrivent-ils. Ils réclament la création d'observatoires départementaux ou régionaux, d'experts économiques et surtout une réelle concertation, ainsi qu'un renforcement d'une « administration qui n'a jamais su manifester ni dynamisme ni autorité et qui s'est enlisée dans des compromissions quotidiennes ».

ÉNERGIE

LA C.F.D.T. ET LE M.R.G. DEMANDENT UNE COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'USINE DE RETRAITEMENT DE LA HAGUE

M. Pierre Mauroy devait recevoir, mercredi 12 août, une délégation d'élus de la Manche, qui venaient l'entretenir des problèmes soulevés par l'usine de retraitement de déchets radioactifs de La Hague, près de Cherbourg.

Les critiques contre l'attitude du gouvernement à l'égard de cette usine se multiplient. Le comité de défense des agriculteurs l'acome de ne pas respecter les engagements pris dans la Manche avant les élections sur l'abandon de l'extension de l'usine de La Hague. Une vingtaine de manifestants conduisant des engins agricoles ont paralysé, mardi, la circulation pendant deux heures, avant de déverser du foin devant l'entrée du centre de retraitement à Jobourg.

Notre correspondant à Cherbourg nous indique qu'une nouvelle manifestation est organisée pour le comité « Non au retraitement des déchets étrangers » au respect des engagements », dont la C.F.D.T. fait partie, à Cherbourg, jeudi 13 août, à 18 heures, avec l'appui du bateau écologiste Sirius de l'association Green Peace.

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., juge le dossier de La Hague « trop complexe ». Il a demandé au premier ministre de nommer une commission d'enquête et de dissocier le cas de La Hague des problèmes de décisions, en matière d'énergie nucléaire qui interviennent dans le débat parlementaire. De son côté, M. Thierry Jeannot, secrétaire national du M.R.G., demande qu'une enquête urgente soit menée sur les conditions de fonctionnement de l'usine de retraitement de La Hague et propose la création d'une commission d'enquête sur « l'état de l'énergie en France ».

GAZÉIFICATION DU CHARBON : LA PERÇEE AMÉRICAINE

Dow Chemical, Cy, le géant américain de l'industrie chimique, vient d'annoncer que ses chercheurs considèrent être une première. Le 11 août, dans ses installations de Plaquemine, au bord du Mississippi, l'entreprise a réussi à produire, avec succès, du gaz provenant d'une usine de gazéification du charbon comme carburant dans une turbine à gaz à usage commercial. Jusqu'à présent, on n'avait pu produire, à partir de charbon bitumineux, une opération si simple peut-être effectuée, sans problème, selon elle, sur le lignite lignifié.

Dow Chemical veut faire du charbon solide, le carburant de base, pour sa vaste installation sur le golfe du Mexique, il remplacera le gaz naturel.

COURSE DE PARI

Course	Partants	Classement
1. 1000 mètres	1. 1000 mètres	1. 1000 mètres
2. 1000 mètres	2. 1000 mètres	2. 1000 mètres
3. 1000 mètres	3. 1000 mètres	3. 1000 mètres
4. 1000 mètres	4. 1000 mètres	4. 1000 mètres
5. 1000 mètres	5. 1000 mètres	5. 1000 mètres
6. 1000 mètres	6. 1000 mètres	6. 1000 mètres
7. 1000 mètres	7. 1000 mètres	7. 1000 mètres
8. 1000 mètres	8. 1000 mètres	8. 1000 mètres
9. 1000 mètres	9. 1000 mètres	9. 1000 mètres
10. 1000 mètres	10. 1000 mètres	10. 1000 mètres

سكزا من الالجل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. RELIGION : « Chrétiens et juifs », par Lazare Landau ; « Une école des femmes », par René Rémond ; « S'intégrer ou se démarquer », par Gaston Piétri.

ÉTRANGER

3. EUROPE
4. PROCHE-ORIENT
- ISRAËL : la décision américaine d'ajourner les livraisons de F-15 suscite de nouvelles inquiétudes.
5. AFRIQUE
- MAROC : la presse pro-gouvernementale redoute la « banalisation » des rapports entre Paris et Rabat.

POLITIQUE

6. La première visite de M. Emmanuel, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie.
- Le Grand-Orient de France et la gauche : un entente avec le grand-maitre, M. Roger Leray.

SOCIÉTÉ

7. LES AFFICHES DE L'ÉTÉ : « Paris a froid, Paris a faim ».
- JUSTICE : vingt et une femmes détenues bénéficient de la grâce présidentielle le 15 août.
- DÉFENSE : le P.S. et la durée du service militaire.
- RELIGION
8. ITINÉRAIRES : « Trois croquis mayas » (II), par Jacques Lanchamp.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

9. Voyage en pays rhénan : « Le Tigre, le panthère et le lion », par André Fernigier.
- 10 et 11. « New-York, les rues du village », par Bethany Hoyer ; « Boston, la maison d'Isabella Stewart Gardner », par Mathilde La Bédolite.
- 11 à 13. RADIO-T.V. : Programmes hebdomadaires. — V.U. : il n'y a pas la feu.
14. Programmes, Festivals et Expositions.

ECONOMIE

19. SOCIAL : le droit de vote des immigrés : « Pas de précipitation », déclare M. Autain, secrétaire d'Etat.
- AFFAIRES : le groupe Guibaud reprend les activités de production de la Société nouvelle Blanchoud.
20. TRANSPORTS : le conflit des contrôleurs aériens américains.

RADIO-TELEVISION (13) INFORMATIONS SERVICES (17) :

Maison : Météorologie ; Mots croisés ; Jeux ; « Journal officiel ».

Annexes classées (18) : Carnet (8) ; Programmes spectacles (14 et 16) ; Bourse (21).

Le numéro du « Monde » daté 12 août 1981 a été tiré à 511 537 exemplaires.

Publi Saint Lazare

Touta les journées
nos savoureuses grillades,
service permanent de midi
à 21 h du matin.

10 rue de Rome, 8° Tel. 282.45.27

**meubles
Chapo** en bois massif

Galerie Chapo :
Magasin principal
12 rue de Valenciennes, 75005 Paris
Tel. 331.23.15

Forum des Halles
205 rue de la Chapelle, 75010 Paris
Tel. 297.49.30

Ouvert tout l'été

A B C D F G H

M. Paul Puaux est chargé d'une mission de réflexion sur l'action culturelle

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, a chargé M. Paul Puaux d'une mission de réflexion sur l'action culturelle et les maisons de la culture.

Cette mission consiste à analyser la diversité des situations dans les établissements culturels, à porter une attention particulière aux coûts de fonctionnement des maisons de la culture et des centres d'action culturelle et à proposer de nouvelles perspectives d'action. Les propositions concrètes devront permettre d'arrêter la politique du ministère en matière de décentralisation. Elles viseront à développer une action culturelle renforcée et imaginative, à adapter les établissements à leur environnement dans la perspective du service public qu'ils ont à y assurer. A définir un statut-type suffisamment souple pour permettre de répondre à la diversité des cas. A ménager rationnellement les carrières des personnels afin de leur donner une plus grande efficacité et les moyens d'une mobilité nécessaire. A reformuler les missions dévolues aux divers établissements. L'incertitude, les incertitudes et leur inadéquation, l'anachronisme et la lourdeur des structures dans les établisse-

ments d'action culturelle ont été souvent dénoncés par ceux-là mêmes qui en ont la charge. D'où une perte d'énergie, la dégradation des missions, des polémiques stériles, enlisées, autour de l'animation, de la culture, de la notion de service public, de la place de la culture — et sa définition — sont à redéfinir selon les villes et leur équipement artistique. Une maison de la culture ne peut pas avoir la même fonction en périphérie parisienne qu'en province, dans la région Rhône-Alpes ou en Vendée.

C'est la remise à neuf de la décentralisation, et son ouverture sur l'avenir que le disciple de Jean Vilas a pour mission d'étudier en collaboration avec les différents partenaires : créateurs, organisations représentatives, syndicats, associations, unions des maisons de la culture et des centres d'action culturelle, etc. — C. G.

(Né en 1920, M. Paul PUAUX, d'abord instituteur, résistant pendant la dernière guerre, a collaboré avec Jean Vilas en 1967. En 1968, il devient administrateur permanent du Festival d'Avignon et en 1971, à l'Agence culturelle française, il dirige jusqu'en 1979. Pendant trois ans, il a été membre du comité du Théâtre de l'Est parisien et a participé à la création du C.R.C.A. de la chartreuse de Villeneuve-lez-Avignon. M. Puaux est directeur du Théâtre du Silence. Permet directeur de Jean Vilas, il organise et dirige la maison conseil culturelle de la ville d'Avignon, qu'il a créé en 1970.)

LA SITUATION A RADIO-FRANCE INTERNATIONALE

La direction de Radio-France a publié une communication qui annonce les nominations de M. Jean-Pierre Farbas comme conseiller spécial de Mme Michèle Cotta, président de la société, et le maintien de M. Jérôme Bellay à la direction de l'information (« le Monde » du 12 août). A la suite de ce communiqué, la direction précise que « toute autre information concernant d'éventuels arrivées ou départs est sans fondement. La présidence de Radio-France fera savoir en temps utile les modifications auxquelles elle procédera ».

Cette précision paraît faire suite à notre information annonçant les départs probables de M. Pierre Maréchal, directeur adjoint pour le personnel, et de M. François de Salazar, directeur adjoint pour la production de Radio-France internationale.

(Né le 10 janvier 1923 à Paris, M. Jean-Pierre Farbas a commencé sa carrière journalistique en 1959 comme reporter à Radio-Luxembourg. Il est devenu, en 1963, rédacteur en chef de jour. En 1969, il est directeur des Informations à R.T.L. En 1971, il est envoyé aux États-Unis comme correspondant de R.T.L. En 1973, il devient grand reporter de Paris-Match. De mars à août 1976, il est rédacteur en chef de Combats.

En 1976, il assume les fonctions de directeur en chef de l'hebdomadaire Elle, et, en décembre 1978, jusqu'à l'automne 1979, il est directeur de la rédaction de l'hebdomadaire Combats.

Depuis le mois de septembre 1980, M. Farbas était directeur des études du programme international au Centre de formation des journalistes à Paris.)

LE CHEF D'ORCHESTRE KARL BÖHM

EST DANS UN ÉTAT DÉSPÉRÉ

Le chef d'orchestre autrichien Karl Böhm, qui avait été victime d'une crise cardiaque en mars dernier, était mardi 11 août dans un état désespéré selon ses médecins.

Karl Böhm, qui aura quatre-vingt-sept ans le 28 août, est actuellement soigné dans sa résidence près de Salzbourg. Il avait annulé tous ses engagements dans divers festivals d'été et, dans une interview publiée il y a quelques jours, il avait déclaré qu'il allait désormais beaucoup réduire ses activités.

De son côté, M. François-Henri de Vireu, directeur de l'actualité d'Antenne 2, depuis le 6 août, a annoncé ce même jour, au cours de la conférence quotidienne de la rédaction du « Journal » de cette chaîne, la

NOMINATIONS A ANTENNE 2

- M. Christian Dutoit est chargé de la coordination des programmes.
- M. de Vireu crée un « collectif de direction de l'actualité télévisée ».

M. Pierre Desgraupes, président d'Antenne 2, a annoncé, le 11 août, la nomination de M. Christian Dutoit au poste de directeur chargé de la coordination des programmes de la chaîne. M. Dutoit, qui est directeur de la rédaction de la chaîne de télévision de la ville de Paris, devient chargé de mission auprès du président d'Antenne 2.

(Né le 18 octobre 1940, à Rabat (Maroc), M. Christian Dutoit a fait ses débuts de journaliste au « Courrier du Maroc » où il est entré en 1962. Il a collaboré ensuite successivement à l'Agence U.P.F. et à l'Agence France Presse. Il est entré à l'O.R.T.F. au bureau des Informations. Il participera à la fondation du premier journal télévisé de la deuxième chaîne dont il devient chef d'édition le 3 avril 1967. Licencié, parmi les autres, en 1968, il a été réintégré en novembre 1969 au poste de rédacteur en chef de « Télé-Paris » (première chaîne). En 1972, il refuse sa mutation vers la deuxième chaîne. Il est affecté au département de la formation professionnelle de l'O.R.T.F. En 1975, il sera nommé rédacteur en chef adjoint de l'information par le premier président-directeur général d'Antenne 2, M. Marcel Galland. Puis l'arrivée de M. Jean-Pierre Skababach à la direction de l'information, il est relevé de ses fonctions et nommé secrétaire général adjoint à la production.)

(Né le 17 septembre 1928, M. Pierre Desgraupes a d'abord travaillé dans le cinéma où il était scénariste. Il est entré à la télévision en 1959 où il a été, pendant cinq ans, directeur de la production. Il a travaillé en tant que directeur de la production de la deuxième chaîne dont il devient chef d'édition le 3 avril 1967. Licencié, parmi les autres, en 1968, il a été réintégré en novembre 1969 au poste de rédacteur en chef de « Télé-Paris » (première chaîne). En 1972, il refuse sa mutation vers la deuxième chaîne. Il est affecté au département de la formation professionnelle de l'O.R.T.F. En 1975, il sera nommé rédacteur en chef adjoint de l'information par le premier président-directeur général d'Antenne 2, M. Marcel Galland. Puis l'arrivée de M. Jean-Pierre Skababach à la direction de l'information, il est relevé de ses fonctions et nommé secrétaire général adjoint à la production.)

(Né en 1922, M. Jean-Pierre Desgraupes est entré à l'O.R.T.F. en 1959. En 1960, il devient journaliste responsable d'édition. En septembre 1963, il est nommé chef du service « Vie moderne » d'Antenne 2, puis rédacteur en chef adjoint. En 1970, il est nommé directeur de l'information d'Antenne 2, chargé de la production de la deuxième chaîne. En 1972, il quitte l'information pour la production de films. En 1973, il est nommé directeur de la production de films. En 1974, il est nommé directeur de la production de films. En 1975, il est nommé directeur de la production de films. En 1976, il est nommé directeur de la production de films. En 1977, il est nommé directeur de la production de films. En 1978, il est nommé directeur de la production de films. En 1979, il est nommé directeur de la production de films. En 1980, il est nommé directeur de la production de films. En 1981, il est nommé directeur de la production de films. En 1982, il est nommé directeur de la production de films. En 1983, il est nommé directeur de la production de films. En 1984, il est nommé directeur de la production de films. En 1985, il est nommé directeur de la production de films. En 1986, il est nommé directeur de la production de films. En 1987, il est nommé directeur de la production de films. En 1988, il est nommé directeur de la production de films. En 1989, il est nommé directeur de la production de films. En 1990, il est nommé directeur de la production de films. En 1991, il est nommé directeur de la production de films. En 1992, il est nommé directeur de la production de films. En 1993, il est nommé directeur de la production de films. En 1994, il est nommé directeur de la production de films. En 1995, il est nommé directeur de la production de films. En 1996, il est nommé directeur de la production de films. En 1997, il est nommé directeur de la production de films. En 1998, il est nommé directeur de la production de films. En 1999, il est nommé directeur de la production de films. En 2000, il est nommé directeur de la production de films. En 2001, il est nommé directeur de la production de films. En 2002, il est nommé directeur de la production de films. En 2003, il est nommé directeur de la production de films. En 2004, il est nommé directeur de la production de films. En 2005, il est nommé directeur de la production de films. En 2006, il est nommé directeur de la production de films. En 2007, il est nommé directeur de la production de films. En 2008, il est nommé directeur de la production de films. En 2009, il est nommé directeur de la production de films. En 2010, il est nommé directeur de la production de films. En 2011, il est nommé directeur de la production de films. En 2012, il est nommé directeur de la production de films. En 2013, il est nommé directeur de la production de films. En 2014, il est nommé directeur de la production de films. En 2015, il est nommé directeur de la production de films. En 2016, il est nommé directeur de la production de films. En 2017, il est nommé directeur de la production de films. En 2018, il est nommé directeur de la production de films. En 2019, il est nommé directeur de la production de films. En 2020, il est nommé directeur de la production de films. En 2021, il est nommé directeur de la production de films. En 2022, il est nommé directeur de la production de films. En 2023, il est nommé directeur de la production de films. En 2024, il est nommé directeur de la production de films. En 2025, il est nommé directeur de la production de films. En 2026, il est nommé directeur de la production de films. En 2027, il est nommé directeur de la production de films. En 2028, il est nommé directeur de la production de films. En 2029, il est nommé directeur de la production de films. En 2030, il est nommé directeur de la production de films. En 2031, il est nommé directeur de la production de films. En 2032, il est nommé directeur de la production de films. En 2033, il est nommé directeur de la production de films. En 2034, il est nommé directeur de la production de films. En 2035, il est nommé directeur de la production de films. En 2036, il est nommé directeur de la production de films. En 2037, il est nommé directeur de la production de films. En 2038, il est nommé directeur de la production de films. En 2039, il est nommé directeur de la production de films. En 2040, il est nommé directeur de la production de films. En 2041, il est nommé directeur de la production de films. En 2042, il est nommé directeur de la production de films. En 2043, il est nommé directeur de la production de films. En 2044, il est nommé directeur de la production de films. En 2045, il est nommé directeur de la production de films. En 2046, il est nommé directeur de la production de films. En 2047, il est nommé directeur de la production de films. En 2048, il est nommé directeur de la production de films. En 2049, il est nommé directeur de la production de films. En 2050, il est nommé directeur de la production de films. En 2051, il est nommé directeur de la production de films. En 2052, il est nommé directeur de la production de films. En 2053, il est nommé directeur de la production de films. En 2054, il est nommé directeur de la production de films. En 2055, il est nommé directeur de la production de films. En 2056, il est nommé directeur de la production de films. En 2057, il est nommé directeur de la production de films. En 2058, il est nommé directeur de la production de films. En 2059, il est nommé directeur de la production de films. En 2060, il est nommé directeur de la production de films. En 2061, il est nommé directeur de la production de films. En 2062, il est nommé directeur de la production de films. En 2063, il est nommé directeur de la production de films. En 2064, il est nommé directeur de la production de films. En 2065, il est nommé directeur de la production de films. En 2066, il est nommé directeur de la production de films. En 2067, il est nommé directeur de la production de films. En 2068, il est nommé directeur de la production de films. En 2069, il est nommé directeur de la production de films. En 2070, il est nommé directeur de la production de films. En 2071, il est nommé directeur de la production de films. En 2072, il est nommé directeur de la production de films. En 2073, il est nommé directeur de la production de films. En 2074, il est nommé directeur de la production de films. En 2075, il est nommé directeur de la production de films. En 2076, il est nommé directeur de la production de films. En 2077, il est nommé directeur de la production de films. En 2078, il est nommé directeur de la production de films. En 2079, il est nommé directeur de la production de films. En 2080, il est nommé directeur de la production de films. En 2081, il est nommé directeur de la production de films. En 2082, il est nommé directeur de la production de films. En 2083, il est nommé directeur de la production de films. En 2084, il est nommé directeur de la production de films. En 2085, il est nommé directeur de la production de films. En 2086, il est nommé directeur de la production de films. En 2087, il est nommé directeur de la production de films. En 2088, il est nommé directeur de la production de films. En 2089, il est nommé directeur de la production de films. En 2090, il est nommé directeur de la production de films. En 2091, il est nommé directeur de la production de films. En 2092, il est nommé directeur de la production de films. En 2093, il est nommé directeur de la production de films. En 2094, il est nommé directeur de la production de films. En 2095, il est nommé directeur de la production de films. En 2096, il est nommé directeur de la production de films. En 2097, il est nommé directeur de la production de films. En 2098, il est nommé directeur de la production de films. En 2099, il est nommé directeur de la production de films. En 2100, il est nommé directeur de la production de films. En 2101, il est nommé directeur de la production de films. En 2102, il est nommé directeur de la production de films. En 2103, il est nommé directeur de la production de films. En 2104, il est nommé directeur de la production de films. En 2105, il est nommé directeur de la production de films. En 2106, il est nommé directeur de la production de films. En 2107, il est nommé directeur de la production de films. En 2108, il est nommé directeur de la production de films. En 2109, il est nommé directeur de la production de films. En 2110, il est nommé directeur de la production de films. En 2111, il est nommé directeur de la production de films. En 2112, il est nommé directeur de la production de films. En 2113, il est nommé directeur de la production de films. En 2114, il est nommé directeur de la production de films. En 2115, il est nommé directeur de la production de films. En 2116, il est nommé directeur de la production de films. En 2117, il est nommé directeur de la production de films. En 2118, il est nommé directeur de la production de films. En 2119, il est nommé directeur de la production de films. En 2120, il est nommé directeur de la production de films. En 2121, il est nommé directeur de la production de films. En 2122, il est nommé directeur de la production de films. En 2123, il est nommé directeur de la production de films. En 2124, il est nommé directeur de la production de films. En 2125, il est nommé directeur de la production de films. En 2126, il est nommé directeur de la production de films. En 2127, il est nommé directeur de la production de films. En 2128, il est nommé directeur de la production de films. En 2129, il est nommé directeur de la production de films. En 2130, il est nommé directeur de la production de films. En 2131, il est nommé directeur de la production de films. En 2132, il est nommé directeur de la production de films. En 2133, il est nommé directeur de la production de films. En 2134, il est nommé directeur de la production de films. En 2135, il est nommé directeur de la production de films. En 2136, il est nommé directeur de la production de films. En 2137, il est nommé directeur de la production de films. En 2138, il est nommé directeur de la production de films. En 2139, il est nommé directeur de la production de films. En 2140, il est nommé directeur de la production de films. En 2141, il est nommé directeur de la production de films. En 2142, il est nommé directeur de la production de films. En 2143, il est nommé directeur de la production de films. En 2144, il est nommé directeur de la production de films. En 2145, il est nommé directeur de la production de films. En 2146, il est nommé directeur de la production de films. En 2147, il est nommé directeur de la production de films. En 2148, il est nommé directeur de la production de films. En 2149, il est nommé directeur de la production de films. En 2150, il est nommé directeur de la production de films. En 2151, il est nommé directeur de la production de films. En 2152, il est nommé directeur de la production de films. En 2153, il est nommé directeur de la production de films. En 2154, il est nommé directeur de la production de films. En 2155, il est nommé directeur de la production de films. En 2156, il est nommé directeur de la production de films. En 2157, il est nommé directeur de la production de films. En 2158, il est nommé directeur de la production de films. En 2159, il est nommé directeur de la production de films. En 2160, il est nommé directeur de la production de films. En 2161, il est nommé directeur de la production de films. En 2162, il est nommé directeur de la production de films. En 2163, il est nommé directeur de la production de films. En 2164, il est nommé directeur de la production de films. En 2165, il est nommé directeur de la production de films. En 2166, il est nommé directeur de la production de films. En 2167, il est nommé directeur de la production de films. En 2168, il est nommé directeur de la production de films. En 2169, il est nommé directeur de la production de films. En 2170, il est nommé directeur de la production de films. En 2171, il est nommé directeur de la production de films. En 2172, il est nommé directeur de la production de films. En 2173, il est nommé directeur de la production de films. En 2174, il est nommé directeur de la production de films. En 2175, il est nommé directeur de la production de films. En 2176, il est nommé directeur de la production de films. En 2177, il est nommé directeur de la production de films. En 2178, il est nommé directeur de la production de films. En 2179, il est nommé directeur de la production de films. En 2180, il est nommé directeur de la production de films. En 2181, il est nommé directeur de la production de films. En 2182, il est nommé directeur de la production de films. En 2183, il est nommé directeur de la production de films. En 2184, il est nommé directeur de la production de films. En 2185, il est nommé directeur de la production de films. En 2186, il est nommé directeur de la production de films. En 2187, il est nommé directeur de la production de films. En 2188, il est nommé directeur de la production de films. En 2189, il est nommé directeur de la production de films. En 2190, il est nommé directeur de la production de films. En 2191, il est nommé directeur de la production de films. En 2192, il est nommé directeur de la production de films. En 2193, il est nommé directeur de la production de films. En 2194, il est nommé directeur de la production de films. En 2195, il est nommé directeur de la production de films. En 2196, il est nommé directeur de la production de films. En 2197, il est nommé directeur de la production de films. En 2198, il est nommé directeur de la production de films. En 2199, il est nommé directeur de la production de films. En 2200, il est nommé directeur de la production de films. En 2201, il est nommé directeur de la production de films. En 2202, il est nommé directeur de la production de films. En 2203, il est nommé directeur de la production de films. En 2204, il est nommé directeur de la production de films. En 2205, il est nommé directeur de la production de films. En 2206, il est nommé directeur de la production de films. En 2207, il est nommé directeur de la production de films. En 2208, il est nommé directeur de la production de films. En 2209, il est nommé directeur de la production de films. En 2210, il est nommé directeur de la production de films. En 2211, il est nommé directeur de la production de films. En 2212, il est nommé directeur de la production de films. En 2213, il est nommé directeur de la production de films. En 2214, il est nommé directeur de la production de films. En 2215, il est nommé directeur de la production de films. En 2216, il est nommé directeur de la production de films. En 2217, il est nommé directeur de la production de films. En 2218, il est nommé directeur de la production de films. En 2219, il est nommé directeur de la production de films. En 2220, il est nommé directeur de la production de films. En 2221, il est nommé directeur de la production de films. En 2222, il est nommé directeur de la production de films. En 2223, il est nommé directeur de la production de films. En 2224, il est nommé directeur de la production de films. En 2225, il est nommé directeur de la production de films. En 2226, il est nommé directeur de la production de films. En 2227, il est nommé directeur de la production de films. En 2228, il est nommé directeur de la production de films. En 2229, il est nommé directeur de la production de films. En 2230, il est nommé directeur de la production de films. En 2231, il est nommé directeur de la production de films. En 2232, il est nommé directeur de la production de films. En 2233, il est nommé directeur de la production de films. En 2234, il est nommé directeur de la production de films. En 2235, il est nommé directeur de la production de films. En 2236, il est nommé directeur de la production de films. En 2237, il est nommé directeur de la production de films. En 2238, il est nommé directeur de la production de films. En 2239, il est nommé directeur de la production de films. En 2240, il est nommé directeur de la production de films. En 2241, il est nommé directeur de la production de films. En 2242, il est nommé directeur de la production de films. En 2243, il est nommé directeur de la production de films. En 2244, il est nommé directeur de la production de films. En 2245, il est nommé directeur de la production de films. En 2246, il est nommé directeur de la production de films. En 2247, il est nommé directeur de la production de films. En 2248, il est nommé directeur de la production de films. En 2249, il est nommé directeur de la production de films. En 2250, il est nommé directeur de la production de films. En 2251, il est nommé directeur de la production de films. En 2252, il est nommé directeur de la production de films. En 2253, il est nommé directeur de la production de films. En 2254, il est nommé directeur de la production de films. En 2255, il est nommé directeur de la production de films. En 2256, il est nommé directeur de la production de films. En 2257, il est nommé directeur de la production de films. En 2258, il est nommé directeur de la production de films. En 2259, il est nommé directeur de la production de films. En 2260, il est nommé directeur de la production de films. En 2261, il est nommé directeur de la production de films. En 2262, il est nommé directeur de la production de films. En 2263, il est nommé directeur de la production de films. En 2264, il est nommé directeur de la production de films. En 2265, il est nommé directeur de la production de films. En 2266, il est nommé directeur de la production de films. En 2267, il est nommé directeur de la production de films. En 2268, il est nommé directeur de la production de films. En 2269, il est nommé directeur de la production de films. En 2270, il est nommé directeur de la production de films. En 2271, il est nommé directeur de la production de films. En 2272, il est nommé directeur de la production de films. En 2273, il est nommé directeur de la production de films. En 2274, il est nommé directeur de la production de films. En 2275, il est nommé directeur de la production de films. En 2276, il est nommé directeur de la production de films. En 2277, il est nommé directeur de la production de films. En 2278, il est nommé directeur de la production de films. En 2279, il est nommé directeur de la production de films. En 2280, il est nommé directeur de la production de films. En 2281, il est nommé directeur de la production de films. En 2282, il est nommé directeur de la production de films. En 2283, il est nommé directeur de la production de films. En 2284, il est nommé directeur de la production de films. En 2285, il est nommé directeur de la production de films. En 2286, il est nommé directeur de la production de films. En 2287, il est nommé directeur de la production de films. En 2288, il est nommé directeur de la production de films. En 2289, il est nommé directeur de la production de films. En 2290, il est nommé directeur de la production de films. En 2291, il est nommé directeur de la production de films. En 2292, il est nommé directeur de la production de films. En 2293, il est nommé directeur de la production de films. En 2294, il est nommé directeur de la production de films. En 2295, il est nommé directeur de la production de films. En 2296, il est nommé directeur de la production de films. En 2297, il est nommé directeur de la production de films. En 2298, il est nommé directeur de la production de films. En 2299, il est nommé directeur de la production de films. En 2300, il est nommé directeur de la production de films. En 2301, il est nommé directeur de la production de films. En 2302, il est nommé directeur de la production de films. En 2303, il est nommé directeur de la production de films. En 2304, il est nommé directeur de la production de films. En 2305, il est nommé directeur de la production de films. En 2306, il est nommé directeur de la production de films. En 2307, il est nommé directeur de la production de films. En 2308, il est nommé directeur de la production de films. En 2309, il est nommé directeur de la production de films. En 2310, il est nommé directeur de la production de films. En 2311, il est nommé directeur de la production de films. En 2312, il est nommé directeur de la production de films. En 2313, il est nommé directeur de la production de films. En 2314, il est nommé directeur de la production de films. En 2315, il est nommé directeur de la production de films. En 2316, il est nommé directeur de la production de films. En 2317, il est nommé directeur de la production de films. En 2318, il est nommé directeur de la production de films. En 2319, il est nommé directeur de la production de films. En 2320, il est nommé directeur de la production de films. En 2321, il est nommé directeur de la production de films. En 2322, il est nommé directeur de la production de films. En 2323, il est nommé directeur de la production de films. En 2324, il est nommé directeur de la production de films. En 2325, il est nommé directeur de la production de films. En 2326, il est nommé directeur de la production de films. En 2327, il est nommé directeur de la production de films. En 2328, il est nommé directeur de la production de films. En 2329, il est nommé directeur de la production de films. En 2330, il est nommé directeur de la production de films. En 2331, il est nommé directeur de la production de films. En 2332, il est nommé directeur de la production de films. En 2333, il est nommé directeur de la production de films. En 2334, il est nommé directeur de la production de films. En 2335, il est nommé directeur de la production de films. En 2336, il est nommé directeur de la production de films. En 2337, il est nommé directeur de la production de films. En 2338, il est nommé directeur de la production de films. En 2339, il est nommé directeur de la production de films. En 2340, il est nommé directeur de la production de films. En 2341, il est nommé directeur de la production de films. En 2342, il est nommé directeur de la production de films. En 2343, il est nommé directeur de la production de films. En 2344, il est nommé directeur de la production de films. En 2345, il est nommé directeur de la production de films. En 2346, il est nommé directeur de la production de films. En 2347, il est nommé directeur de la production de films. En 2348, il est nommé directeur de la production de films. En 2349, il est nommé directeur de la production de films. En 2350, il est nommé directeur de la production de films. En 2351, il est nommé directeur de la production de films. En 2352, il est nommé directeur de la production de films. En 2353, il est nommé directeur de la production de films. En 2354, il est nommé directeur de la production de films. En 2355, il est nommé directeur de la production de films. En 2356, il est nommé directeur de la production de films. En 2357, il est nommé directeur de la production de films. En 2358, il est nommé directeur de la production de films. En 2359, il est nommé directeur de la production de films. En 2360, il est nommé directeur de la production de films. En 2361, il est nommé directeur de la production de films. En 2362, il est nommé directeur de la production de films. En 2363, il est nommé directeur de la production de films. En 2364, il est nommé directeur de la production de films. En 2365, il est nommé directeur de la production de films. En 2366, il est nommé directeur de la production de films. En 2367, il est nommé directeur de la production de films. En 2368, il est nommé directeur de la production de films. En 2369, il est nommé directeur de la production de films. En 2370, il est nommé directeur de la production de films. En 2371, il est nommé directeur de la production de films. En 2372, il est nommé directeur de la production de films. En 2373, il est nommé directeur de la production de films. En 2374, il est nommé directeur de la production de films. En 2375, il est nommé directeur de la production de films. En 2376, il est nommé directeur de la production de films. En 2377, il est nommé directeur de la production de films. En 2378, il est nommé directeur de la production de films. En 2379, il est nommé directeur de la production de films. En 2380, il est nommé directeur de la production de films. En 2381, il est nommé directeur de la production de films. En 2382, il est nommé directeur de la production de films. En 2383, il est nommé directeur de la production de films. En 2384, il est nommé directeur de la production de films. En 2385, il est nommé directeur de la production de films. En 2386, il est nommé directeur de la production de films. En 2387, il est nommé directeur de la production de films. En 2388, il est nommé directeur de la production de films. En 2389, il est nommé directeur de la production de films. En 2390, il est nommé directeur de la production de films. En 2391, il est nommé directeur de la production de films. En 2392, il est nommé directeur de la production de films. En 2393, il est nommé directeur de la production de films. En 2394, il est nommé directeur de la production de films. En 2395, il est nommé directeur de la production de films. En 2396, il est nommé directeur de la production de films. En 2397, il est nommé directeur de la production de films. En 2398, il est nommé directeur de la production de films. En 2399, il est nommé directeur de la production de films. En 2400, il est nommé directeur de la production de films. En 2401, il est nommé directeur de la production de films. En 2402, il est nommé directeur de la production de films. En 2403, il est nommé directeur de la production de films. En 2404, il est nommé directeur de la production de films. En 2405, il est nommé directeur de la production de films. En 2406, il est nommé directeur de la production de films. En 2407, il est nommé directeur de la production de films. En 2408, il est nommé directeur de la production de films. En 2409, il est nommé directeur de la production de films. En 2410, il est nommé directeur de la production de films. En 2411, il est nommé directeur de la production de films. En 2412, il est nommé directeur de la production de films. En 2413, il est nommé directeur de la production de films. En 2414, il est nommé directeur de la production de films. En 2415, il est nommé directeur de la production de films. En 2416, il est nommé directeur de la production de films. En 2417, il est nommé directeur de la production de films. En 2418, il est nommé directeur de la production de films. En 2419, il est nommé directeur de la production de films. En 2420, il est nommé directeur de la production de films. En 2421, il est nommé directeur de la production de films. En 2422, il est nommé directeur de la production de films. En 2423, il est nommé directeur de la production de films. En 2424, il est nommé directeur de la production de films. En 2425, il est nommé directeur de la production de films. En 2426, il est nommé directeur de la production de films. En 2427, il est nommé directeur de la production de films. En 2428, il est nommé directeur de la production de films. En 2429, il est nommé directeur de la production de films. En 2430, il est nommé directeur de la production de films. En 2431, il est nommé directeur de la production de films. En 2432, il est nommé directeur de la production de films. En 2433, il est nommé directeur de la production de films. En 2434, il est nommé directeur de la production de films. En 2435, il est nommé directeur de la production de films. En 2436, il est nommé directeur de la production de films. En 2437, il est nommé directeur de la production de films. En 2438, il est nommé directeur de la production de films. En 2439, il est nommé directeur de la production de films. En